

# LA VÉRITÉ

*Revue Trotskyste*

AVRIL 1969

N° 543 - PRIX : 3 F.

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire. »*

*« Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

LÉON TROTSKY.

## LES ECHEANCES DU GAULLISME



## STALINISME ET «GAUCHISME»

# LA VÉRITÉ

Revue Trotskyste

Rédaction et Administration :  
39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10<sup>e</sup>)

## sommaire

<b>Les échéances du Gaullisme</b>	<b>1</b>
<b>Stalinisme et « Gauchisme »</b>	<b>10</b>
<b>Rapport politique</b>	<b>20</b>
<b>Notes de lecture</b>	<b>26</b>

### ABONNEMENTS :

1 an (5 numéros) .....	<b>12 Francs</b>
Sous pli clos .....	<b>15 Francs</b>
Etranger .....	<b>14 Francs</b>
Le numéro .....	<b>3 Francs</b>
Abonnement de soutien .....	<b>15 et 20 Francs</b>

C.C.P. : Gérard Bloch Paris 606-23

# LES ÉCHÉANCES DU GAULLISME

## HIER FACTEUR D'ORDRE EN EUROPE... DESORMAIS L'UN DES MAILLONS LES PLUS FAIBLES

Novembre 1956 : les troupes de la bureaucratie du Kremlin écrasent la révolution hongroise des Conseils ; Juin 1958 : De Gaulle accède au pouvoir. Mai-juin 1968 : sous l'effet de la grève générale, le régime politique mis en place par De Gaulle chancelle ; au cours du printemps et de l'été 1968, le prolétariat tchécoslovaque renoue avec la révolution hongroise, et met en cause la domination des bureaucraties parasitaires sur l'Europe de l'Est et celle de la bureaucratie du Kremlin sur l'U.R.S.S.

Immédiatement après l'écrasement de la révolution hongroise et la prise du pouvoir par De Gaulle en France, l'impérialisme mondial, l'impérialisme américain en particulier, se sentait les coudées plus libres. Sa pression s'accroissait sur l'Est de l'Europe et sur l'U.R.S.S. Le dispositif d'encerclement de la Chine, de préparation à la guerre contre la Chine était renforcé. L'intervention militaire de l'impérialisme américain au Vietnam était conçue comme une étape vers l'intervention directe en Chine. Les coups d'état réactionnaires se succédaient et écrasaient les ouvriers et les paysans en Indonésie et dans de nombreux pays d'Amérique latine et d'Afrique. Malgré les troubles qu'occasionnait au sein de la coalition impérialiste, la politique internationale de De Gaulle, qui s'efforçait de défendre les intérêts spécifiques de l'impérialisme français, les capitaux privés américains affluaient en Europe, où ils relayaient l'aide et les prêts d'Etats, en France notamment. Le marché commun s'organisait, non sans heurts, soutenu par le développement des armements américains, facteur déterminant d'une conjoncture de « prospérité » du capitalisme mondial.

Tout n'en allait pas pour le mieux pour le régime du profit, il s'en fallait même de beaucoup. Les rapports de force entre les classes à l'échelle internationale n'étaient pas radicalement modifiés. La résistance des ouvriers et paysans vietnamiens était venue démontrer à l'impérialisme quel potentiel de combat existait en Chine, en U.R.S.S., à l'Est de l'Europe, et de quel prix il lui faudrait payer la destruction des conquêtes révolutionnaires du prolétariat. La crise du dollar, de la livre, du système des paiements internationaux manifestait les tendances à la désagrégation du marché mondial. Il n'était pas jusqu'aux U.S.A. où les rapports entre les classes ne se tendent dangereusement. Mais l'accession au pouvoir de De Gaulle en France était un facteur majeur du maintien de l'ordre existant en Europe. Sur tout ce front décisif de la lutte des classes mondiale, l'impérialisme en était consolidé. Il pouvait espérer retourner la situation qui s'est nouée en Europe

à la fin de la deuxième guerre mondiale, passer à la contre-offensive générale contre la classe ouvrière. Les régimes verrouillés de Franco et Salazar en étaient ragaillardis. Le coup d'état des colonels grecs contribuait à son tour à la « stabilisation » en Europe. Cependant cette « stabilisation » était précaire. L'accession au pouvoir de De Gaulle ne pouvait contribuer à renforcer réellement l'impérialisme que s'il écrasait la classe ouvrière française. Telle était la « mission historique » du gaullisme.

Il devait l'accomplir aussi bien en fonction des intérêts généraux de l'impérialisme mondial qu'en raison des intérêts spécifiques de l'impérialisme français. La bourgeoisie française décadente ne pouvait et ne peut défendre ses positions mondiales et le marché français qu'en bouleversant toute la structure économique et sociale de la France, ce qui implique une réadaptation de toutes les structures et superstructures, depuis la liquidation de secteurs dans les vieilles régions industrielles du Nord de l'Est, notamment la liquidation de centaines de milliers de petites exploitations paysannes, l'élimination de centaines de milliers de commerçants et d'artisans, jusqu'à la réforme de l'Université et de la formation professionnelle, en passant par les fusions, concentrations, liquidations d'entreprises inadaptées à la concurrence internationale. Les mêmes problèmes se posent, à des degrés divers, à toutes les vieilles puissances impérialistes de l'Europe. Tout dépendait de la capacité du régime gaulliste à accomplir ce que la démocratie parlementaire bourgeoise était incapable de réaliser : discipliner et briser la classe ouvrière et la jeunesse.

Mai-juin 1968 a donc une signification mondiale : le bonapartisme gaulliste, sous la forme qu'il a revêtue durant ces dix années de règne, a échoué. De Gaulle et son gouvernement ont vacillé. Certes, ils n'ont pas été abattus ; il reste que le gaullisme, dans sa forme antérieure, a fait faillite. Son maintien sous cette forme ne peut aboutir qu'à de nouvelles grandes luttes des classes qui, inéluctablement, mettront à l'ordre du jour une nouvelle montée révolutionnaire du prolétariat en Europe, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est.

## L'AFFRONTEMENT DIFFERE

La faillite du gaullisme, modèle 1958-1968, est celle d'une stratégie politique d'ensemble à l'encontre de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier. La démocratie parlementaire bourgeoise, impuissante, s'était lâchement abandonnée entre les bras du sauveur De Gaulle, à un moment de déchiement profond de la classe dominante, de son personnel politique, de son état. Les réajustements indispensables dans les relations entre l'impérialisme français décadent et son ancien

empire colonial avaient été l'occasion de cette crise. L'accession au pouvoir de De Gaulle, selon les voies légales et sans coup férier, avait assommé la classe ouvrière, paralysée par la politique des directions des centrales syndicales et des partis. Elle avait subi une défaite politique importante. En la personne de De Gaulle, l'état, désormais, arbitrait et réglait, indépendamment de tout contrôle parlementaire, les différends au sein de la classe dominante. Restaurer l'état bourgeois, régler au mieux, ou au moins mal, des intérêts du grand capital la guerre d'Algérie, constituer un pouvoir fort, telles furent les premières tâches accomplies par De Gaulle. Il restait l'essentiel : détruire politiquement la classe ouvrière française. Depuis 1962, De Gaulle et son régime s'y employaient.

Il convient de préciser quelle a été la stratégie gaullistes à l'encontre du mouvement ouvrier. Parfaitement conscient de ce qu'affronter violemment le prolétariat français, c'était risquer une guerre civile à l'issue douteuse et qui, de toute façon, précipiterait la décadence de l'impérialisme français, De Gaulle, se référant à son expérience de 1944-1946, où il avait remis « **le train sur ses rails** » en utilisant au maximum l'appareil bureaucratique de la C.G.T., de la S.F.I.O. et du P.C.F., a tenté de ligoter la classe ouvrière, d'intégrer les syndicats à l'état, d'établir sans partage la domination de l'état policier **par la voie froide**. Fin 1962, début 1963, il voulut porter un coup direct à la classe ouvrière, sans dépasser certaines limites, dans le cadre de l'intégration à l'état et de la destruction à froid du mouvement ouvrier. Ce fut l'échec de la réquisition des mineurs de mars 1963.

Depuis, De Gaulle et la bourgeoisie française se sont efforcés de porter des coups partiels à la classe ouvrière et à la jeunesse, mais ont constamment différé l'affrontement frontal et global avec elles. Ils prenaient avantage de la ligne suivie par les dirigeants des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, des grèves tournantes, des actions sans lendemain pour développer leur politique. Les mesures prises contre la classe ouvrière, codifiées par le V<sup>e</sup> plan, la réforme Fouchet de l'enseignement, la réforme de l'enseignement professionnel, organisaient le chômage, la déqualification, la mobilité de la main-d'œuvre ; elles désamantaient l'Education nationale, la formation professionnelle, la Sécurité sociale : bref, elles renforçaient l'exploitation de la classe ouvrière et de la jeunesse. Les organismes de l'état policier et de l'intégration des syndicats à l'état étaient constitués : réforme administrative, qui donne aux préfets, représentants directs de l'état, le contrôle policier, dans les départements et les régions, de l'administration, y compris celle de l'Education nationale ; institution des C.O.D.E.R., participation au plan et à ses commissions, procédure Toutée-Grégoire « associaient » les appareils syndicaux à la politique économique et sociale du gouvernement. C'était trop, et pas assez. Dououreusement ressenties par la classe ouvrière et la jeunesse, non seulement ces mesures ne suffisaient pas à sortir le capitalisme français de l'ornière, mais elles laissaient intactes les possibilités d'organisation et de regroupement de la classe ouvrière.

Par crainte d'affronter cette dernière au cours d'un combat frontal et global, De Gaulle, son gouvernement, la bourgeoisie commettaient deux erreurs fondamentales. Une chose était d'utiliser les appareils syndicaux en 1944-1947 afin de faire supporter à la classe ouvrière

les conséquences de la « reconstruction », une autre chose était l'intégration des syndicats à l'état, leur transformation en courroies de transmission, sans plus, de la politique du gouvernement et de l'état bourgeois. Déjà, en 1947, l'affaire avait mal tourné ; la C.G.T. dut prendre la tête de puissantes grèves dont celle des travailleurs de chez Renault donna le signal. En outre, en ces années 1944-1947, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international étaient au sommet de leur puissance politique, le P.C.F. et l'appareil de la C.G.T. exerçaient un contrôle quasi absolu sur les couches les plus décisives de la classe ouvrière française, et néanmoins il y eut 1947.

Il ne suffit pas que les organisations syndicales participent, par leurs appareils, à l'état bourgeois. Elles restent, tant qu'elles ne sont pas brisées et vidées de leur contenu, tant qu'elles n'ont pas rompu avec leur origine et leurs liens avec la classe ouvrière, un cadre d'organisation, un pôle de regroupement pour celle-ci. Comme un vulgaire « gauchiste », De Gaulle négligea cette donnée, en identifiant organisations syndicales et appareils bureaucratiques des syndicats. Il ne suffit pas que les travailleurs subissent une exploitation renforcée, il faut les briser politiquement, ce qui exige la destruction des organisations ouvrières, quel que soit le degré d'intégration de celles-ci à la politique de la bourgeoisie. Car, si elles encadrent la classe ouvrière, elles sont aussi un instrument de son organisation politique, qui contribue à la constituer comme classe et dont elle tend à se servir. De la grève des mineurs de mars-avril 1963 jusqu'aux explosions du Mans et de Caen se dessinent les voies de la résistance de la jeunesse et des travailleurs dans leur ensemble, les moyens qu'ils tendent à utiliser, comment, notamment, ils vont se servir des canaux des organisations syndicales afin de riposter aux attaques de la bourgeoisie et du gouvernement.

Dès octobre - novembre 1967, il devient évident, sans que l'on puisse prévoir l'ampleur du mouvement, que tirant les leçons des luttes précédentes, la jeunesse et la classe ouvrière, au niveau de l'expérience acquise, avec leurs côtés forts et leurs illusions, cherchent à riposter. Le combat peut s'engager, il suffit d'un catalyseur, qu'un événement imprévisible peut fournir et fournira. De plus, les mots d'ordre et la politique d'une avant-garde, bien que numériquement faible, jouent un rôle politique considérable, compte tenu de la crise de l'appareil stalinien international, qui se répercute au sein du P.C.F. et de la C.G.T. Ils nourrissent la maturation politique de la jeunesse et de la classe ouvrière. La direction du P.C.F. et de la C.G.T. le sait bien, qui déclenche, à la fin de l'année 1967 et au début de l'année 1968, une violente campagne — violente au sens physique du terme — contre « Révoltes » et l'O.C.I. aussi bien que contre « Voix Ouvrière ».

Mai-juin 1968 consacre la faillite de la stratégie d'intégration et de destruction à froid du mouvement ouvrier. La grève générale de mai-juin n'a cependant rien réglé. Elle a fait apparaître les données profondes de la situation politique sans apporter de solution ni pour une classe, ni pour l'autre.

## LA GREVE GENERALE NE SUFFIT PAS

Le régime gaulliste, qui, quelques semaines plus tôt, paraissait bien assis, a vacillé. La classe ouvrière n'a

cependant pas vaincu, si elle n'a pas été défaite. La victoire lui a filé entre les mains. La grève générale n'a pas suffi pour vaincre. Elle s'est étendue, aux lendemains du 13 mai, avec la rapidité de la foudre ; aux lendemains du 30 mai, elle a été désintégrée de l'intérieur, au nom de la dissolution de l'Assemblée nationale et de la préparation de nouvelles élections. La classe ouvrière en a été abasourdie. Comment un mouvement si grandiose et si puissant a-t-il pu être ainsi liquidé ? Les appareils syndicaux, et surtout le P.C.F., qui subissaient la grève générale, ont utilisé au maximum les illusions de la classe ouvrière sur la toute-puissance de la grève générale se suffisant à elle-même. En l'absence d'une avant-garde suffisamment implantée et organisée, capable de réaliser, ne serait-ce que dans quelques secteurs et à une échelle restreinte, la centralisation politique de la classe par la fédération des comités de grève, suffisamment armée pour organiser une assemblée de membres de comités de grève, impulsant la lutte pour la fédération des comités de grève à tous les échelons, jusqu'au comité central national de la grève générale, la classe ouvrière, toutes corporations engagées dans la bataille, n'était pas unifiée comme classe. Elle ne possédait pas les moyens d'affronter l'état bourgeois. Elle ne disposait pas de la grève qu'elle avait pourtant imposée. Mettant les illusions de cette dernière à profit, les appareils syndicaux et le P.C.F., immobilisant la grève générale, se sont saisis de la dissolution de l'Assemblée afin de la désamorcer politiquement et de la transformer en un simple mouvement revendicatif, et sont parvenus à la désintégrer de l'intérieur. Les résultats des élections ont sanctionné la liquidation de la grève générale et exprimé le reflux de la classe ouvrière.

Le prolétariat n'est pas parvenu à s'organiser comme classe et, à partir de là, à imposer sa solution politique à la question gouvernementale. Regroupée derrière son appareil d'état, la bourgeoisie a repris le contrôle du terrain politique que la classe ouvrière n'avait pu occuper, elle a été en mesure de conserver le pouvoir et de reprendre l'initiative politique. Mais dans quelles limites ?

## CRISE DU RÉGIME

A peine la grève générale s'étendait-elle comme le feu le long d'une traînée de poudre que les capitaux internationaux placés en France sur la foi de la vigueur politique du régime gaulliste fuyaient à l'étranger. Les capitaux « français » suivaient le mouvement. L'échec politique de la grève générale et la victoire électorale du gaullisme n'arrêtèrent pas l'hémorragie. Même les crédits consentis à l'économie par la banque de France afin de permettre aux entreprises « d'éponger » les conséquences de la grève générale se convertissaient en or, en marks, et autres devises « fortes ». En novembre, le franc, qui, quelques mois plus tôt, était réputé devise forte, était au bord de l'abîme.

Pure spéculation, car l'économie « française » a été stimulée par l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs, affirme alors le P.C.F. Sans aucun doute, la spéculation a joué son rôle, mais elle se fonde sur la réalité économique et politique à laquelle doivent faire face la bourgeoisie, son état et son gouvernement. L'« explication » donnée par le P.C.F. trompe la classe ouvrière sur la véritable situation que la grève générale a créée. Il n'est pas vrai que l'augmentation des salaires

« stimule » l'économie **capitaliste**. Toute augmentation réelle des salaires a pour effet de diminuer la plus-value, c'est-à-dire les profits. Or, le moteur du mode de production capitaliste est le profit. Les capitalistes, si les conditions générales du marché s'y prêtent, tenteront de compenser la diminution de la plus-value absolue par l'augmentation de la plus-value relative. Mais, si les conditions générales du marché ne s'y prêtent pas, l'augmentation générale des salaires abaisse le taux de profit et précipite la crise. Il convient de rappeler ici les remarques de Marx (« Le Capital », livre III, tome I, p. 257) : « Il ne faut jamais oublier que la production de cette plus-value — et la reconversion d'une partie de celle-ci en capital, ou accumulation, constitue une partie intégrante de cette production de plus-value — est la fin immédiate et le motif déterminant de la production capitaliste. On ne doit donc jamais la présenter comme ce qu'elle n'est pas, je veux dire une production ayant pour fin immédiate la jouissance ou la création (ou même la création ajouterons-nous) de moyens de jouissance pour le capitaliste. Ce serait faire tout à fait abstraction de son caractère spécifique qui se manifeste dans toute sa structure interne. » Et Marx écrit plus loin (Idem, p. 271) : « C'est l'appropriation de travail non payé et le rapport entre ce travail non payé et le travail matérialisé en général ou, pour parler en langage capitaliste, c'est le profit et le rapport entre ce profit et le capital utilisé, donc un certain niveau du taux de profit qui décident de l'extension ou de la limitation de la production, au lieu que ce soit le rapport de la production aux besoins sociaux, aux besoins d'êtres humains socialement évolués. C'est pourquoi des limites surgissent déjà pour la production à un degré de son extension, qui, sinon, dans la seconde hypothèse, paraîtrait insuffisant et de loin. Elle stagne, non quand la satisfaction des besoins l'impose, mais là où la production et la réalisation de profit commandent cette stagnation. »

Le V<sup>e</sup> plan — aux objectifs déjà insuffisants, du point de vue des nécessités de la bourgeoisie française aux prises avec la concurrence internationale — pré-supposait que cette dernière serait apte à surexploiter la classe ouvrière et la jeunesse, à augmenter le taux de la plus-value, à diminuer la part absolue des salaires directs et indirects. La grève générale a déchiré le V<sup>e</sup> plan, déjà mal en point.

L'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs, bien que très modeste et immédiatement remise en cause par la hausse des prix, est un élément de crise, et non de « stimulation », de l'économie **capitaliste** en France. Il n'y a pas lieu, pour autant, de renoncer aux revendications ; cela prouve l'identité entre la lutte pour les revendications et la lutte contre le régime, non seulement contre la forme politique actuelle de domination de classe de la bourgeoisie, mais contre le régime économique et social bourgeois, donc l'impérieuse nécessité, pour les travailleurs, de combattre pour s'emparer du pouvoir gaulliste. Les dirigeants du P.C.F. ne veulent surtout pas de cela, ce qui explique leurs lamentables formules.

La fuite des capitaux exprime à la fois le peu de confiance qu'a le grand capital en la stabilité politique du régime, et l'exigence qu'il présente à celui-ci de préparer l'assaut politique à court terme contre la classe ouvrière. La bourgeoisie française considère que le succès électoral du gaullisme n'a pas modifié fondamentalement les rapports entre les classes. La bour-

geoisie a obtenu un répit et des délais : rien de plus. C'est considérable : mais, en soi, cela ne résout rien. Les milieux dirigeants du grand capital s'inquiètent. Dès septembre-octobre, cette inquiétude était manifeste. Au cours de la grève générale et immédiatement après De Gaulle a défini, sous le vocable « **participation** », l'objectif qu'il se proposait d'atteindre. Il s'agit d'instituer, à la façon de Mussolini, Franco, Salazar, Pétain, le corporatisme. La loi E. Faure, complétant la réforme de l'enseignement, fait de l'Université et de l'Education nationale le banc d'essai de la « **participation** ». F.G.D.S. et P.C.F., qui baptisent cette loi « **conquête de mai** », ne lui ménagent pas leur appui. La loi instituant le « **droit syndical à l'entreprise** » fait partie, selon Maurice Schumann, d'un « **triptyque qui instituera la participation à l'entreprise** » ; toujours au nom des « **conquêtes de mai** », la F.G.D.S. et le P.C.F., les appareils syndicaux la soutiennent à fond. Pourtant, traduisant les angoisses et exigences d'une aile de plus en plus importante de la bourgeoisie, quelques députés U.N.R. n'ont pas voté la loi Faure, et des C.D.R. se sont élevés contre cette loi au nom du « **maintien de l'ordre** ». Le ministre de l'intérieur Marcellin se démarque et se fait le champion du « **rétablissement de l'ordre** », Pompidou se pose comme une alternative à De Gaulle au nom des mêmes principes, diplomatiquement évoqués.

## LA SOLUTION BOURGEOISE

Derrière ces démonstrations percent les besoins pressants du maintien de l'ordre bourgeois : il n'y aura pas de « **participation** », de « **corporatisme** » efficaces sans que la classe ouvrière soit politiquement brisée. Ni la loi Faure, ni la « **participation à l'entreprise** » ne peuvent être appliquées pacifiquement. Il faut engager le fer contre la classe ouvrière. En juin, De Gaulle ouvrait le processus de la répression en dissolvant onze organisations se réclamant du socialisme et de la révolution ; la police, les forces répressives sont mobilisées en permanence et ne cessent d'effectuer des « grandes manœuvres » ; dans les usines, la répression a frappé des centaines de militants de la grève générale ; avec la répression contre les étudiants, les exclusions de l'Université, etc., la pointe de l'attaque a été dirigée contre la jeunesse ; les concentrations d'entreprises, la rationalisation, au détriment de la classe ouvrière, s'accroissent ; le rapport Nora, qui prévoit 100 000 cheminots en moins à la S.N.C.F. d'ici 1975, 100 000 mineurs en moins aux charbonnages, des milliers et des milliers de travailleurs en moins dans les autres entreprises du secteur public, l'équilibre des recettes et des dépenses, la gestion concurrentielle, c'est-à-dire l'abolition des statuts, de la garantie de l'emploi et de la qualification, a été publié, et les premières applications en sont réalisées ; De Gaulle souscrit aux sommations du capital financier français et étranger ; il déclarait le 24 novembre :

« **C'est en fin des exhibitions qui scandalisent les honnêtes gens.** »

Et pourtant, compte tenu de la situation politique que la grève générale de mai-juin a créée, tout cela ne résout pas les problèmes politiques auxquels la bourgeoisie française doit faire face : il lui faut écraser politiquement le prolétariat français, détruire ses organisations. Il lui faudrait le faire avant, si possible, qu'il n'ait assimilé les leçons politiques de la grève générale

de mai-juin. Faute d'y parvenir, le gaullisme ne maîtrise plus les développements politiques à l'intérieur même de la bourgeoisie. La situation politique consécutive à mai-juin ne peut se dénouer qu'au moyen du choc le plus violent entre les classes. Si De Gaulle se révèle incapable d'adapter le bonapartisme qu'il incarne à ces exigences, à plus ou moins long terme, il est condamné.

## OBSTACLES ET VOIES DE NOUVELLES LUTTES

Echaffaudant et spéculant sur des schémas idéologiques, au lieu de fonder leurs politiques sur une analyse marxiste des processus de la lutte des classes, les anarchistes, les ex-J.C.R. pablistes, les ex-« V.O. » pensaient qu'il suffirait qu'en septembre-octobre 1968 soit enclenché le fameux cycle « **provocation-répression-mobilisation** » à partir des « **bases rouges** » étudiantes et lycéennes : la classe ouvrière suivrait et engagerait le combat. La formidable puissance de la classe ouvrière, concrétisée en mai-juin, n'a pas été entamée, mais il lui faut assimiler les leçons politiques de la grève générale et de sa liquidation pour combattre à nouveau. Bien plus, la conscience que la grève générale ne suffit pas, qu'il faut affronter l'état et le gouvernement bourgeois, l'obstacle que dressent les appareils et la politique du P.C.F. et de la S.F.I.O. à l'assimilation politique et surtout à l'utilisation des voies et des moyens nécessaires à réaliser le front unique politique contre l'état et le gouvernement bourgeois, obligeaient la classe ouvrière au repli, mais à un repli qui n'est qu'un moment préparatoire à un nouvel affrontement. L'avant-garde, par son travail d'intervention politique, de définition de la politique du Front unique ouvrier, des voies et moyens de sa réalisation, par un travail de regroupement et d'organisation, se devait de jouer un rôle politique indispensable en préparant la nouvelle maturation. Agissant ainsi, l'avant-garde ne facilitait pas seulement la compréhension politique des leçons de la grève générale, elle se préparait pour la nouvelle étape.

Le rapport préparatoire au second comité national de l'Alliance Ouvrière publié par « Informations Ouvrières » n°s 410 et 411 (des 4 et 11 décembre 1968) (1) souligne : « **La situation ne peut durer et elle dure.** » Ce rapport se base sur la certitude qu'après mai-juin les classes sociales s'affronteront inéluctablement ; mais, étant donné la nature des problèmes politiques impliqués, aussi bien la bourgeoisie que le prolétariat ne se sentent pas encore en mesure d'engager à nouveau la lutte à fond. Dès le mois de décembre, la classe ouvrière recherche le contact avec le patronat et le gouvernement, les moyens de la riposte. A peine De Gaulle a-t-il proclamé : « **C'en est fini des cortèges et des exhibitions** » que les métallos de chez Renault, les travailleurs de l'Assistance publique, les métallos de Bordeaux manifestent dans la rue, et en direction du gouvernement. Maîtrisées et dévoyées par les appareils syndicaux, leurs luttes ne se développent pas et leurs revendications restent insatisfaites (la prime de fin d'année chez Renault, par exemple). Ces luttes sont, néanmoins, un point de départ. Bientôt, elles seront suivies de grèves qualifiées de sauvages dans différentes corporations, et notamment chez Renault et chez

(1) Le texte de ce rapport est reproduit dans le présent numéro de « La Vérité ». (N.D.L.R.)

Peugeot. La situation commence à ne plus « durer », elle commence à se débloquent. La classe ouvrière va renouer avec mai-juin 1968 au cours de la journée de grève générale du 11 mars 1969.

Il est indispensable de mesurer la signification, du point de vue de la lutte des classes, des journées du 12 février et du 11 mars 1969. Particulièrement sensible, réagissant comme un sismographe, l'appareil de la C.G.T. et le P.C.F. apprécient à leur juste portée des mouvements comme la manifestation Renault, celle de l'Assistance publique et d'autres. Ils perçoivent parfaitement que mûrissent au sein de la classe ouvrière les conditions de grandes batailles, fécondées par l'expérience politique consécutive à mai-juin 1968. Ils décrètent unilatéralement la « **journée d'action et de manifestations** » du 12 février. Ils entendent ainsi empêcher que se réalise le Front unique des centrales syndicales ; ils veulent introduire des coupures au sein de la classe ouvrière, désamorcer tout mouvement en écœurant les travailleurs par des « actions » bidons. Le résultat est un lamentable fiasco : la classe ouvrière ne se laisse pas abuser, elle ne marche pas, pas même les militants du P.C.F., malgré les exhortations de Fajon dans « L'Humanité ».

À l'inverse, après le 12 février, se déclenchent des grèves « sauvages » : les appareils font tout ce qu'ils peuvent afin de les réduire et de les colmater. Sans qu'elles aboutissent à des échecs, ils y parviennent. Mais elles indiquent que la maturation politique de la classe ouvrière progresse. Survient le « rendez-vous de mars ». De Gaulle et le gouvernement restent sourds aux supplications de Séguy qui « **ne pose pas d'ultimatum** », mais sollicite un os à ronger, un simulacre de discussion. Non ! Rien ! Il est alors impossible à Séguy comme à Descamp, comme à Marangé, comme à Bergeron, de capituler ouvertement, ainsi que l'exige De Gaulle, sans faire courir aux appareils des risques de rupture, des risques de voir les « grèves sauvages » prendre de l'extension et une ampleur imprévisibles. Pour contenir le mouvement, ils sont contraints de donner ensemble, pour le 11 mars, un ordre de grève générale de 24 heures qu'ils appellent pudiquement, pour l'exorciser, « **grève nationale** ». La grève est générale, les manifestations sont massives ; elle est comprise par les travailleurs comme une grève politique qui unit la lutte pour les revendications et celle contre le gouvernement ; elle est une démonstration du Front unique ouvrier ; tous les travailleurs considèrent qu'elle est un point de départ ; elle renoue avec mai-juin, à un niveau politique beaucoup plus élevé.

Les suites de la grève générale de 24 heures du 11 mars ne sont pas moins importantes. Elles se concrétisent par la grève des roulants du réseau sud-ouest de la S.N.C.F. et par le déroulement de cette grève, réalisée par les roulants en utilisant les organisations syndicales, en les contraignant au Front unique, en se servant des directions syndicales. C'est un spectacle réjouissant de voir les directions syndicales faire la navette entre la direction de la S.N.C.F. et les grévistes. Par trois fois, en une semaine de grève, les dirigeants tentent de faire reprendre le travail, par trois fois les roulants du sud-ouest les renvoient faire leur travail, exigent du gouvernement et de la direction de la S.N.C.F. qu'ils satisfassent les revendications, qui seront obtenues finalement, pour l'essentiel.

Il serait faux d'en déduire que les appareils des organisations syndicales, que les directions du P.C.F.

et de la S.F.I.O. s'inclinent et renoncent à stériliser la classe ouvrière. Il serait non moins faux d'en conclure des attermolements de De Gaulle et des contradictions internes à la bourgeoisie que celle-ci ne tentera pas avec fureur de briser la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

## LA BOURGEOISIE FRANÇAISE EN CRISE... N'EST PAS SEULE

L'enjeu en France, comme à l'échelle internationale, est de trop d'importance, aucune force sociale ne renoncera à se battre jusqu'au bout. L'impérialisme américain et l'impérialisme mondial sont contraints de réajuster leur politique en raison des développements de la lutte des classes en Europe au cours de cette dernière année. Mai-juin en France et la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie sont les expressions les plus achevées d'un développement de la lutte des classes qui concerne directement l'Europe entière ; l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne, la Belgique, la R.D.R., à l'Ouest ; la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la R.D.A., la Yougoslavie, l'U.R.S.S. à l'Est. La crise de la livre, du dollar, du système des paiements internationaux contient potentiellement la dissolution du marché mondial.

Que cette crise s'aggrave ou qu'elle soit comprimée, cela dépend entièrement du développement de la lutte des classes, et non d'une quelconque recette technique en matière de finances ou d'économie. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'impérialisme mondial a pu se contenter de contenir le prolétariat européen, de limiter ses conquêtes, il a pu supporter qu'une partie de l'Europe échappe à son contrôle direct. Il s'appuyait sur les ressources économiques et financières de l'impérialisme américain et sur la puissance politique de l'appareil international du stalinisme qui contrôlait des secteurs décisifs du prolétariat mondial. Ce temps est révolu. Refouler le prolétariat européen, lui arracher, tant en Europe de l'Ouest que de l'Est, ses conquêtes, est devenu pour l'impérialisme un impératif catégorique. S'il n'y parvient pas, une crise économique, sociale et politique le guette, qui le disloquera.

La bureaucratie du Kremlin n'est pas moins aux abois. Sa puissance dépend du monolithisme de son appareil international et du contrôle que cet appareil exerce sur la classe ouvrière. L'appareil international du stalinisme se fissure et tend à se disloquer, cela se manifeste dans les relations entre le Kremlin et les P.C. de l'Europe de l'Ouest, comme dans celles entre la bureaucratie stalinienne et les bureaucraties satellites de l'Europe de l'Est, et dans les relations à l'intérieur même de la bureaucratie du Kremlin. La rupture avec la bureaucratie chinoise succédant à la crise qui s'est concrétisée par le développement de la révolution politique en Hongrie a été un moment du processus de dislocation de l'appareil international du stalinisme, qui s'exprime sous une autre forme par le développement de la révolution politique en Tchécoslovaquie, laquelle, à son tour, accélère cette dislocation.

Le voyage de Nixon en Europe, son entrevue chahuteuse avec De Gaulle, ses éloges du « **grand homme** », prennent ainsi tout leur sens : soutien de celui qui, à ce jour, et à défaut d'autre chose, incarne encore les destinées de la bourgeoisie française. Le NON brutal de De Gaulle aux revendications ouvrières, réaffirmé au soir de la grève générale du 11 mars, exprime les

exigences pressantes du capitalisme français, mais également celles du capitalisme mondial. Céder aux revendications ouvrières provoquerait une nouvelle fuite des capitaux, précipiterait la dévaluation du franc, et par répercussion la crise du système monétaire international. Ce NON somme les appareils syndicaux d'avoir à capituler. Le référendum du 27 avril a pour objet de faire ratifier la mise en place des organismes du corporatisme, et de plus, de stopper la désagrégation politique du gaullisme. Le NON aux revendications, conjointement avec le référendum du 27 avril, constitue la ligne de défense du gaullisme, qui reste encore la forme politique de domination de classe de la bourgeoisie, tant qu'elle n'en dispose pas d'une autre.

Ce serait nourrir de singulières et dangereuses illusions de penser que, s'ils parviennent à bloquer les revendications, De Gaulle et son système politique en resteraient là. Il leur faudrait essayer d'exploiter ces succès pour tenter de prendre l'offensive, longtemps différée, contre la classe ouvrière. S'ils ne le faisaient pas, ils seraient promptement débordés sur leur droite. Ce serait également se nourrir d'illusions que d'imaginer que, si elle se voyait contrainte de céder, devant la montée des luttes ouvrières, sur le terrain des revendications, si le référendum était un échec total ou partiel, la bourgeoisie renoncerait. Le gaullisme, sans aucun doute, passerait de vie à trépas à courte échéance. Mais nulle part la bourgeoisie n'a jamais déposé les armes. De plus, la bourgeoisie française est un maillon de l'impérialisme mondial, d'un impérialisme qui mesure parfaitement l'importance mondiale des développements de la lutte des classes en France. La bourgeoisie française combat le prolétariat français en son nom propre et au nom de l'impérialisme mondial, avec son appui et celui de la bureaucratie du Kremlin. Aussi bien l'impérialisme que la bureaucratie du Kremlin ont besoin, de façon pressante, que la classe ouvrière française soit brisée politiquement. Même si la défaite ou la décomposition du gaullisme obligeait la bourgeoisie française à avoir recours à une solution parlementaire, ce ne serait là qu'un épisode. Derrière l'écran du parlementarisme se trameraient les tentatives de coup de force militaire ; si le régime gaulliste se décomposait à la façon de celui de Primo de Rivera en Espagne au début des années 30, la bourgeoisie française se chercherait un Franco.

Les variantes peuvent être nombreuses, mais le cours obligé de la lutte des classes en France se réduit à l'alternative : dictature féroce du grand capital, ou prise du pouvoir par les travailleurs français, montrant le chemin au prolétariat européen dans son ensemble.

### L'ALTERNATIVE HISTORIQUE ET LE QUOTIDIEN : NON A DE GAULLE

Devant cette alternative, l'angoisse et les atermoiements de la bourgeoisie française sont compréhensibles, d'autant plus qu'elle vient de faire l'expérience de l'insuffisance du gaullisme, et qu'elle n'est pas encore politiquement préparée à y faire face, que sa domination de classe est encore étroitement dépendante du contrôle de la classe ouvrière par les appareils bureaucratiques des syndicats et par le P.C.F. et la S.F.I.O. Mieux que quiconque, elle est consciente de sa faiblesse, bien qu'en dernière analyse elle se regroupe derrière

son état, duquel, elle peut l'espérer, surgira un sauveur, mais dans des conditions aléatoires et qu'elle ne contrôlerait plus. Pour la classe ouvrière française, tirer jusqu'au bout les leçons politiques de la grève générale consiste à s'ouvrir, par la réalisation du Front unique ouvrier, le chemin du pouvoir, en pleine conscience de sa puissance, mais également de ce que, quels que soient les intermédiaires, les détours, les délais, la bourgeoisie française, soutenue par l'impérialisme mondial et par la bureaucratie du Kremlin tentera de maintenir, fût-ce au prix de la guerre civile, et de livrer le pouvoir à un quelconque sabreur, sa domination de classe.

Chaque moment intermédiaire en revêt d'autant plus d'importance ; car, selon les réponses politiques de classe qui seront données aux questions que pose chaque moment de la lutte, c'est là que la classe ouvrière cristallisera les leçons politiques de la grève générale de mai-juin 1968. Les délais sont courts, mais ils existent. Et c'est ici que la fameuse formule de Trotsky : « **Le temps est en politique la matière première la plus précieuse** », prend toute sa force. La victoire sera à la classe qui l'utilisera au mieux. C'est dire que les perspectives générales, si indispensables qu'elles soient, n'ont de sens que si elles alimentent et orientent la lutte politique quotidienne et inversement.

La bataille qui s'engage à propos des revendications et du référendum aura une grande importance quant au développement ultérieur de la lutte des classes. Combien misérable apparaît la position d'organes comme « Lutte Ouvrière » qui écrivait, en réponse au référendum : « **Ni oui, ni non, merde !** ». Il serait injuste de ne pas souligner que cette position, si elle y était exprimée avec plus d'académisme, n'était pas propre à « Lutte Ouvrière » jusqu'à ces derniers temps : anarchistes, « Rouge », dirigeants du P.S.U. la partageaient. Que certains aient changé de position ne peut être que bénéfique. Ce qui n'empêche pas que leurs errements soient quand même significatifs de leur inconsistance politique. Le référendum et sa signification politique ne sont pas comparables à la dissolution de l'Assemblée au cours de la grève générale et aux élections qui s'ensuivirent. En mai-juin, la grève générale était trahie, liquidée, au nom des élections ; la formule élections-trahison était parfaitement justifiée. Le référendum vise à instituer le corporatisme. A ce jour, il n'y a pas de grève générale ou de grandes luttes ouvrières de la dimension politique suffisante pour rendre caduc le référendum. Le NON à De Gaulle, le NON au corporatisme peut et doit être l'occasion de combattre pour la réalisation du Front unique ouvrier contre l'incarnation actuelle de l'état bourgeois, De Gaulle et son gouvernement.

C'est un grand succès des militants ouvriers révolutionnaires, un succès, non seulement pour eux, mais pour toute la classe ouvrière, que, grâce à leur intervention, la confédération F.O. se soit prononcée pour le NON au référendum et qu'elle ait condamné, ne fût-ce qu'en principe, la participation aux organismes du corporatisme. Une telle prise de position favorise la réalisation de l'unité des organisations ouvrières syndicales et politiques pour dire NON à De Gaulle, et crée, dans la classe ouvrière, une situation favorable à la réalisation du Front unique ouvrier. Elle s'ajoute à la grève générale de 24 heures du 11 mars comme un facteur de mobilisation de la classe ouvrière. Assurément il n'y a aucune illusion à se faire, ni les



dirigeants de F.O., ni ceux de la F.E.N., ni ceux de la C.G.T., ni le P.C.F., ni la S.F.I.O. n'entendent faire du « NON à De Gaulle, NON au corporatisme » le point focal d'une mobilisation et d'une bataille de classe. Si De Gaulle est majoritaire, ils sont bien décidés à s'asseoir dans les fauteuils de la « participation », du « corporatisme » ; bien plus, ils veulent se servir de la campagne pour le NON, menée d'ailleurs avec discrétion, pour immobiliser la lutte des classes : « **Il ne faut pas effrayer l'électeur** ». Mais leurs intentions n'étaient pas plus pures en déclenchant la grève générale de 24 heures le 11 mars. Ils ont donné l'ordre de grève afin de ressaisir le contrôle de mouvements qui leur échappaient, de resserrer leurs appareils qui se fissaient. Il en est de même quant au « NON à De Gaulle, NON au corporatisme » ; les militants et de nombreux dirigeants de F.O. et de la F.E.N., sans parler de ceux de la C.G.T., se rendent compte que le corporatisme signifie la fin du mouvement syndical et ne peuvent s'y résoudre. Quelles que soient les intentions, l'essentiel est qu'en répondant NON à De Gaulle, NON au corporatisme, les centrales syndicales déterminent une sorte d'aspiration, d'appel d'air vers le Front unique ouvrier, tout comme en décrétant la grève générale de 24 heures du 11 mars à leur corps défendant, ils renouaient avec la grève générale de mai-juin, alors que, dès le lendemain, ils s'efforçaient de briser l'élan donné.

#### LE ROLE DE L'AVANT-GARDE : HIER ET AUJOURD'HUI

La réalisation du Front unique ouvrier est une nécessité objective. La classe ouvrière, d'autant plus que chacune de ses luttes importantes met en cause le pouvoir d'état de la bourgeoisie, d'autant plus que les contradictions sociales s'exacerbent et précipitent les classes fondamentales de la société vers des affrontements chaque fois plus violents qui ne peuvent aboutir qu'à trancher les questions politiques radicales de façon radicale, ne peut combattre efficacement que comme classe ; de là l'exigence du Front unique ouvrier. Le fait que les vieilles organisations du mouvement ouvrier, que les appareils des centrales syndicales soient liés à la bourgeoisie n'exclut pas la possibilité du Front unique. Le 13 mai 1968, le 11 mars 1969, le NON des centrales à De Gaulle suffiraient à le prouver. Mais le Front unique ouvrier n'est ni automatique, ni acquis une fois pour toutes, ni figé dans ses formes et dans ses objectifs. A tout instant, sa réalisation requiert la lutte politique de l'avant-garde organisée sur le programme de la révolution prolétarienne et de l'édification du socialisme. C'est une vérité générale toujours valable. Néanmoins son application concrète est sujette à de considérables variations.

Trotsky, et l'Opposition de gauche sous son impulsion, au cours des années 1930, ont lutté pour la réalisation du Front unique de classe contre le fascisme montant, particulièrement en Allemagne, en France, en Espagne. Mais aussi considérable, et finalement historiquement importante, que fut le combat de Trotsky, de l'Opposition de gauche, et ensuite des partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale dès sa fondation en 1938, les conditions de l'époque ne permirent pas que l'activité militante dépasse en général le niveau de la définition théorique et de la propagande politique. Les conditions politiques sont, de nos jours, profondément différentes.

Avant d'être dissoute, l'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale) fonda ses perspectives et son intervention militante sur une analyse intégrant les processus en cours au sein du mouvement ouvrier français et international. Après plus de 40 ans de stalinisme, pour la première fois à une telle échelle, nationale et internationale, des couches importantes de travailleurs, de militants sont disponibles pour la construction du parti révolutionnaire et la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, indispensable à la victoire de la révolution prolétarienne et à l'édification du socialisme. La crise de l'appareil international du stalinisme, amorcée en 1953-1956, s'est singulièrement accentuée au cours de ces dernières années. Elle a un effet direct sur les rapports entre le prolétariat, les militants des P.C., les organisations syndicales qu'ils contrôlent et les directions des P.C. : résultat de la lutte des classes, elle ouvre des possibilités nouvelles dans la lutte des classes et la construction du parti révolutionnaire. Son effet s'étend à toutes les organisations ouvrières syndicales et politiques, comme à de nouvelles couches qui s'éveillent à l'activité militante. En même temps, la crise propre de la IV<sup>e</sup> Internationale, démantelée par le pablisme, celui de Pablo comme la variété que représentent Frank, Germain, Mandel et autres, rend difficile le passage immédiat de nombreux militants sur le terrain de la IV<sup>e</sup> Internationale. Les trotskystes, tout en s'organisant au sein de l'O.C.I. et en travaillant à sa construction, se donnaient comme tâche d'organiser, aussi bien sur le plan spécifique de la jeunesse, selon les conditions particulières que cela exige, que sur un plan général, la couche de militants disponibles et prête à combattre pour la réalisation du Front unique ouvrier, pour une politique de classe posant au travers du combat le problème du pouvoir. Aucune contradiction entre les deux aspects de l'activité des trotskystes : dans l'un et l'autre cas, il s'agissait de traduire concrètement le Programme de transition et de construire le parti révolutionnaire.

Cette orientation signifie que les trotskystes ont la responsabilité d'organiser et d'animer sans plus attendre une force politique capable d'intervenir dans la lutte des classes en l'influençant directement. Ils cessent de former des groupes de propagande. Les nouveaux rapports qui se manifestent au sein du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière leur imposent d'intervenir sur la scène politique comme acteurs assumant leurs rôles et leurs responsabilités. Ainsi seulement, ils construiront le parti révolutionnaire.

En dépit de ce que veulent ignorer les commentateurs de mai-juin 1968, tant au sein de la jeunesse, parmi les étudiants, que dans les usines et les syndicats, « Révoltes », le C.L.E.R., ensuite la F.E.R., le comité de liaison, impulsés par les trotskystes, l'O.C.I. enfin préparèrent et influencèrent directement mai-juin, au moins dans certaines limites. Ce n'est pas le lieu d'établir ce bilan. L'O.C.I., la F.E.R., « Révoltes » une fois dissous, la tâche de construction du parti révolutionnaire, la défense du marxisme, la concrétisation du Programme de transition et de la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale demeurent. Nés de mai-juin 1968, la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière, l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, enfin les militants qui agissent sur la base du Programme de transition de la IV<sup>e</sup> Internationale assument ces tâches.

Mai-juin 1968 et la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie ont approfondi la crise de l'appareil international du stalinisme, accéléré et amplifié les disponibilités militantes au sein du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière, de la jeunesse, mobilisables au compte de la construction du parti révolutionnaire, sensibilisé les militants du P.C.F. et des organisations syndicales à la politique de lutte des classes et du Front unique ouvrier. Du même coup se sont accrues les possibilités et les responsabilités des militants rassemblés sur le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Sans pouvoir se considérer comme étant devenus, au lieu et place des directions traditionnelles, la « direction révolutionnaire », la « direction de la classe ouvrière », ils peuvent et doivent avoir une influence directe sur le cours de la lutte des classes, sur la réalisation du Front unique ouvrier contre la bourgeoisie, son état, son gouvernement. Des grèves comme celle des élèves des écoles normales d'instituteurs le prouvent : à certaines conditions, ils sont capables de mobiliser et d'organiser pour la lutte des secteurs de la jeunesse et de la classe ouvrière. Ils peuvent et doivent organiser par leur intervention, voire sous leur direction, le Front unique ouvrier à l'échelle de secteurs importants de la classe ouvrière et de la jeunesse. Après le 11 mars, la classe ouvrière est à même d'engager des luttes victorieuses qui préparent un affrontement global avec la bourgeoisie, son état et son gouvernement, et peuvent déboucher rapidement sur cet affrontement. La réalisation du Front unique dans des secteurs déterminés de la classe ouvrière et de la jeunesse, des luttes comme celles des écoles normales ou des agents de conduite de la S.N.C.F. participent à la réalisation du Front unique à l'échelle nationale, à la préparation de l'affrontement. La lutte pour le Front unique ouvrier cesse d'être seulement une action propagandiste, elle se matérialise par l'action qui cristallise les leçons politiques de mai-juin 1968.

#### **NON A DE GAULLE, LUTTES OUVRIERES, FRONT UNIQUE ET PROBLEME DU GOUVERNEMENT**

Le NON à De Gaulle, le NON au corporatisme est inséparable de la politique qui tend à ce que se réalise le Front unique ouvrier et ouvre aux travailleurs une perspective gouvernementale émanant de leur lutte. L'une des données les plus importantes de la situation actuelle au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier est la conscience qui s'affirme de l'unité entre la lutte revendicative, la lutte pour la défense des conquêtes et des acquis du mouvement ouvrier, la lutte pour la défense des libertés démocratiques et la réponse à la question du pouvoir. Avec quelque habileté, les directions des organisations ouvrières traditionnelles utilisent cette compréhension — dès que des luttes importantes se déclenchent surgit la question du pouvoir — comme frein et moyen de démoralisation de la classe ouvrière. Tout ouvrier sérieux sait en effet qu'il va avoir à combattre la bourgeoisie, son état et son gouvernement, qui ne feront pas de cadeaux à la classe ouvrière, et qu'il faut les battre politiquement, sans quoi ceux-ci dégageront une solution de force. L'application pratique des consignes des appareils syndicaux et du P.C.F. et de la S.F.I.O. s'illustre par

exemple, avant le référendum, par le souci manifeste de ne pas déclencher de mouvements importants qui pourraient « faire le jeu de De Gaulle au référendum », plus généralement par les « justifications » de la direction du P.C.F. : « Tout grand combat est une aventure, puisqu'il soulève des problèmes politiques que nous ne pouvons résoudre, faute d'unité "de la gauche", et donne par conséquent l'occasion à la bourgeoisie de réprimer. » Bien sûr, il s'agit d'une politique qui tend à la prostration de la classe ouvrière. Elle apparaît crûment par la volonté manifeste de briser, de disloquer, au moyen de la relance des grèves tournantes, l'effet mobilisateur du 11 mars. La réponse est simple. Encore faut-il la formuler.

Le NON au référendum prend son plein sens s'il participe à la mobilisation de la classe ouvrière contre le régime. Son complément indispensable est le NON à la « participation », dans les faits et pas seulement dans les mots, par le refus de siéger dans les organismes du corporatisme — la question se pose aux organisations syndicales et aussi aux partis —, ce qui signifie l'appel à la classe ouvrière à se préparer, comme seule solution, à se dresser comme classe, avec ses moyens de classe, contre la bourgeoisie, son état et son gouvernement. La solution ouvrière au problème du pouvoir ne résultera pas d'un savant dosage préétabli — pourquoi pas la répartition des portefeuilles ? — mais procédera de la mobilisation, du combat de la classe ouvrière dont elle sera la projection. Pas plus que la réalisation du Front unique de classe ne procède d'une sorte de diplomatie de sommet entre dirigeants des organisations — bien qu'il l'implique — mais d'une politique de mobilisation de la classe ouvrière dont les formes concrètes se définissent à chaque moment, pas plus la solution ouvrière au problème du pouvoir, qui est son aboutissant, ne résultera de formules préétablies. Elle dépend de la puissance, de la clarté politique, de l'unité de la classe s'exprimant dans l'action.

Les luttes immédiates, mêmes limitées à un secteur, avant le référendum comme après, obtiendront des résultats importants pour autant qu'elles seront intégrées à cette perspective politique et qu'elles contribueront à l'ouvrir, c'est-à-dire qu'elles participeront de la réalisation du Front unique à l'échelle nationale en vue de la lutte contre la bourgeoisie, l'état, le gouvernement. Elles seront une composante du NON à De Gaulle, compris comme mobilisation de la classe ouvrière. Il faut le dire, justement parce qu'ils sont les seuls à pouvoir exprimer le sens politique des combats de classe actuels, les militants de l'A.J.S. et des C.A.O. ont, là où ils sont implantés, les moyens de débloquent la situation, d'organiser, avant comme après le référendum, ces combats, et c'est leur responsabilité de le faire. Ils sont la force politique motrice de la réalisation du Front unique sous le contrôle démocratique de l'ensemble des travailleurs, qui est la clé de la situation.

#### **ORGANISER L'AVANT-GARDE, L'IMPULSER POLITIQUEMENT, RECONSTRUIRE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE**

Les thèmes politiques les plus justes ne suffisent pas. Ils n'ont de valeur et d'efficacité réelles qu'autant qu'ils sont transcrits par une force organisée et centralisée dans la lutte des classes. Le secret — qui n'en est pas

un depuis longtemps — de toute politique révolutionnaire est la construction du parti révolutionnaire. Vérité d'évidence mais, peut-être parce qu'elle est tellement évidente, sans cesse oubliée. La construction du parti révolutionnaire est la réponse la plus importante à la situation actuelle. Elle ne saurait cependant procéder de l'incantation : « Il faut construire le parti révolutionnaire. » Elle dépend totalement de la capacité des trotskystes à organiser, sur un plan et dans des formes adaptées, les forces qui résistent et combattent, même si c'est de façon limitée et peu claire, contre la destruction du mouvement ouvrier, et à ordonner leur action.

Les prises de positions du congrès confédéral F.O. illustrent ce qui est actuellement possible. Il faut le souligner, une fois encore, ce résultat positif n'a été obtenu que par suite d'une politique et d'une action déterminées de l'avant-garde. Personne ne saurait s'en satisfaire et en rester là. Ce qui s'est passé à ce congrès F.O. traduit, à sa manière, la crise qui étreint le mouvement ouvrier jusqu'au sommet des appareils. En prenant l'initiative d'organiser en commun avec les courants, mouvements, militants, syndicaux et politiques qui le voudront, une conférence le 20 avril et un meeting le 22 mai, l'A.J.S. et les C.A.O. organisent une force dont l'objet est, au-delà du référendum, de poursuivre et d'organiser l'action contre De Gaulle, contre le corporatisme. Naturellement personne ne demandera à quiconque d'adopter du même coup le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il suffira que la base d'accord qui se dégagera soit conséquente avec les exigences les plus immédiates de la résistance au corporatisme. Elle sera nécessairement un facteur de mobilisation de la classe.

L'A.J.S., les C.A.O. ou les militants marxistes qui combattent sur la base du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, loin de disparaître ou de s'estomper, jouent pleinement leur rôle en animant un tel regroupement, comme ils le jouent en intervenant en tant que tels directement dans la lutte des classes. Ils ont au contraire à se définir avec plus de force et à poursuivre leur propre construction : l'A.J.S. comme organisatrice de la jeunesse révolutionnaire, liée aux C.A.O., qui se situe dans la lutte pour la réalisation du Front unique ouvrier jusqu'à ses implications ultimes, la perspective d'un gouvernement expression du Front unique ouvrier ; quant aux marxistes, ils luttent pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le processus de la construction du parti révolutionnaire est obligatoirement complexe. Il ne saurait en être autrement, alors que se pose, devant la classe ouvrière, l'exigence de réaliser ses tâches historiques les plus hautes, mais alors aussi qu'elle se dégage à peine de 40 années de subordination au stalinisme, dont l'une des conséquences fut de prolonger parallèlement l'influence de la social-démocratie et des appareils bureaucratiques des syndicats.

Etre révolutionnaire ne consiste pas à se bercer d'illusions. L'une des qualités nécessaires est au contraire le plus froid réalisme. Avec mai-juin 1968 et la montée révolutionnaire en Tchécoslovaquie, inversement, les échéances se font urgentes pour l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ; elles mettent à l'ordre du jour des bouleversements chaotiques entre les classes et au sein de chaque classe. La bourgeoisie, et plus particulièrement la bourgeoisie française, a peur des lendemains, elle est déchirée, elle semble

impuissante. Mais la « solution » qui lui est historiquement nécessaire s'imposera éventuellement à elle, elle surgira de son appareil d'état, qui la regroupera.

De la crise du mouvement ouvrier officiel, de la crise du stalinisme, un certain chaos naîtra inévitablement au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier. Les solutions politiques ne s'imposeront pas automatiquement. La confusion existera. Les pêcheurs en eaux troubles tenteront de l'entretenir, de l'utiliser. C'est inévitable. Par contre, l'expérience et ses besoins politiques pousseront la classe ouvrière vers ses solutions de classe. Inéluctablement, les leçons seront tirées sous différentes formes, à différents niveaux, mais incomplètement, imparfaitement. Il faudra et il faut déjà permettre que se manifeste et progresse cette expérience politique. Ce qui exige de donner une formulation positive à cette recherche et un cadre d'organisation qui la structure, lui donne un moyen d'intervention dans la lutte des classes et la féconde en faisant progresser la clarification politique.

Les militants qui luttent sur la base du programme trotskyste doivent donc faire preuve de souplesse. Ils ont à s'organiser, à militer avec des travailleurs qui ne partagent pas nécessairement l'intégralité de leurs appréciations, de leur programme, de leur méthode. Il importe qu'ils ne se dissolvent pas pour autant que trotskystes, militants de façon systématique pour la reconstruction de la Quatrième Internationale. Leur programme, eux-mêmes en tant que tels, peuvent seuls ordonner le regroupement et l'organisation de l'avant-garde qui se dessine de diverses façons, la nourrir politiquement et l'orienter vers la construction du parti révolutionnaire. Cette conception est aux antipodes d'une conception conspirative et maoïste. Elle émane de la vérification, par plusieurs décennies de luttes des classes en France et dans le monde, du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, comme seul programme conduisant à la révolution prolétarienne et au socialisme.

Les échéances du gaullisme sont une expression particulière des échéances de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, mais aussi du prolétariat mondial. La lutte des classes en France est un segment de la lutte des classes mondiale. L'action quotidienne constitue la trame d'un mouvement historique : la révolution prolétarienne en France, elle-même partie indissoluble de la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde. Les convulsions, le chaos, inéluctables, qui secouent le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, n'aboutiront à une restructuration et à un nouvel ordre que si les perspectives historiques les plus hautes concrétisent au cours des luttes quotidiennes, que si les luttes quotidiennes composent le processus de l'accomplissement de ces perspectives historiques. Regardons partout, examinons la politique et le programme de chaque groupe, de chaque tendance : il se confirme que seul, le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, surmontant les convulsions et le chaos, ouvre la voie de la construction du parti révolutionnaire, de l'Internationale indispensables à la révolution prolétarienne et au socialisme. C'est pourquoi tout se concentre finalement en la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, en la construction du parti révolutionnaire, section de la IV<sup>e</sup> Internationale. Telle est, en dernière analyse, la tâche centrale à accomplir que nous signifient les échéances du gaullisme.

Roger DUCROS.

# STALINISME ET « GAUCHISME »

## PARTIS OUVRIERS

Aucune autre classe n'a jamais eu, et de loin, à accomplir des tâches historiques comparables à celles que doit mener à bien le prolétariat pour son émancipation : la construction du socialisme dans le monde entier, l'émancipation de l'humanité de « *tout le vieux fatras* », ainsi que Marx appelait la division en classes de la société. Ne possédant en propre que sa force de travail, assujettie aux idéologies bourgeoises, broyée par le processus de production, la classe ouvrière, d'une classe en soi, d'une masse d'individus exploités, isolés, atomisés par la société bourgeoise, doit devenir une classe pour soi, consciente de sa mission historique. Elle le devient au cours d'un processus forcément complexe et contradictoire. Elle n'y parvient à la vérité entièrement que lorsqu'elle commence à dépérir comme classe au cours de la période de transition du socialisme au communisme. Lénine, écrivant sur l'état ouvrier, le définissait par cette formule contradictoire : « *L'état ouvrier est en même temps un état bourgeois sans bourgeoisie* ». La classe ouvrière au pouvoir, l'héritage du passé bourgeois subsiste, les forces productives sont encore insuffisantes pour que disparaissent, du jour au lendemain, toutes différenciations sociales et toutes différenciations à l'intérieur de la classe ouvrière elle-même : cela ne sera réalisé qu'au terme d'une période historique couvrant vraisemblablement plusieurs générations. En particulier, la forme bourgeoise de la division du travail se maintiendra au cours d'une longue période, la division entre travail manuel et intellectuel principalement, tout en s'atténuant progressivement. Même lorsque la dictature du prolétariat est assumée par le système souple et démocratique des soviets, le maintien d'un état ouvrier est un héritage de la société bourgeoise ; il repose sur la persistance de la division du travail. Les soviets sont le cadre où s'affrontent les oppositions, les intérêts particuliers, qui subsistent. Le socialisme ne se réalisera pas sans luttes politiques à l'intérieur du nouveau système social et politique, les partis, les organisations s'affronteront et s'allieront pour gérer l'état ouvrier, jusqu'à l'achèvement de son dépérissement, tant qu'il sera nécessaire, non seulement d'administrer les choses, mais encore de gouverner les hommes.

Se constituant comme classe — comme classe non seulement nationale, mais internationale — en combattant contre la société bourgeoise, le prolétariat n'y parvient qu'en construisant ses organisations, syndicats et partis. Ce n'est encore là qu'une vue trop générale et insuffisante de la réalité. Ce n'est jamais le prolé-

tariat tout entier qui s'organise mais seulement une fraction de celui-ci, et cette fraction s'organise sur différents plans (syndicats, partis, etc.). Les partis qu'elle construit sont différenciés en raison de multiples facteurs : expression des intérêts généraux et particuliers de la classe, situation historique concrète, relation avec les autres classes sociales, etc. Ils ne sont pas seulement des partis « ouvriers », mais des partis qui intègrent des éléments d'autres classes sociales, et ces éléments y jouent un rôle considérable, souvent décisif. Sans les intellectuels venus de la bourgeoisie et rompant avec elle pour se situer sur le plan historique des luttes du prolétariat, il n'y aurait jamais eu de partis ouvriers, il n'y aurait jamais eu ni Première, ni Seconde, ni de Troisième, ni Quatrième Internationale. En règle générale, ce ne sont, à l'origine, que de faibles minorités qui constituent ces partis. Mais ils ne sont jamais donnés une fois pour toutes ; il ne faut pas les concevoir comme n'ayant plus, une fois nés, qu'à croître et à se renforcer. Ils ont, en relation avec le développement de la lutte des classes nationale et internationale, leur propre histoire ; ils secrètent leurs propres contradictions. Ils expriment leurs propres intérêts spécifiques, ont leurs différenciations internes, tissent leurs propres liens avec l'ensemble de la société, non seulement avec la classe ouvrière, mais avec les autres classes sociales. Ils sont à la fois des instruments de la lutte des classes et des lieux où elle se manifeste. Construits pour lutter contre la société bourgeoise et l'abattre, ils sont des produits de la société bourgeoise. Ils expriment, à leur manière, la division du travail telle qu'elle existe au sein de la société bourgeoise et elle tend à s'exprimer en leur sein. Le meilleur, le plus pur des partis ouvriers a toujours quelque chose à voir avec l'audacieuse formule de Lénine à propos de l'état : « *L'état ouvrier est un état bourgeois sans bourgeoisie* ».

Sociaux-démocrates, révisionnistes, staliniens et « gauchistes » ont au moins en commun le point suivant : ils ignorent, ou ils veulent ignorer, la continuité contradictoire du développement du mouvement ouvrier, son développement organique, dialectique. Les uns se réfèrent à l'origine des partis sociaux-démocrates ou staliniens, et ils ne veulent voir que cette origine historique, ou encore le fait que ces partis organisent la majeure partie des forces militantes de la classe ouvrière. Les autres constatent la trahison des partis sociaux-démocrates et staliniens, ainsi que des appareils bureaucratiques des organisations syndicales, mais ils jettent « *l'enfant, l'eau sale et la baignoire* », en d'autres termes ils rejettent l'histoire et les acquis théoriques et pratiques du mouvement ouvrier, ses

conquêtes, la nécessité du parti révolutionnaire, lorsqu'ils ne nient pas tout simplement le rôle révolutionnaire du prolétariat.

#### “PROVOCATIONS” ET LUTTE DES CLASSES

Depuis la grève générale de mai-juin, une abondante littérature témoigne de la méthode des uns et des autres. La presse stalinienne, non seulement en France, mais dans tous les pays, publie un flot d'articles, de brochures, de livres, de textes de toutes sortes contre le « gauchisme », contre les « maoïstes », les anarchistes, les trotskystes, mélangeant sans vergogne, selon le procédé bien connu de l'amalgame, les positions des uns et des autres, à l'occasion inventant et falsifiant, le tout sous la dénomination générale de « lutte contre le gauchisme ».

Il ne fait pas de doute que le « gauchisme » s'est manifesté avec force au cours des mois de mai-juin et par la suite. Le livre de Ben Saïd et Weber en fournit de remarquables exemples, d'autant plus remarquables qu'à la différence de Cohn-Bendit, ceux-là se prétendent marxistes. Ainsi écrivent-ils :

« Comme Rudi Duschke, Dany [Cohn-Bendit] fait de la provocation, non un exutoire de ses défoulement personnels, mais un pur et redoutable instrument politique. La provocation doit désacraliser les statuts et les fonctions. Elle est un piège tendu à l'autorité et à la hiérarchie, qui, par leurs réactions, dévoilent leur nature offensive, oppressive, tout en se couvrant de ridicule. Elle est une arme magnifique de critique sociale et d'éducation des masses. »

« Tactique » justifiée en son application concrète de la façon suivante :

« Si à ce moment, [le mercredi 8 mai] en regard à la modération étudiante, le pouvoir avait cédé, il est probable que les événements auraient suivi un tout autre cours.

Par bonheur il ne céda pas. »

Somme toute, le pouvoir est composé d'imbéciles, ce qui amènera la nuit du 10 au 11 mai, où :

« Le pouvoir est dans une mauvaise passe, ce soir nous pouvons emporter la décision [les étudiants seuls face au pouvoir d'état !]. Mais notre tactique n'implique nullement l'affrontement coûte que coûte... [elle] suppose qu'on soit résolu à tenir, donc prêts à la riposte, le dépavage des rues n'a pas d'autre signification » [les barricades pacifiques]. Pourtant « en cette nuit du 10 au 11 mai, c'est le sort du régime qui se joue ».

Que l'anarchiste Cohn-Bendit, qui considère « l'U.N.E.F. comme une putain et les syndicats comme des bordels » (slogan du Mouvement du 22 mars inscrit sur les murs de la faculté de Nanterre), politiquement affolé, « à 6 heures du matin lance l'ordre de dispersion [que], stigmatisant les violences policières, il appelle les centrales syndicales et les partis démocratiques à organiser une grande manifestation à Paris, lundi 13 mai », tout cela est considéré par nos auteurs comme le signe que « le mouvement étudiant vient de remporter une éclatante victoire ».

Cette fameuse « tactique » de la « provocation » est

« légitimée » par une simple note en bas de page, aussi calomniatrice vis-à-vis des étudiants que l'ensemble des calomnies staliniennes réunies, et d'une irresponsabilité sans mesure :

« Le thème des étudiants menés-aux-massacres-par-des-dirigeants-irresponsables sera abondamment employé par la F.E.R. et l'U.J.C. m.-l. (sans parler de l'U.E.C.) durant toute cette semaine d'épreuve de force. En fait, ces organisations n'ont pas su évaluer sérieusement les risques qu'ils ont constamment exagérés. La répression fut brutale certes. Mais le pouvoir n'était nullement décidé à massacrer les étudiants. » [Et pourquoi ?] « Enfants de bonnes familles, futurs cadres de la nation, les étudiants ont droit aux ménagements que la bourgeoisie réserve aux siens. A aucun moment les forces de l'ordre n'ont tiré sur la foule. Toutes proportions gardées, la répression des manifestations fut moins acharnée que la répression des émeutes ouvrières de Caen ou d'ailleurs. Les propos paniquards sur la boucherie et le massacre relèvent d'une complète myopie politique sur les possibilités réelles du pouvoir. »

#### LE MANS, CAEN, PREMISSES DE LA GREVE GENERALE

Ces quelques échantillons de la prose de Weber et Ben Saïd se suffisent à eux-mêmes. Weber et Ben Saïd, pas plus que les dirigeants du 22 Mars et bien d'autres, ne comprennent que la lutte des étudiants n'a pu se développer que comme expression particulière d'un mouvement qui s'amorçait parmi la classe ouvrière, et dont les luttes et affrontements du Mans en octobre 67, de Caen en janvier 68, etc., furent les prémisses. Bien plus, ils considèrent que : « En dépit de leur violence, de leur ampleur ou de leurs mots d'ordre, ces débordements n'ont pu faire tache d'huile et actualiser les possibilités qu'ils révélaient ». Ils concluent : « Ils apparaissent comme des excroissances du mouvement ouvrier, comme des saillies, non comme exemples à suivre. Pour que l'énergie latente se libère, il a fallu que la classe ouvrière se penche sur un miroir pour y entrevoir ses propres capacités ». En clair, les explosions de Caen et du Mans, loin d'ouvrir la voie au mouvement et à la grève générale de mai-juin (étudiants compris) manifestaient l'incapacité de la classe ouvrière à s'engager, par ses propres moyens dans le combat. Il a fallu, pour qu'elle le fasse, que la « provocation » étudiante la libère des « structures oppressives que sont les syndicats », pour utiliser le langage des « penseurs » du 22 Mars, que n'osent cependant pas employer les « marxistes » Weber et Ben Saïd.

Dans leur délire, tous ces petits-bourgeois ne se rendent pas compte que, tout au long de la semaine du 3 au 10 mai, l'immense puissance de la classe ouvrière — et les explosions de Caen et du Mans avaient montré qu'elle était prête à la déployer — a protégé les manifestations étudiantes. S'il n'en avait pas été ainsi, jamais ces manifestations n'auraient eu cette ampleur et cette répercussion. La plus grande hardiesse dans l'action était possible et nécessaire, parce qu'il y avait eu le Mans et Caen. Mais hardiesse ne veut pas dire agir n'importe comment et faire n'importe quoi, et sur-

tout pas qu'au soir du 10 mai il fallait, au fil de l'inspiration, charger les étudiants « *d'emporter la décision* » alors que c'est « *le sort du régime (pas plus !) qui se joue* ». S'il n'y a pas eu de Mexico au cours de la semaine du 3 au 10 mai, ce n'est pas que « *enfants de bonne famille, futurs cadres de la nation, les étudiants ont droit aux ménagements que la bourgeoisie réserve aux siens* », mais en raison de la puissance de la classe ouvrière, forte de ses acquis historiques, disposant d'organisations syndicales et utilisant leurs canaux pour engager le combat. Le cri de détresse de Cohn Bendit appelant, au matin du 11 mai, « *les organisations syndicales et les partis démocratiques à organiser une grande manifestation à Paris le 13 mai* » signe la faillite de la politique préconisée par Ben Saïd, Weber et bien d'autres.

### CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE ET LOIS DE LA LUTTE DES CLASSES

Avoir une stratégie à la fois hardie et mesurée exigeait : admettre l'hégémonie du prolétariat dans la lutte ; comprendre que la tactique des étudiants devait être élaborée en fonction d'une perspective d'ensemble visant à opposer le prolétariat comme classe organisée et centralisée à la bourgeoisie, à son état, à son gouvernement ; avoir, selon les conditions concrètes du moment, une politique qui tende à la réalisation du front unique de classe. A ce point, les relations du prolétariat avec les organisations qui, quels que soient les liens traîtres qui les unissent à la bourgeoisie, le constituent comme classe, doivent être clairement comprises ; sinon, il est impossible d'avoir une politique révolutionnaire correcte. Le prolétariat ne peut secouer la tutelle des partis ouvriers liés à la bourgeoisie et les briser qu'au travers du combat pour son unification comme classe. Il s'efforce d'utiliser leurs canaux pour exprimer les exigences de sa lutte. Il combine le débordement et l'utilisation de ces partis. Tant que le parti révolutionnaire n'a pas la direction de la classe, la grande masse du prolétariat se tourne vers les partis ouvriers traditionnels, espérant qu'ils centraliseront ses luttes contre la bourgeoisie, l'état, le gouvernement.

Le prolétariat est composé de diverses couches. L'entrée en lutte de ses couches les plus profondes est une des caractéristiques d'une situation révolutionnaire. L'expérience politique des diverses couches et secteurs de la classe ouvrière est très variée, ce qui explique que certaines couches se tournent vers les partis traditionnels pour que ceux-ci dirigent leur combat, tandis que d'autres, comprenant le lien traître qui unit ces partis à la bourgeoisie, s'en détachent. Les partis ouvriers traditionnels, sans rompre leur lien traître avec la bourgeoisie, peuvent être contraints, pour garder leur contrôle sur les masses, d'aller plus loin qu'ils ne le désiraient dans la lutte contre la bourgeoisie, son état, son gouvernement : il en fut ainsi du 13 mai, il en fut ainsi, une fois l'élan donné vers la grève générale par le débrayage de Sud-Aviation à Nantes et de quelques autres usines de la métallurgie, de la prise en charge, pour la contrôler, de la grève générale par l'appareil de la C.G.T. dépendant du P.C.F. La classe ouvrière, en tant que classe, ne rompt jamais avec ses partis traditionnels, sinon à l'issue d'une période prolongée ou tout au moins intense d'expérience politique, et à la

condition que cette expérience politique ait été amenée à maturité par une organisation révolutionnaire qui lui apparaisse capable de dépasser les acquis des vieux partis traditionnels et, partant, de la mener au combat et à la victoire. La construction de ce parti est un processus aussi peu spontané que possible, et rien n'est plus difficile. Il ne saurait se construire par des actions dites « *exemplaires* » et l'appel à suivre le panache rouge de quelque groupe se baptisant « *avant-garde* ». Il ne peut se construire que par une politique qui exprime les besoins de toute la classe, qui généralise son expérience politique.

L'action du parti révolutionnaire en construction permet à des secteurs de la classe d'engager des luttes qui ouvrent le chemin du combat à toute la classe. Il lui faut rassembler, unifier les couches les plus avancées du prolétariat, non pour les détourner de l'ensemble de la classe, mais au contraire en leur faisant comprendre que l'avant-garde doit gagner les masses en formulant une politique pour la classe tout entière, et cela en tenant le plus grand compte de sa maturation politique et des processus par lesquels, les lois de la lutte des classes le démontrent, cette maturation passe. Il lui faut organiser l'avant-garde en parti politiquement aussi homogène que possible et la lier avec l'ensemble de la classe, donc formuler les mots d'ordre qui, parce qu'ils expriment les besoins objectifs de la classe en lutte contre la bourgeoisie, mettent à l'épreuve les partis traditionnels, permettent aux masses de les pousser aussi loin qu'ils peuvent aller, pour finalement les submerger, en se mettant sous la direction politique du parti révolutionnaire, si toutefois l'avant-garde qui construit ce parti sait exprimer consciemment les processus inconscients de la lutte des classes. Bref, l'avant-garde doit être organisée sur la base d'un programme qui ordonne son combat pour la construction du parti révolutionnaire : le programme de transition, sur la base duquel Trotsky fonda la IV<sup>e</sup> Internationale. Trotsky écrit dans ce programme : « *Les lois de la lutte des classes sont plus fortes que les appareils bureaucratiques* ». Mais ce sont ces lois qu'il s'agit d'observer, qu'il s'agit de mettre en œuvre de façon consciente pour construire le parti révolutionnaire. Nous sommes loin de la « *méthode de la provocation* » chère à Rudi Duschke, Cohn-Bendit, Weber, Ben Saïd et autres.

Au moment où la classe ouvrière s'ébranlait, puis déferlait dans la grève générale, les tragiques conséquences de cette folie petite bourgeoise n'apparaissaient pas ouvertement. Quelques mois après la grève générale, il devient évident que l'offensive de la bourgeoisie et du stalinisme contre les étudiants en particulier et la jeunesse en général utilisent au maximum les incohérences de ces révolutionnaires petits-bourgeois. Déjà, au cours de la lutte des étudiants et de la grève générale, leur orientation désastreuse fut d'une utilité inappréciable pour la bourgeoisie et pour les appareils bureaucratiques, au premier chef l'appareil stalinien. Elle contribua à affaiblir l'autorité de l'U.N.E.F. parmi la classe ouvrière au lieu de la renforcer. Elle détourna l'U.N.E.F. de la politique de Front unique ouvrier. Elle opposa « *l'action à la base* », les comités d'action, les « *actions exemplaires* » à la lutte pour imposer le comité central de la grève générale, pour la fédération à tous les niveaux des comités de grève ; les revendications « *qualitatives* » aux revendications « *quantitatives* » ; la lutte pour les « *pouvoirs* » à la lutte contre

l'état bourgeois, pour LE pouvoir. Même si Ben Saïd et Weber estiment que ce fut une « erreur », c'est toute cette politique qui se concrétisa par le refus de la direction de l'U.N.E.F. de participer à la manifestation dont la C.G.T. prenait l'initiative le mercredi 29 mai, ce qui permit à F.O. et à la C.F.D.T. de se défilier et au P.C.F. de réaffirmer son contrôle sur la classe ouvrière : on lui laissait les mains libres. D'ailleurs, quelle importance y avait-il que l'U.N.E.F. appelle à cette manifestation ? Puisqu'elle n'est pas un syndicat, puisque les « syndicats sont des bordels, et l'U.N.E.F. une putain » ?

#### LES RAISONS POLITIQUES DE LA RENAISSANCE DU GAUCHISME

Les Léo Figuières, Salini, Andrieu, W. Rochet, etc., n'ont que le choix des citations et des exemples illustrant le « gauchisme » des anarchistes, des maoïstes, des pablistes. Ils ne s'en privent pas. Ils omettent cependant d'analyser les raisons de la renaissance du « gauchisme ». L'analyse sociologique ne suffit pas. Il est vrai, comme l'écrit Figuières dans sa brochure *Le gauchisme hier et aujourd'hui*, que « l'impatience érigée au niveau d'une théorie caractérise le gauchisme... Les principales données objectives [du gauchisme sont] les couches petites-bourgeoises [qui] subsistent et subissent de plus en plus les conséquences de la politique d'élimination du grand capital ». Mais cela ne résout en aucune manière le problème posé. Il s'agit de déterminer quelles sont les raisons politiques qui font que ces couches « oscillantes par nature, mais [qui] deviennent violentes par nécessité, [ces] jeunes qui sont issus de ces catégories sociales, au contact des réalités, [qui] cherchent à changer leur condition d'insertion dans la société, [qui] mettent en cause l'organisation même de cette société, et ceci est très positif », ne trouvent pas leur voie, la lutte révolutionnaire du prolétariat, alors qu'il existe un puissant parti communiste en France. Lénine a combattu à boulets rouges le « gauchisme » ; mais, précisément, pour le combattre, il a mis à jour non seulement les racines sociales mais encore les explications politiques du « gauchisme ». « L'anarchisme (et le gauchisme) a souvent été une espèce d'expiation du mouvement ouvrier pour ses péchés opportunistes », écrit-il dans *La maladie infantile du communisme*. Il met au compte de la trahison de la révolution et du socialisme par la II<sup>e</sup> Internationale la renaissance du « gauchisme » au sein du mouvement ouvrier après la première guerre impérialiste et la révolution russe. Rechercher les raisons politiques de la renaissance du « gauchisme » exige de situer les responsabilités là où elles se situent : l'adaptation du P.C.F. à la société bourgeoise, sa politique qui s'efforce de boucher les voies de la révolution à la classe ouvrière.

Naturellement, ni Figuières, ni Salini, ni Andrieu, ni Waldeck Rochet ne le font. Ils posent un postulat : le P.C.F. est le parti de la classe ouvrière, conséquemment, attaquer le P.C.F., c'est attaquer la classe ouvrière, c'est être « gauchiste ». Le P.C.F. n'est pas plus identique à la classe ouvrière que la social-démocratie ne l'était, ni avant ni après la première guerre impérialiste. Il est un parti ouvrier qui, ayant à peine rompu avec la social-démocratie, a été modelé par la dégénérescence de la III<sup>e</sup> Internationale, soumise à l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin. De même que la

social-démocratie, malgré toutes ses trahisons, reste, par son origine historique et par ses liens avec la classe ouvrière, un parti ouvrier, le P.C.F. est un parti ouvrier ; mais ni la social-démocratie, ni le P.C.F. ne sont seulement des partis ouvriers. La social-démocratie est également et décisivement liée de façon directe à l'impérialisme, à la bourgeoisie, le P.C.F. est décisivement lié à la bureaucratie du Kremlin et en dépend. Léo Figuières en dit plus qu'il ne veut lorsqu'il écrit qu'en U.R.S.S. :

« Les différents groupes d'opposition créés à l'initiative des trotskystes furent battus dans la lutte politique et par des moyens idéologiques. Trotsky se trouva isolé politiquement, tant dans le parti communiste russe que dans l'Internationale communiste, et beaucoup de ses partisans devaient par la suite renoncer à leur action contre le Parti. Rien, par conséquent, ne pouvait expliquer ou excuser la répression systématique qui fut organisée contre les ex-oppositionnels à partir de 1934 sur les ordres de J. Staline. A la faveur de cette répression furent étiquetés « trotskystes » de nombreux militants qui n'avaient rien de commun avec eux et qui, souvent, les avaient combattus » (*Cahiers du communisme*, octobre 1968).

#### UN PARTI OUVRIER-STALINIEN

Le bon Léo manque l'occasion de nous informer sur « les moyens idéologiques » utilisés tant en U.R.S.S. qu'au sein de l'I.C. contre les « trotskystes ». Réparons cette fâcheuse « distraction ». Ainsi que l'écrivit Trotsky, Staline révisa le marxisme avec les bottes de la Guépéou : assassinats, emprisonnements, déportations des trotskystes furent les « armes idéologiques » utilisées contre les oppositionnels. Le parti qui acceptait de telles méthodes cessait d'être le parti bolchévique, il se mutait en parti de la bureaucratie du Kremlin et domestiquait l'I.C., dont le P.C.F., à ses intérêts. « Rien ne pouvait EXPLIQUER, ou EXCUSER (souligné par moi) la répression systématique qui fut organisée contre les ex-oppositionnels à partir de 1934 par J. Staline ». Portons secours à ce pauvre Léo qui ne comprend pas, qui ne parvient pas à « expliquer ». La répression s'explique parfaitement : plus s'accumulaient les contradictions intérieures en U.R.S.S., plus s'approchait la II<sup>e</sup> guerre impérialiste, plus il devenait manifeste que la politique stalinienne conduirait l'U.R.S.S. au bord de l'abîme en désarmant politiquement le prolétariat mondial en lutte contre la bourgeoisie et l'impérialisme, plus les anciens oppositionnels, trotskystes ou non, et avec eux de nouvelles couches et tendances qui n'avaient jamais été oppositionnelles et des fragments de la bureaucratie elle-même s'efforçaient de rompre le carcan du stalinisme ; la seule issue était celle qu'ouvrait Trotsky, car sa politique assumait la continuité historique de la lutte organisée pour la révolution prolétarienne mondiale, si faibles que fussent les groupes trotskystes. L'opposition de gauche, puis la IV<sup>e</sup> Internationale, au prix d'incroyables difficultés et avec d'énormes faiblesses, produits organiques du développement contradictoire du mouvement ouvrier, nées du parti bolchévique, comme le parti bolchévique était né de la II<sup>e</sup> Internationale, combattaient, sur le terrain du mar-

xisme, la dégénérescence de la révolution russe, la bureaucratie stalinienne et ses instruments politiques, les P.C. et l'I.C. dégénérés, comme le parti bolchévique avait combattu la social-démocratie et la II<sup>e</sup> Internationale dégénérées. « *Jusqu'à sa mort au Mexique en 1940, Trotsky continua à mener le combat contre les partis communistes avec le même acharnement. Nous verrons que ses partisans n'y ont toujours pas renoncé* ». Figuières est décent devant la « mort ». Il se garde de remuer des souvenirs douloureux. Trotsky est mort assassiné en 1940 par la Guépéou. Staline espérait, en faisant assassiner Trotsky, obtenir la « solution finale » de la redoutable équation que doivent affronter toutes les bureaucraties d'origines ouvrières : comment parvenir à en finir une fois pour toutes avec la continuité organisée du marxisme ? Il n'y est pas parvenu : « *Nous verrons que ses partisans n'y ont toujours pas renoncé* ».

« *Rien ne peut excuser la répression* », etc. Léo Figuières n'a sans doute jamais feuilleté une collection de *L'Humanité* des années 1933-34-35 aux années 1954-55-56. Il y aurait lu maints articles d'aboyeurs nommés M. Thorez, J. Duclos, Fajon, Waldeck Rochet, de tous ces dirigeants qui formèrent le P.C.F. Non contents « *d'excuser* » la « *répression systématique* », ils la glorifiaient. Ils plongeaient et s'ébattaient avec jouissance dans le fleuve de sang des victimes de la « *répression* » stalinienne. Tous les dirigeants du parti de la révolution d'octobre exterminés, le P.C.F. construit, éduqué, par une direction qui faisait l'apologie de cette extermination, l'« *analyse* » des Figuières, Salini, Andrieu, Waldeck Rochet « *omet* » d'expliquer la signification sociale et politique de ces « *phénomènes* » et d'en tirer les conséquences quant à la nature et à la politique d'un parti formé au cours d'un tel processus historique. Parti ouvrier sans doute (la social-démocratie reste également un parti ouvrier), mais parti ouvrier contre-révolutionnaire, parti ouvrier domestiqué par la bureaucratie du Kremlin, devenu un élément de son appareil international, parti ouvrier dont la politique exprime le contenu concret de la « *théorie* » de la « *construction du socialisme dans un seul pays* » ; la défense des intérêts spécifiques de la caste bureaucratique qui s'est formée par suite de l'isolement de la révolution russe en U.R.S.S., intérêts qui sont en opposition brutale avec ceux du prolétariat, du socialisme.

## LE PARTI DE L'ORDRE

Dès 1927, Trotsky démontrait les implications et les conséquences de la « *théorie* » de la « *construction du socialisme dans un seul pays* ». Cette théorie signifie que les cadres nationaux hérités du système social bourgeois sont également ceux du prolétariat ; selon elle, la défense de ces cadres est le point de jonction des intérêts de la classe ouvrière et de ceux de la bourgeoisie : au-dessus des intérêts particuliers des classes, il y a un intérêt général ; cet intérêt général cimenter la nation, la communauté nationale. Adopter ce point de vue aboutit obligatoirement à collaborer avec « *sa* » bourgeoisie pour défendre les intérêts généraux de la nation. Comme ces prétendus intérêts généraux ne peuvent être que ceux de la classe dominante, de la bourgeoisie, les intérêts du prolétariat sont subordonnés à ceux de la bourgeoisie. L'adoption du « *socia-*

lisme » national est l'expression de l'intégration à la société bourgeoise. La politique extérieure est le prolongement de la politique intérieure. Défendre les intérêts généraux de la nation exige la défense de l'« *ordre* », de l'ordre établi, l'ordre bourgeois. La capitulation de la social-démocratie en 1914 a son origine dans la conception des intérêts nationaux communs à toutes les classes, qui exprimait l'adaptation des partis sociaux-démocrates à leur propre bourgeoisie. De l'internationalisme prolétarien, il reste une rhétorique utilisée plus ou moins habilement afin de « *justifier* » les besoins internationaux du système capitaliste en général et de sa propre bourgeoisie en particulier. Ce sont là les implications obligatoires de la « *théorie* » de la « *construction du socialisme dans un seul pays* », quelles que soient les circonstances particulières qui la font adopter. Il n'en faut pas moins préciser les circonstances particulières qui la font naître ou renaître.

Formulée par la bureaucratie du Kremlin, adoptée par les P.C., elle identifie les intérêts de cette caste parasitaire et leur défense, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'U.R.S.S., à la lutte pour le socialisme. Elle traduit le fait que la défense des intérêts de la bureaucratie du Kremlin exige le maintien de l'« *ordre* » bourgeois à l'échelle internationale. La rhétorique internationaliste des P.C. couvre leurs liens de dépendance à l'égard du Kremlin. La fonction politique des P.C. devient la défense des intérêts de la bureaucratie du Kremlin, en utilisant, comme moyen de pression sur la bourgeoisie, la classe ouvrière et son attachement à la révolution russe, tout en contribuant au maintien de l'« *ordre* » bourgeois.

La politique du P.C. a entièrement confirmé le pronostic de Trotsky. Waldeck Rochet, dès juin, battait l'estrade électorale, affirmant que « *le P.C.F. est le parti de l'ordre et de la sagesse* ». Il rappela que, depuis 1935, le P.C.F. « *mêle les plis du drapeau rouge à ceux du drapeau tricolore* », le chant de la Marseillaise à celui de l'Internationale. Le P.C.F. est devenu un parti de l'« *ordre* » bourgeois, avec ses symboles : le drapeau tricolore et la Marseillaise, nés sans aucun doute « *de la grande révolution française* » de 1789-93, qui, pour être grande, n'en fut pas moins la plus achevée des révolutions bourgeoises. L'histoire de l'« *ordre* » établi par la « *grande révolution* » et de ses symboles est celle de l'exploitation et de la violence permanente contre la classe ouvrière. Dès le 14 juillet 1791, la garde nationale bourgeoise de La Fayette, sous les plis du drapeau tricolore, ouvrait le feu sur le peuple parisien qui manifestait au Champ de Mars sous les plis du drapeau rouge. Le prolétariat parisien, en février 1848, se laissait déposséder de la révolution au profit de la bourgeoisie, il consentait à abandonner, à l'appel de Lamartine, le drapeau rouge pour le drapeau tricolore cravaté de rouge. Cependant, « *les plis des drapeaux tricolore et rouge se mêlaient* » : en juin, la bourgeoisie tricolore saignait le prolétariat parisien. Versailles, drapé de tricolore, assassina la Commune, vêtue de rouge. L'« *ordre* » bourgeois se fortifie du sang de la classe ouvrière, son drapeau est planté dans le corps de centaines de milliers de prolétaires abattus parce qu'en révolte contre l'« *ordre* » fondé sur l'exploitation du prolétariat.

L'ordre bourgeois fut une douloureuse nécessité historique tant qu'il développa les forces productives, tout comme furent inévitables et nécessaires les combats livrés contre cet ordre par le prolétariat, qui se formait



ainsi politiquement à ses tâches historiques : anéantir l'ordre bourgeois, une fois expiré son rôle progressif. La guerre impérialiste marquée sa faillite. La grande trahison des partis sociaux-démocrates en 1914 consista précisément, si nous en croyons Lénine, en ce qu'ils se rangèrent du côté de l'« ordre » bourgeois, qu'ils adoptèrent ses symboles, ses drapeaux, ses fanfares, qu'ils sacrifièrent la II<sup>e</sup> Internationale sur l'autel de l'ordre bourgeois.

Lorsque, en 1935, les « communistes » mêlèrent les « plis du drapeau tricolore de la grande révolution à ceux du drapeau rouge », ils renouvelaient, à près d'un siècle de distance, la manœuvre de Lamartine qui acceptait le rouge... subordonné au drapeau tricolore. Ils imposaient à la classe ouvrière la subordination à l'« ordre » dont le drapeau tricolore et la Marseillaise sont les symboles : l'ordre bourgeois. Le P.C.F. confirmait le verdict que formulait dès 1933 Léon Trotsky sur les P.C., l'I.C., le stalinisme international : ils sont « définitivement passés du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale ». Le « meilleur stalinien de France », Maurice Thorez, sanctionnait la politique pratique qui s'amorçait avec l'adoption de la « théorie du socialisme dans un seul pays » : le retour aux vomissements de la social-démocratie ; « les voies nouvelles vers le socialisme », c'est-à-dire celles du parlementarisme bourgeois corrompu et failli ; la destruction de l'Internationale communiste, dissoute formellement en 1943 ; le nationalisme, et toute la pourriture de la société bourgeoise.

Mais mêler « les plis du drapeau tricolore et ceux du drapeau rouge », se faire les défenseurs de l'« ordre » bourgeois et de la « nation » comporte des implications précises. L'exemple de la social-démocratie avait déjà prouvé que les partis ouvriers qui deviennent les partis de « l'ordre et de la sagesse » forment les Noske et les Scheidemann, les hommes qui défendent jusqu'au bout l'« ordre », et rappellent à la « sagesse » la classe ouvrière, au besoin par la répression, en tout cas en assassinant les dirigeants révolutionnaires, « gauchistes » ou non.

En même temps qu'ils se drapaient de tricolore, les dirigeants du P.C.F. applaudissaient frénétiquement à l'extermination par Staline de la génération d'Octobre éduquée par Lénine dans l'esprit de la lutte contre la bourgeoisie dans chaque pays et de l'internationalisme prolétarien.

Au nom « de l'ordre et de la sagesse », W. Rochet et les dirigeants du P.C.F. applaudissent aujourd'hui frénétiquement à la répression contre les organisations révolutionnaires, petites-bourgeoises ou non « gauchistes » ou non. Pire, ils affirment que ces organisations sont des créations du pouvoir : en clair, ils appellent les travailleurs à « exiger du gouvernement » qu'il les dissolve et les réprime. Les défenseurs de l'« ordre », en toute « sagesse », contribuent au maintien de l'« ordre ».

## REVENDEICATIONS ET GREVE POLITIQUE

S'affirmer le « parti de l'ordre et de la sagesse » est nécessaire au P.C.F. Mais il reste néanmoins un parti ouvrier. Il n'existe qu'autant qu'il garde le contrôle de ses militants et, par leur intermédiaire, le contrôle des secteurs décisifs de la classe ouvrière. Aussi toute l'abondante littérature éditée par lui à propos de mai-

juin tend à démontrer aux militants que la « situation n'était pas révolutionnaire en mai-juin ». Les grèves étaient revendicatives et nullement politiques. Il fallait garder l'unité du mouvement. Mais laissons s'exprimer le trop habile Salini.

« La grève des travailleurs était essentiellement revendicative. Il est incontestable qu'une partie de la classe ouvrière voulait davantage, qu'elle espérait frayer la voie à la démocratie (?), qu'elle a réclamé avec enthousiasme un « gouvernement populaire », résumé trop rapide d'un mot d'ordre mieux pesé et plus réfléchi. Il est certain qu'elle aurait prodigué, dans une bataille ouvertement politique, ses inépuisables trésors de dévouement, de courage, d'esprit d'initiative. Mais elle les aurait dilapidés... »

« La grève, précieusement gardée intacte grâce à la tactique de la C.G.T., la grève n'était pas sans failles. A côté des plus combattifs, de ceux que le pouvoir essaiera, mais en vain, de vaincre à la mi-juin, à côté d'eux, il y a la masse immense des salariés qui soutiennent les revendications et ne songent pas à les dépasser (...) A côté des plus ardents et des plus tenaces, il y a ceux qui se lassent, que la résistance patronale impressionne et que les difficultés frappent plus sûrement encore. »

« L'existence... de ces divers courants et le rapport d'importance entre eux poussaient à mettre en avant ce qui les unissait — les revendications immédiates — et à conclure sur un succès un mouvement qui ne pouvait aller plus avant, à moins de la violenter, de le traîner de force vers des objectifs qui n'étaient pas les siens, c'est-à-dire de le perdre » (Le Mai des prolétaires).

En d'autres termes, l'immaturité politique des travailleurs est responsable des limites de la grève générale. Accepter cette thèse amènerait à se demander qui est responsable de cette immaturité politique. La réponse se formulerait automatiquement : le responsable, c'est le parti qui, depuis plus de trente ans, contrôle la grande majorité de la classe ouvrière, le P.C.F., dont la politique ne cesse de nourrir les illusions des travailleurs, de les distraire de leurs véritables intérêts historiques et des exigences de leur combat de classe contre la bourgeoisie.

L'argument est en réalité avancé pour effrayer l'avant-garde militante de la classe ouvrière, qui redoute, à juste titre, l'aventure. Mais il repose sur une falsification pure et simple. La grève générale de mai-juin 1968 a eu pour point de départ un mouvement purement politique : la manifestation du 13 mai contre le gouvernement, qui avait mobilisé les couches les plus profondes de la classe ouvrière — un million de manifestants à Paris. Par contre, il est parfaitement exact que les 10 millions de grévistes voulaient la satisfaction de leurs revendications immédiates. Mais c'est précisément la volonté des 10 millions de travailleurs de voir satisfaites leurs revendications qui les dressait contre le pouvoir. La manifestation politique du 13 mai ouvrait la voie à la lutte revendicative : lutte pour les revendications et lutte contre le pouvoir s'identifiaient en un même combat. Mai se situe à un nouveau point de convergence entre « gauchistes » et stalinien : l'abandon des revendications, par les uns au nom de la lutte politique abstraite, baptisée « qualitative », par les

autres (beaucoup plus réalistes en raison de leurs effectifs), précisément parce qu'exiger la satisfaction des revendications « quantitatives » posait la question du pouvoir. Les revendications auxquelles la masse des travailleurs tenait absolument : pas de salaire inférieur à 1.000 F par mois, les 40 heures, l'abrogation des ordonnances, furent abandonnées par la direction de la C.G.T. (comme par les directions des autres centrales), c'est-à-dire par le P.C.F.

La grève générale et la crise politique de la bourgeoisie ont atteint leur sommet entre le lundi 27 mai et le jeudi 30 mai. L'immense clameur des 30.000 travailleurs de Renault à l'adresse de Séguy et de Frachon rapportant les « accords de Grenelle » qui abandonnaient les revendications principales : « *Ne signez pas !* », exprimait la volonté des 10 millions de grévistes. Personne ne s'y trompa : le problème du pouvoir était posé ; à toutes fins utiles, chacun avança ses pions. Mitterrand et Mendès se portèrent candidats, le P.C.F. sortit de l'armoire son mot d'ordre de « *gouvernement populaire* », Pompidou pressa de Gaulle de partir. C'était un de ces moments décisifs que connaît l'histoire. Que faire ?

*PARTI REVOLUTIONNAIRE,  
PARTI CONTRE-REVOLUTIONNAIRE,  
GREVES DE MASSE*

Du côté gaulliste on a compris : désarmer politiquement la grève générale en ouvrant la chausse-trappe de la dissolution du parlement et des nouvelles élections. Mais ce jeu n'est jouable qu'à deux. Lénine explique, dans *La maladie infantile du communisme : le gauchisme*, quelle doit être la politique d'un parti révolutionnaire en pareilles circonstances :

*« Nous voyons, en analysant le premier cas [le cas de 1905], que les bolchéviks ont réussi à empêcher la convocation du parlement réactionnaire dans un moment où l'action révolutionnaire des masses [les grèves en particulier] croissait avec une rapidité exceptionnelle, où pas une couche du prolétariat et de la paysannerie ne pouvait soutenir de quelque façon que ce fût le pouvoir réactionnaire, où l'influence du prolétariat révolutionnaire sur la masse retardataire était assurée par les grèves et le mouvement agraire »* (ce qui est souligné l'est par moi).

Les conditions « objectives » sont comparables, mais seulement comparables. En Russie, en 1905, « *les grèves qui assuraient l'influence du prolétariat révolutionnaire sur les masses retardataires* » mettaient en action un ou deux millions de travailleurs sur 140 millions d'habitants. En France, en mai-juin 1968, il y avait dix millions de grévistes sur 50 millions d'habitants. Mais les conditions « subjectives » ne sont pas les mêmes. En Russie, en 1905, les travailleurs en lutte s'organisèrent comme classe face au pouvoir et à la bourgeoisie. En France, en 1968, les directions des centrales syndicales se refusèrent — la direction de la C.G.T. en tête — à fusionner le flot des 10 millions de grévistes en un corps homogène se dressant comme classe face à la bourgeoisie, à son état, à son gouvernement par la constitution et la fédération des comités de grève à

tous les échelons, localement, régionalement, jusqu'au Comité national de la grève générale. Salini l'affirme, la grève ne devait pas être homogénéisée sous l'impulsion de l'avant-garde, se structurer autour des couches et des corporations qui forment l'épine dorsale de la classe ouvrière. Le problème était de faire reculer le plus possible l'avant-garde, de l'aligner derrière les couches les plus retardataires. Il fallait décomposer la grève générale en multiples grèves partielles, afin que les secteurs les plus faibles entraînent dans leur retraite les secteurs les plus avancés et les plus puissants. Et ce ne fut pas facile à réaliser. Du 27 mai au 5 juin, ce furent dix jours d'un travail harassant pour y parvenir. Salini ne le cache pas : la grève a trop, beaucoup trop duré :

*« Menacée de fatigue, la grève, au demeurant, fatiguait. Largement comprise au début, elle le fut moins après Grenelle et moins encore quand on eut l'impression que le combat changeait de sens. L'arrière-pays, si l'on peut dire, était inquiet et pouvait aisément passer de l'inquiétude à l'hostilité. »*

On ne saurait affirmer plus clairement quelles étaient, le 27 mai, les intentions de Séguy et Frachon : faire accepter par les travailleurs de chez Renault les « accords de Grenelle ». La conclusion normale de cette appréciation jaillit toute seule : il faut condamner ceux qui ont prolongé la grève au-delà du 27, non seulement les « étudiants gauchistes », mais les travailleurs de chez Renault, de chez Citroën, de chez Peugeot, etc. En prolongeant la grève, ils ont, selon Salini, comme de vulgaires « *gauchistes* », fait le jeu du pouvoir, ce qui « *inquiétait l'arrière-pays* ».

En Russie, en 1905, les bolchéviks, et même une grande partie des menchéviks, nourrissaient la grève de mots d'ordre politiques centrés sur la question du pouvoir. Ces mots d'ordre politiques de lutte contre le pouvoir permirent à la classe ouvrière de s'organiser comme classe ; grâce à ces mots d'ordre politiques, la grève assurait « *l'influence du prolétariat révolutionnaire sur la masse retardataire* ». En France, en mai-juin 1968, les dirigeants des syndicats et partis ouvriers, au premier chef ceux du P.C.F., détruisirent de l'intérieur la grève générale, abandonnèrent les revendications, la désamorçèrent politiquement. En France, le P.C.F. et la direction de la C.G.T., en premier, saisirent la perche que leur tendait de Gaulle, « *la convocation du parlement réactionnaire par le pouvoir réactionnaire* », ils poussèrent la classe ouvrière dans cette chausse-trappe.

Retenons bien le mécanisme du mouvement révolutionnaire, une fois les masses en action, tel que Lénine l'explique. Il nous fait comprendre le mécanisme de la trahison du P.C.F. et ses conséquences. Les masses ouvrières n'étaient pas prêtes, le résultat des élections démontre que la petite-bourgeoisie avait peur, l'unité entre socialistes et communistes n'existait pas ; à preuve, la F.G.D.S. a refusé « *une rencontre immédiate entre le P.C., la F.G.D.S. et les centrales syndicales, en vue de l'adoption rapide de ce programme d'action ; ce qui donnerait son plein sens au mot d'ordre de dissolution de l'Assemblée Nationale et de nouvelles élections* » (Communiqué du B.P. du P.C.F. du 27 mai).

Ainsi, nous constatons qu'au moment où la grève générale et la crise politique de la bourgeoisie atteignent leur point culminant, c'est le P.C.F. qui, le 27 mai,

propose aux travailleurs la chausse-trape de la dissolution du parlement et des nouvelles élections, proposition dont de Gaulle se saisira le 30 mai. C'est le P.C.F. qui, pour la bourgeoisie, a formulé la méthode destinée à désamorcer politiquement la grève. C'est le P.C.F. qui s'est adressé à de Gaulle et lui a demandé les moyens de désamorcer politiquement la grève.

La grève générale une fois désamorcée politiquement, puis décomposée de l'intérieur, « *l'influence du prolétariat révolutionnaire sur la masse retardataire* » disparaissait ; les dirigeants de la F.G.D.S. avaient les mains libres ; les élections devaient obligatoirement faire triompher le « parti de l'ordre », celui de De Gaulle.

L'important consiste en ce que nous voyons au travers du développement de la grève générale de mai-juin 68 comment un parti révolutionnaire est nécessaire pour organiser la classe comme classe et unifier son combat par ses mots d'ordre et son action politique, et comment un parti contre-révolutionnaire procède pour dénaturer et décomposer le mouvement de toute une classe. Les Salini, Andrieu, Figuières et autres justifient ultérieurement leur politique en affirmant : voyez, la situation n'était pas révolutionnaire, les grandes masses étaient attachées à l'ordre incarné par de Gaulle, puisqu'il n'y a pas eu de révolution.

Andrieu en tire la philosophie suivante, qui est tout un programme politique :

*« En France, où l'attachement à la légalité est un sentiment fortement ancré parmi les larges couches de la population, il y a quelque raison de croire que c'est celui qui, le premier, déclenchera la guerre civile qui la perdra »* (Les communistes et la révolution).

Tirez les premiers, messieurs les gaullistes. Mais si votre répression et vos fusillades sont légales, alors nous n'engagerons pas le combat, nous risquerions de le perdre. Tel est le dernier mot du parti de l'« ordre ».

## DU NON AUX SOVIETS A LA PARTICIPATION

Le mouvement de mai-juin 68 n'est pas une grève générale parmi d'autres. Il s'inscrit dans un nouveau cours de la lutte des classes internationale, qui met conjointement à l'ordre du jour la révolution sociale et la révolution politique, particulièrement en Europe. Il est inséparable de la montée de la révolution politique dans les pays que contrôle la bureaucratie du Kremlin, en U.R.S.S., et qui s'est concrétisée en Tchécoslovaquie, pointe avancée du processus. L'aggravation des antagonismes de classes est inséparable de la remise en cause des rapports internes établis depuis plusieurs décennies au sein de la classe ouvrière comme au sein du mouvement ouvrier. L'appareil international du stalinisme se fissure. Ce n'est pas l'objet de cet article de faire l'analyse de la crise du stalinisme. Il est néanmoins nécessaire de souligner que cette crise fait inéluctablement surgir les phénomènes les plus divers à l'intérieur du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière et de leur périphérie : le « *gauchisme* » est le prix à payer pour plus de 45 ans de stalinisme, pour l'extermination de la génération d'Octobre, et particulièrement pour les coups portés au trotskysme, qui assume, en l'enrichissant, la tradition et la continuité du marxisme, du bolchévisme. Le « *gauchisme* » exercera

d'autant plus de ravages qu'il sera plus difficile et long de construire le parti révolutionnaire.

La crise du stalinisme est intimement liée à l'aggravation des contradictions de classes. Le rôle du stalinisme n'en devient pas nul pour autant. Il accentue son intervention contre-révolutionnaire ; sa politique devient ouvertement liquidatrice des conquêtes du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière.

L'impérialisme mondial a parfaitement saisi la situation qui se nouait en France au cours de la grève générale de mai-juin 68 et comment elle se liait au développement de la lutte des classes en Europe et dans le monde, la bourgeoisie française aussi. Déjà, en s'effaçant derrière de Gaulle, la démocratie parlementaire bourgeoise avait dressé son bilan d'impuissance et de faillite. La grève générale de mai-juin 68 a souligné que la méthode de contrôle et de subordination des travailleurs au capital par l'intégration à froid des organisations ouvrières à l'Etat, des syndicats principalement, était insuffisante. La bourgeoisie utilise l'intégration comme moyen préparant la destruction brutale du mouvement ouvrier : la répression brutale et sanglante est inséparable de l'intégration.

La loi Faure organisant la participation à l'Université est un chaînon d'une politique qui se développe et dont le référendum sur la loi instituant les assemblées et le sénat corporatistes est un autre maillon. Chacun sait comment la direction du P.C.F. combat pour tenter de faire ratifier par les étudiants la participation à l'Université, comment elle tente d'isoler de la classe ouvrière la jeunesse en butte à la répression. Pour autant qu'elle y parvient, elle alimente le « *gauchisme* » et se sert du « *gauchisme* » afin d'isoler les étudiants et la jeunesse de la classe ouvrière, du mouvement ouvrier. Le flot de littérature d'après mai-juin 68 montre la convergence de la politique stalinienne et « *gauchiste* » sur un point capital : la lutte contre la réalisation du Front Unique de classe. Andrieu, déjà cité, pécore à longueur de livre sur les « *voies nouvelles, démocratiques, vers le socialisme* » et sur la « *démocratie avancée* ». Il écrit :

*« La construction du socialisme en U.R.S.S. ne peut être considérée comme un modèle qu'il suffirait de copier mécaniquement en veillant seulement à ne pas renouveler les erreurs. Car il faut savoir distinguer dans cette expérience ce qu'elle a d'universellement valable et ce qu'elle a de spécifique. »*

Passons sur les « *erreurs* ». En soi, ce n'est pas faux. Encore faut-il distinguer le spécifique et l'universel. Lénine dégage ce qui est universel dans la révolution russe :

*« L'histoire a joué ce bon tour que les Soviets sont nés en Russie en 1905, qu'ils ont été falsifiés en février-octobre 1917 par les menchéviks, lesquels firent banqueroute pour n'avoir pas su comprendre le rôle et la signification des soviets, et que l'idée du pouvoir des soviets, née dans le monde entier, se répand maintenant avec une rapidité prodigieuse dans le prolétariat de tous les pays, tandis que les anciens chefs de la II<sup>e</sup> Internationale font partout banqueroute à leur tour, exactement comme les menchéviks, pour n'avoir pas su comprendre le rôle et la signification des soviets. L'expérience a prouvé que, dans certaines questions de la révolution prolétarienne,*

tous les pays passeront inévitablement par où a passé la Russie » (La maladie infantile du communisme : le gauchisme).

Lénine considère que les soviets, les conseils d'ouvriers, de paysans, de soldats, sont universellement nécessaires à la révolution prolétarienne. Reportons-nous à la note 8, en fin de chapitre du livre d'Andrieu :

« Dans la première catégorie [ce qui est universel], on peut ranger par exemple la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière et ses alliés, la socialisation des grands moyens de production, la planification socialiste, le rôle du parti marxiste-léniniste... Dans la deuxième [ce qui est particulier à la Russie] la forme soviétique du pouvoir d'Etat. »

Sans phrases, Andrieu et le P.C.F. rejettent l'organisation de la classe ouvrière comme classe : les soviets, les conseils. Dès lors, tout devient parfaitement limpide. Les longues digressions sur les « voies nouvelles vers le socialisme » justifiées en raison des nouveaux « rapports de force entre le socialisme et le capitalisme » ne sont que poudre aux yeux. Ou plutôt ils prennent leur véritable sens : défense de l'ordre bourgeois. Bien sûr, « si » la bourgeoisie se laissait faire, la classe ouvrière s'emparerait « pacifiquement » du pouvoir.

« Si les Soviets ont été une forme originale (sic) de la révolution russe, le parlement, dans un pays comme le nôtre — dont le peuple a été le premier (Ah !) à instituer une république parlementaire en 1875 — peut être utilisé comme un des moyens de passage au socialisme. [Pourtant, ne sombrons pas dans le crétinisme parlementaire] plusieurs conditions sont nécessaires. D'abord, il faut que le parlement représente réellement [Ah, mais !] la volonté populaire, ce qui implique que les députés soient élus à la proportionnelle [Andrieu ne sait sans doute pas qu'en 1946 la proportionnelle existait ; députés P.C.F. et S.F.I.O. détenaient la majorité parlementaire ; ils participaient au gouvernement... du général de Gaulle]. Ensuite, qu'il soit doté de pouvoirs réels au lieu d'être réduit, comme c'est le cas actuellement, au rôle de chambre d'enregistrement. Enfin et surtout qu'il s'appuie sur un puissant mouvement populaire dans le pays [souligné par Andrieu]... Il ne s'agit pas seulement, en effet, pour détenir le pouvoir réel de former un gouvernement. Encore faut-il mettre un terme à la dictature de fait de la bourgeoisie... »

Mais, avec ou sans majorité parlementaire, comment va s'organiser comme classe le prolétariat ? Andrieu ne répond pas, sinon ceci : en aucun cas, les conseils ouvriers. Quels organismes vont opposer, au « pouvoir de fait » (Lénine nomme ce pouvoir : l'état bourgeois) de la bourgeoisie le « pouvoir réel » de la classe ouvrière ? Andrieu ne répond rien, sinon : surtout pas les conseils ouvriers.

L'originalité des « voies nouvelles vers le socialisme » consiste en ce que le prolétariat ne doit surtout pas se constituer, s'organiser et combattre comme classe. Dans le meilleur des cas, son rôle se réduit à être une force d'appoint subordonnée politiquement aux autres classes. Trotsky a donné la meilleure définition des

soviets, des conseils ouvriers ; ils sont la forme la plus développée du Front unique de classe. Ils regroupent la classe ouvrière, donnent un cadre commun à ses diverses expressions et organisations, ils sont un lieu de convergence et d'affrontement des organisations ouvrières et de leurs politiques, en même temps qu'ils sont la structure de l'état ouvrier en formation qui s'oppose à l'état bourgeois, que la classe ouvrière doit détruire pour assumer son hégémonie politique sur les autres classes de la société.

La répudiation des soviets par la direction du P.C.F. donne son plein sens, à la fois au refus de la direction de la C.G.T. de constituer en mai-juin le Comité central national de la grève générale, et à l'opposition du P.C.F. et de l'appareil de la C.G.T. au Front unique ouvrier. Certes, dans l'immédiat, la situation peut rapidement se modifier, la forme concrète du Front unique ouvrier ne saurait être les soviets, les conseils ouvriers, qui se constituent à un très haut niveau de lutte politique entre les classes et de conscience politique de la classe ouvrière, mais la réalisation du Front unique de classe n'en est pas moins une exigence de la situation. Il implique la rupture politique avec la bourgeoisie et avec la participation aux organismes de l'intégration des syndicats à l'état bourgeois, aux organismes dont l'objet est de mettre en place le corporatisme. La forme concrète du Front unique, qui vise à l'unification, à la mobilisation de la classe ouvrière et exige par conséquent la démocratie ouvrière, est donnée par la formule des conférences ouvrières démocratiques. Le P.C.F. et l'appareil de la C.G.T. sont violemment contre. Ils savent que la réalisation du Front unique, dans les formes concrètes où il est actuellement réalisable, débouche inéluctablement sur la lutte pour le pouvoir, qu'elle remet à l'ordre du jour, comme solution ouvrière à la question gouvernementale, un gouvernement qui soit l'émanation du Front unique ouvrier et se développe inéluctablement vers la constitution des conseils ouvriers, forme supérieure du Front unique.

A cette politique et aux perspectives qu'elle ouvre, ils opposent celle de la « démocratie avancée » (?), usant de la formule éculée qui se veut neuve : « la démocratie est une création continue », qui suppose un auto-dépassement des structures économiques, sociales et politiques du capitalisme, le rôle de la classe ouvrière n'étant plus que de faciliter cet auto-dépassement. La « théorie » justificative de la « participation » est ainsi formulée au nom de la « démocratie, création permanente », à l'instant où l'alternative politique est de dresser le Front unique ouvrier ou de se faire les agents du corporatisme qui s'accompagne de la répression et aboutit à la destruction physique du mouvement ouvrier.

#### « GAUCHISTES » ET FRONT UNIQUE

Qu'après cela se fassent jour des tendances « gauchistes », quoi d'étonnant ? Elles aussi combattent, d'ailleurs, contre le Front unique ouvrier. Elles préconisent le « Front unique à la base », et en fait pas de Front unique du tout. Les vieilles directions exercent encore leur contrôle sur le mouvement ouvrier. Le Front unique, qui tend à mobiliser la classe ouvrière comme classe, c'est-à-dire toutes ses composantes, ne saurait se réaliser en dehors d'elles et sans elles, tant qu'elles

exercer leur contrôle sur les secteurs décisifs du mouvement ouvrier. Il peut se réaliser avec elles et contre elles. Comme tous les processus de la lutte des classes, la réalisation du Front unique est un processus contradictoire, dialectique. Il exige la lutte politique de l'avant-garde contre les directions traditionnelles du mouvement ouvrier, seule façon de les y contraindre. Il s'impose à elles — témoin le 11 mars — sans être jamais réalisé une fois pour toutes. Il ouvre une perspective gouvernementale immédiate à la classe ouvrière en exigeant des vieilles directions du mouvement ouvrier qu'elles prennent le pouvoir ; il prépare les mutations décisives au sein du mouvement ouvrier. Il constitue le lieu et le moment politiques où la classe ouvrière s'appuie sur son passé et le dépasse, utilise les vieilles organisations et s'oriente déjà vers le parti révolutionnaire. Mais il n'existe pas de construction automatique du parti révolutionnaire. Ce n'est que pour autant que l'avant-garde combat pour le Front unique, qu'elle saisit chaque possibilité de le réaliser sous son impulsion politique, ne serait-ce que dans des secteurs limités, qu'elle se renforce et construit le parti révolutionnaire.

Par ses attaches avec la bureaucratie du Kremlin et avec la bourgeoisie, le P.C.F. est fondamentalement opposé au Front unique. Par leur éclectisme, par leurs méthodes de pensée petites-bourgeoises, les « gauchistes » y sont également opposés. Mais, encore une fois, la responsabilité de la renaissance du « gauchisme » est entièrement imputable au stalinisme.

#### « GAUCHISME » OU « GAUCHISMES »

Si le « gauchisme » est un phénomène inévitable après 45 ans de stalinisme à l'intérieur du mouvement ouvrier, il n'en reste pas moins nécessaire de le combattre. Encore faut-il distinguer entre « gauchismes ». Certaines variétés transposent à « gauche » les thèses mijotées dans les marmites du stalinisme. Ainsi lit-on dans le livre de Weber et Ben Saïd :

*« La croissance rapide des forces productives des pays capitalistes avancés, au lendemain de la seconde guerre mondiale, a bouleversé les besoins capitalistes en matière de main-d'œuvre. D'une façon générale, il fallait faire correspondre cet élément particulier des forces productives qu'est la force de travail humain au niveau atteint par l'aspect matériel des forces productives. Ce qui signifie former sans cesse davantage de travailleurs hautement qualifiés : ce qui signifie assurer une hausse globale moyenne de la qualification. »*

Il y a une origine commune à cette analyse et à celle qu'utilise le P.C.F. pour justifier « la démocratie avancée », la thèse selon laquelle « la démocratie est une création continue ». Il en découle que la « crise » de mai-juin n'annoncerait pas une crise révolutionnaire mettant aux prises les classes dans une lutte à mort, mais serait une crise de croissance, une fièvre infantile, une contradiction entre la base matérielle et les superstructures, qu'il s'agirait de réadapter au nouvel essor du capitalisme, afin que « la force de travail humain »

reçoive la qualification correspondant « aux besoins capitalistes en matière de main-d'œuvre ». Il s'ensuivrait que la démocratie bourgeoise, « création continue », devrait passer à un stade nouveau et supérieur correspondant aux exigences politiques que nécessite la formation d'un prolétariat hautement qualifié. A la vérité un tel prolétariat ne serait plus exactement un prolétariat, mais une sorte d'élite dont la partie la plus formée, la plus consciente, serait constituée par les intellectuels. La « révolte étudiante » serait la prémisse de cette transformation. Weber et Ben Saïd ne vont pas jusque-là, mais cela découle de l'analyse qu'ils font. Ce genre de gauchisme d'essence petite-bourgeoise vient de l'opportunisme et y retournera à la première occasion.

Par contre, de nombreux étudiants et ouvriers sont animés d'une sincère haine de classe contre l'opportunisme et le stalinisme. Leur gauchisme est une réaction contre les directions traîtres du mouvement ouvrier. La crise du stalinisme s'accroissant, des manifestations de ce genre de gauchisme tendront à se multiplier. Elles sont vraiment des « maladies infantiles du communisme » au bon sens du terme, mais elles peuvent, néanmoins être elles aussi mortelles. L'absence de forts partis révolutionnaires, la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale favorisent leur développement. Faire en sorte qu'elles ne soient que des maladies de croissance est une tâche qui se confond entièrement avec la construction du parti révolutionnaire et la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Au moment où, à l'échelle internationale, la lutte des classes s'exacerbe, où fusionnent les crises de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, où l'Europe, aussi bien de l'Ouest que de l'Est, est à nouveau un des champs de bataille décisifs de la lutte des classes, la lutte contre le gauchisme devient capitale. Elle ne saurait se livrer sur le seul terrain de la théorie ; la capacité des militants trotskystes à intervenir dans la lutte des classes n'est pas moins essentielle. Actuellement, le temps est venu où les militants trotskystes, sans être la direction reconnue de la classe ouvrière, sont capables, comme force organisée, de diriger des secteurs limités mais importants de la lutte des classes, et, par là, d'avoir une influence déterminante sur son cours général. Ils peuvent lier leur intervention dans la lutte des classes aux perspectives les plus générales de la révolution socialiste. Ils sont à même de regrouper une avant-garde, noyau du parti révolutionnaire, et de l'entraîner au combat. Il est à leur portée de passer au stade de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, unifiant les luttes des prolétariats exploités par l'impérialisme et de ceux opprimés par la bureaucratie du Kremlin, en bref, de défendre les conquêtes du mouvement ouvrier de la seule façon possible, en les dépassant, de défendre les acquis du mouvement ouvrier en déchirant les vieilles enveloppes qui l'étouffent et en lui donnant le nouveau cadre qui lui est indispensable, celui de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est seulement ainsi que le gauchisme sera vaincu.

C'est dire que, pour vaincre le gauchisme, il n'est qu'une méthode : vaincre l'opportunisme, et sa forme la plus pernicieuse, le stalinisme.

Stéphane JUST.

# RAPPORT POLITIQUE

adopté par le Comité National de l'Alliance Ouvrière  
les 14 et 15 Décembre 1968

## I. - La situation économique

Réuni les 14 et 15 septembre, le Comité national de la Fédération des Comités d'Alliance ouvrière a adopté le rapport rédigé en août 1968. Celui-ci consacrait une part importante de son analyse aux perspectives économiques et politiques telles qu'elles pouvaient être dégagées après la grève générale de mai-juin 68 et les élections du 30 juin 1968 (1).

Ce document prouve que ce qu'il est convenu d'appeler la crise monétaire, qui a secoué les pays capitalistes dans les dernières semaines, a été correctement prévu par les militants de l'ALLIANCE OUVRIERE. Il est nécessaire d'apporter quelques précisions par rapport aux articles publiés dans les derniers numéros d'« INFORMATIONS OUVRIERES » en vue d'éclairer ce que, de tous côtés, on s'efforce d'obscurcir.

Des savants économistes, des hommes politiques éminents, des journalistes bourgeois et petits-bourgeois de toutes tendances et opinions auscultent à l'infini les mouvements économiques, monétaires et financiers, afin de savoir si les difficultés de l'économie mondiale sont causées ou non par le système monétaire international tel qu'il a été établi à la fin de la guerre, lors de la conférence de BRETTON-WOODS. Les difficultés économiques sont-elles motivées par le « GOLD EXCHANGE STANDARD », le manque de liquidités, ou bien le surplus de liquidités ?

Sans vouloir nier l'importance de cette question, il faut bien constater que la discussion s'apparente souvent à celle concernant le sexe des anges. On pourrait fort bien disserter sur l'importance respective du système circulatoire ou du squelette dans le corps de l'homme.

Dans une société où le produit du travail doit s'écouler sur le marché, sous la forme de marchandises, les mécanismes d'échange doivent nécessairement établir une relation entre les diverses variétés de marchandises à partir d'une mesure commune et d'un étalon indiscutable. Les marchandises s'échangent entre elles par rapport à un équivalent général, franc, dollar, livre, mark, papier-monnaie, effets de commerce qui, en tant que moyens de circulation, ne peuvent avoir une stabilité qu'exprimée dans une quantité d'or déterminée, seul étalon stable.

### Qu'exprime la crise monétaire ?

La crise monétaire est l'expression des contradictions fondamentales dans les rapports sociaux bourgeois. Ce n'est pas la circulation monétaire qui détermine la circulation des marchandises. C'est l'inverse. L'inflation a son origine dans la tentative sans issue de substituer un marché artificiel à une demande de marchandises qui correspondrait au niveau des forces productives, mais que les rapports sociaux bourgeois ne

permettent pas. La crise monétaire exprime sous une forme déterminée la « solution » (destruction des forces productives) que l'impérialisme, étant donné son incapacité à élargir ses marchés, apporte au problème du réajustement de l'offre et de la demande.

Une première — et toute simple — conclusion s'impose : le mécanisme d'échanges des marchandises ne peut fonctionner que dans la mesure où les marchandises produites sont vendues sur le marché. S'il ne peut les absorber, le mécanisme se fausse, se bloque. TEL EST LE CAS.

Les difficultés d'écoulement des marchandises et leur expression dans le domaine monétaire révèlent la révolte des forces productives, étouffant dans le cadre suranné des barrières des États nationaux et de la propriété privée des moyens de production.

Les moyens utilisés par le capital et l'Etat bourgeois pour tenter d'échapper aux conséquences de ces difficultés sont limités. Soit la guerre (où, par la force, des bourgeoisies s'ouvrent des marchés que d'autres bourgeoisies se réservaient), soit la crise.

Structuré sur le régime de la propriété privée, le marché mondial est nécessairement borné. Mais si les capitalistes et les hommes politiques de la bourgeoisie veulent éviter la crise, il leur faut, dans la mesure où les conditions politiques d'une troisième guerre mondiale ne sont pas réunies, tenter de préserver la marche de l'économie par d'autres moyens.

Les dépenses d'armement créent un marché artificiel qui, pour un temps, stimule et soutient l'activité de l'ensemble de l'économie. Mais l'incidence des dépenses d'armement sur l'économie trouve rapidement ses propres limites. Ces dépenses ne font que retarder l'échéance inscrite dans les contradictions sans issue entre le niveau atteint par les forces productives et les limites objectives du marché. Plus encore, elles aboutissent à créer une masse croissante de capitaux fictifs qui ne peuvent être dirigés vers des « investissements productifs », dont la destination finale est de créer une masse croissante de marchandises que le marché ne peut absorber. Parce que capitaux fictifs, ils ne peuvent être, comme l'or, thésaurisés. Telle est une des principales sources de l'augmentation constante de capitaux « flottants » qui sont de moins en moins investis dans l'économie et qui, de plus en plus, ne peuvent être « rémunérés » que par la spéculation.

An circuit normal du capital (investissements dans l'économie) s'ajoute un circuit spéculatif qui, né des contradictions « naturelles » de l'impérialisme, se surajoute à celles-ci et accentue à l'extrême l'ensemble des antagonismes propres au système capitaliste.

La fin de la Seconde Guerre mondiale, en consacrant l'impérialisme U.S. comme la force dominante, consacre le dollar comme unité de compte internationale équivalent à l'or (GOLD EXCHANGE STANDARD). Alors que la zone franc et la zone sterling, limitées aux empires, se rétrécissent, la zone dollar qui s'étend à l'échelle mondiale repousse le domaine particulier des impérialismes anglais et français. Le système a fonctionné à peu près correctement, tant que les pays dont l'économie avait été dévastée par la guerre s'adressaient aux U.S.A., fournisseur principal de marchandises et de capitaux.

(1) Le présent document est reproduit par « La Vérité », du texte paru dans « Informations Ouvrières » n°s 410 et 411, en tant que projet de rapport soumis au Comité national de l'Alliance ouvrière des 14 et 15 décembre 1968, projet qui a été ensuite adopté par cette réunion. Le précédent rapport, adopté par le Comité national des 14 et 15 septembre, a été publié par « I.O. » ronéoté au début de septembre 1968. (N.D.L.R.)

Tout le monde acceptait alors, sans trop protester, le dollar comme unité de compte que l'impérialisme U.S. avait imposé, non sans quelque profit pour lui. Mais, à partir du moment où l'Europe a été reconstruite et où elle s'est affirmée sur le marché international, les difficultés ont commencé. La crise menaçant (récession en 1949), la guerre de Corée a ouvert le passage vers l'économie d'armement. L'injection croissante de crédits militaires dans l'économie américaine a repoussé l'échéance dans les conditions que nous avons analysées.

## La concurrence s'intensifie

Mais la concurrence entre les divers pays sur le marché international s'est faite de plus en plus âpre, chacun s'efforçant de conquérir une place plus importante au détriment des autres. La contradiction fondamentale du système de l'impérialisme s'est traduit dans la stagnation relative du commerce

international avec son corollaire : déséquilibre des balances des paiements. Toutes les monnaies ont commencé à trébucher, y compris le dollar. Les convulsions du système monétaire ont été considérablement aggravées par la pression d'énormes « capitaux flottants », jetés sur le marché des capitaux comme masse de spéculation. Les conflits sont devenus plus aigus entre les impérialismes.

La discussion sur la réforme du système monétaire, le rôle du dollar, le retour à l'étalon or ne traduisent pas autre chose que cette simple constatation : *chacun des pays s'efforce de faire retomber sur les autres le poids de ses difficultés*. L'impérialisme U.S., le plus fort, en refusant de dévaluer le dollar, entend transférer sur les impérialismes secondaires tout le poids de ses propres difficultés. Seul le rapport des forces tranche en ce domaine comme en tout autre. Dans la « bataille » entre le franc et le dollar, le rapport des forces a tranché. L'impérialisme français a mis les pouces. Ce qui ne signifie nullement la fin des difficultés.

## II. - La grève générale de Mai-Juin

La grève générale de mai-juin 68 a révélé aux cercles dominants de l'impérialisme français qu'atteindre à la « compétitivité » internationale de l'économie française ne pouvait se faire à travers un conflit économique et politique direct avec l'impérialisme U.S.

Ce que de Gaulle prétendait réaliser et qu'indiquaient les objectifs économiques et financiers du V<sup>e</sup> Plan, la tentative de forger les moyens d'une résistance accrue de l'impérialisme français face à ses rivaux, n'a pas été atteint. En fait, le retard de l'économie française par rapport aux U.S.A., à l'Angleterre, à l'Allemagne s'est accentué. Toutes les mesures prises pour donner à l'économie française la « dimension internationale » ont non seulement échoué mais ont avivé à l'extrême toutes les tensions entre toutes les classes de la société et, avant tout, entre la bourgeoisie et le prolétariat.

C'est ainsi que le Plan Giscard d'ESTAING, premier plan d'austérité et d'aide massive aux capitalistes, dont le but était de dégager les capitaux pour les « investissements productifs », s'est soldé par une croissance considérable des capitaux fictifs mis à la disposition de la spéculation et une stagnation, sinon une baisse, des investissements productifs.

Comme nous l'avons vu, il n'y a là aucun mystère. Les « investissements productifs » jetteraient une masse de marchandises accrues sur le marché alors que sa capacité d'absorption ne peut être étendue. Les capitaux se détournent dès lors nécessairement vers la spéculation. Mais le profit reste le moteur et l'ultime raison d'être du capitalisme. Pour le capitaliste, l'origine du profit n'a aucune importance. C'est sa matérialité qui compte, il doit, sous une forme ou sous une autre, être réalisé. La source ultime du profit, c'est la plus-value. Tous les moyens de l'Etat bourgeois sont, dès lors, mis en œuvre pour transférer dans le profit le capital investi dans les salaires.

Pour rester sur le terrain de la concurrence internationale, il n'est d'autre méthode que de diminuer les prix de revient. Cela ne peut se faire que par deux méthodes : soit par des investissements accrus (mais nous avons vu que cette méthode-ci se heurte à la limite objective du marché), soit par la surexploitation absolue, en diminuant directement la part du capital engagée dans les salaires. *Cette dernière méthode comporte pour les capitalistes un avantage certain, elle n'accroît pas les capacités de production, déjà supérieures à la capacité du marché.*

Le plan Giscard d'ESTAING a eu comme conséquence une diminution absolue du pouvoir d'achat et du niveau de vie des masses (chômage, etc.), déjà abaissés par la dévaluation du franc décidée par de Gaulle en 1958. M. A. ROUX, vice-président

du C.N.P.F., a été obligé de constater, en juillet 1968, que le niveau des salaires, qui était plus élevé en France que dans les autres pays du Marché commun en 1958, était le plus bas en 1968. Cependant, en dernière analyse, la part relative de la France dans le commerce international n'a cessé de décroître. Par ses propres forces, malgré l'aide de l'Etat, le plan d'austérité de Giscard d'ESTAING, les dégrèvements d'impôts, etc. (les impôts sur les sociétés ne cessent de diminuer tandis que l'impôt sur les revenus (salaires) ne cesse de croître depuis 1958), le capitalisme français perd pied sur le terrain de la concurrence internationale.

### Les "solutions" de la bourgeoisie

La bourgeoisie exige une relance de l'économie sous une autre forme : baisse des taux de crédit, financement direct par le budget, et tout l'arsenal des mesures inflationnistes, qui concourent, comme les dispositions déflationnistes et pour les mêmes raisons, à mettre à la disposition de la spéculation des capitaux fictifs de plus en plus importants. C'est ainsi que les mesures de circonstances prises par Giscard d'ESTAING entraînent l'application d'autres mesures circonstancielles, contradictoires, qui amènent au même résultat. Moins que jamais la bourgeoisie est capable de contrôler les processus économiques qui s'imposent à elle comme des forces aveugles, désorientant les plus expérimentés des dirigeants du capital financier qui, tel M. P.P. SCHWEITZER, directeur du Fonds monétaire international, selon le « SUNDAY TIMES » (24/11/68), a déclaré, il y a six semaines, à la réunion du F.M.I. à WASHINGTON : « *Aujourd'hui la crise monétaire internationale est plus éloignée qu'elle ne l'a été depuis des années* ».

Oui, la caractérisation que LENINE formulait de l'impérialisme reste vraie : « *L'IMPERIALISME, C'EST LE CAPITALISME ARRIVE A UN STADE DE PUTREFACTION* ».

La décadence de l'économie sous la domination du capital entraînant la décadence de la société, les plus forts imposent aux plus faibles une décadence plus accentuée. L'Allemagne à la France, les U.S.A. à l'Allemagne, à l'Angleterre et à tous les autres pays. Les classes dominantes dans chaque pays aux classes exploitées.

La décadence du système entraîne à la déchéance toutes les couches de travailleurs. La grève générale de mai-juin 1968

exprime le refus, non seulement du prolétariat français, mais également du prolétariat international, d'accepter la déchéance. *Des millions et des millions de femmes, de jeunes, de travailleurs de toutes catégories (cadres, techniciens, ouvriers, employés, fonctionnaires) ne peuvent accepter sans réagir le sort qu'on veut leur imposer.*

Pour le système capitaliste en putréfaction, il y a trop d'ou-

vriers dans les usines, trop de jeunes dans les facultés et les écoles, trop d'employés dans les bureaux, trop de petits paysans et d'ouvriers agricoles travaillant la terre, trop de cadres et techniciens dans les bureaux et les laboratoires, *en un mot trop d'humanité pour l'humanité dominée par le Capital.*

*La grève générale de mai-juin 1968 a constitué une formidable réponse du prolétariat et de la jeunesse au Capital.*

### III. - La situation politique

Il est maintenant établi que ce sont les capitaux français qui ont constitué la partie relative la plus importante des sommes mises en jeu par la spéculation. Plus de 3 milliards de dollars sont entrés en Allemagne du 1<sup>er</sup> au 22 novembre, et, dans ce total, les capitaux français représentent 1 milliard, les deux autres provenant des U.S.A., d'Angleterre, de Suisse et d'Autriche.

C'est ainsi que la bourgeoisie française a joué à fond contre le franc. Ce fait a une importance considérable qu'il faut analyser.

En 1958, la crise de la bourgeoisie française, placée devant la nécessité de liquider son empire colonial, menaçait d'effondrement son appareil d'Etat. Toutes les forces politiques qui se situent dans le cadre de la préservation de la domination de la bourgeoisie se sont unies sous une forme ou une autre pour donner à de Gaulle la possibilité de prendre le pouvoir légalement. Aucune organisation, en dehors de la Fédération de l'Education nationale, n'a préconisé à cette époque la grève générale contre la montée au pouvoir de De Gaulle, qui, par les «voies parlementaires» s'est vu accorder l'investiture le 2 juin 1958. *Ainsi, et ce n'est ni la première ni la dernière fois, une majorité parlementaire élue à gauche a donné le pouvoir à la droite.*

La fonction de De Gaulle était de reconstruire l'Etat bourgeois, menacé de dislocation. Mais, pour atteindre cet objectif, de Gaulle devait, préalablement, mettre fin à la guerre d'Algérie, qui était à l'origine de la désintégration de l'appareil d'Etat. Pour cela, de Gaulle dut s'appuyer sur les organisations ouvrières. Il ne put imposer la solution conforme aux intérêts généraux de la bourgeoisie qu'en accentuant la cassure de l'appareil d'Etat, en particulier dans l'armée et la police. Ce n'est qu'alors que de Gaulle se retourna contre la classe ouvrière, dans le but de réunifier toutes les forces éparses de l'appareil d'Etat bourgeois.

#### La grève des mineurs

*En réquisitionnant les mineurs en 1963, de Gaulle cherchait à défaire d'un seul coup la classe ouvrière et ses organisations. La formidable riposte des mineurs le contraignit à reculer.*

Dans ce contexte, il fallait pour de Gaulle forger les conditions politiques préalables à l'offensive anti-ouvrière. Les structures de la participation furent mises en place, des modifications apportées à la Constitution afin de rendre l'exécutif totalement indépendant des formes parlementaires de la domination de la bourgeoisie. Le premier plan d'austérité de Giscard d'Estaing et l'ensemble de ces mesures furent pris dans le cadre «parlementaire», avec la collaboration des appareils syndicaux. Le fait que de Gaulle, pour parfaire la forme bonapartiste de l'Etat, était contraint de s'appuyer sur les appareils ouvriers a une importance capitale.

En effet, la nécessité de s'appuyer sur les organisations ouvrières entraînait le maintien, relatif certes, de leur indépendance, particulièrement de celle des syndicats. Ainsi on allait vers l'intégration des syndicats à l'Etat, qui s'opérait avec l'appui des appareils syndicaux, mais qui ne put aller jusqu'à

ses conséquences ultimes : la destruction des organisations ; cette situation laissait pour un temps à la classe ouvrière son cadre élémentaire de mobilisation.

Pour résister à l'exploitation quotidienne renforcée, les travailleurs utilisaient les syndicats. Les compromissions des dirigeants syndicaux entraînaient en contradiction avec le fait que les travailleurs, dans leur résistance à l'exploitation patronale, continuaient à utiliser leurs organisations de classe. C'est ainsi que s'est préparée la gigantesque explosion de mai-juin 1968. Les travailleurs ont commencé à faire passer leur lutte par le canal des syndicats, lesquels, du fait de la politique bourgeoise des directions, constituaient un cadre extrêmement étroit qui ne pouvait qu'exploser sous la pression de la lutte des classes.

*C'est ainsi que, brutalement, toutes les contradictions du système capitaliste et toutes les contradictions internes aux organisations ouvrières mirent à nu l'enjeu de toute lutte de classes véritable : L'ETAT BOURGEOIS.*

Le bonapartisme est une forme de domination de la bourgeoisie qui correspond à une situation où les antagonismes sociaux, tant à l'intérieur des classes qu'entre les classes ne peuvent plus être conciliés dans le cadre de la démocratie bourgeoise. Toutes les contradictions doivent être réglées par l'appareil d'Etat, qui, au lieu de fonctionner en apparence comme «organe» neutre de «conciliation» entre les classes, se charge directement de toutes les solutions et concentre tous les pouvoirs entre les mains d'un homme.

Ce système ne peut fonctionner que si les solutions du bonapartisme sont à même d'assurer une défense véritable des intérêts généraux de la classe bourgeoise. Mais les intérêts généraux de la classe bourgeoise ne sont que le produit d'intérêts particuliers et antagoniques de bourgeois et de couches de la bourgeoisie. Les solutions qu'impose le système bonapartiste sont nécessairement celles qui correspondent aux intérêts de la couche la plus concentrée du capital financier, qui impose sa loi à toutes les autres catégories, couches, classes de la société. A partir du moment où le système bonapartiste ne peut plus faire accepter ses solutions, celles-ci apparaissent à toutes les classes de la société comme le produit de l'arbitraire que refusent d'accepter, non seulement les classes exploitées, mais également les différentes catégories de la bourgeoisie elle-même. De cette analyse il découle :

1° *Que la forme spécifique de bonapartisme qu'a représenté le gaullisme, de 1958 à 1968, a été frappée à mort par la grève générale ;*

2° *Que, sauvée une nouvelle fois par la capitulation des appareils ouvriers, la bourgeoisie française, bien que n'ayant pas encore de solution de rechange à de Gaulle, n'accepte plus les solutions que celui-ci lui propose.*

#### Une nouvelle étape

La bourgeoisie, comme classe, a décidé d'imposer à de Gaulle ce qu'elle estime, elle, conforme à ses intérêts. Il suffit de relire les articles parus dans la presse bourgeoise ces dernières semaines pour mesurer l'exactitude de cette appréciation. En quelques jours, les lucides journalistes, ceux du «Monde» et



des autres journaux capitalistes, passent de la critique la plus « virulente » du régime à l'éloge sans vergogne de De Gaulle. Rarement les serviteurs du Capital ont manifesté une telle veulerie — à l'image de la bassesse de la bourgeoisie française elle-même. Il est bien évident que ce nouveau cours est lui-même contradictoire, et s'inscrit dans le cadre d'un raffermissement décisif des formes dictatoriales de domination de classe de la bourgeoisie.

C'est ainsi que de Gaulle, bien que continuant à s'appuyer sur les appareils, dans la grève générale et immédiatement après celle-ci, n'a pu rassembler la classe bourgeoise dans son ensemble qu'en lui ouvrant, le 30 juin (élections), la perspective d'un écrasement de la classe ouvrière. Mais, si la grève générale n'a pas abouti, la classe ouvrière n'a pas été écrasée. Ses forces sont intactes et c'est pourquoi la politique de De Gaulle, dans les mois qui ont précédé la crise monétaire, a visé à ne pas affronter les masses laborieuses et la jeunesse. C'est là toute la signification qu'il faut donner à la politique d'Edgar Faure et aux mesures inflationnistes inscrites dans le budget.

A l'intérieur même de cette politique, de Gaulle s'efforce de regrouper l'appareil d'Etat de la bourgeoisie autour de son

expression la plus concentrée : la police et l'armée. La crise monétaire a manifesté le plus clairement qu'il soit la volonté de la bourgeoisie d'en finir avec la contradiction interne du gaullisme. Celle-ci ne s'explique que par les hésitations que de Gaulle manifeste devant la nécessité d'en finir rapidement avec la classe ouvrière et ses organisations. Mais la bourgeoisie française ne peut assurer la stabilité de son système d'exploitation qu'en garantissant la stabilité politique de sa domination.

Pour éviter d'affronter la classe ouvrière, il faut faire à celle-ci et à ses organisations des concessions économiques et politiques insupportables économiquement et politiquement pour la bourgeoisie française. En dépit de ses craintes devant les réactions de la classe ouvrière, la bourgeoisie française a décidé que toutes les mesures économiques et politiques doivent être rapidement prises pour détruire la cohésion politique de la classe ouvrière, étape indispensable à la « remise en ordre » des conditions d'exploitation. La spéculation sur le franc a exprimé les exigences de la bourgeoisie française adressées à de Gaulle : en finir avec la classe ouvrière. De Gaulle, représentant de la bourgeoisie, s'est aligné devant cette pression.

## IV. - Problèmes du Mouvement ouvrier

La situation mondiale dans son ensemble peut être caractérisée comme une situation d'équilibre. La lutte de classes à l'échelle internationale, depuis des années, n'a abouti pas. Aucune des classes fondamentales n'a réussi à arracher un résultat décisif depuis la victoire de la révolution chinoise. Sous cet équilibre, profondément instable, les forces aveugles de la désintégration de toute la société bourgeoise poursuivent leur marche. La crise du système monétaire international n'a pas d'autre explication que la profonde décadence du système de production capitaliste. La guerre du Vietnam révèle combien ni l'une ni l'autre des classes fondamentales ne pourront arriver à un résultat décisif sans poser le sort de l'humanité comme son enjeu immédiat. Les ouvriers et paysans vietnamiens, en dépit de leur héroïsme qui n'a pu déboucher sur le terrain international, n'ont pu vaincre. En même temps, l'impérialisme américain, qui s'est interdit, au moins pour un temps, d'attaquer la Chine populaire n'a également pu défaire sur le terrain la révolution ouvrière au Vietnam. A l'échelle internationale comme dans chacun des pays, l'équilibre entre la révolution et la contre-révolution est la caractéristique dominante de la situation.

En Grèce, les colonels ont remporté la victoire, mais le mouvement des masses ouvrières et paysannes n'est pas écrasé. En Espagne, en Amérique latine et ailleurs, sous une forme ou une autre, le problème se pose en termes identiques.

Dans les pays capitalistes avancés également : en Angleterre, le gouvernement travailliste cherche à imposer et la politique des revenus et la restriction des droits et libertés arrachés par la classe ouvrière anglaise depuis plus d'un siècle. La résistance de la classe ouvrière n'a pas permis au gouvernement travailliste d'aboutir.

En Italie, la démocratie bourgeoise se débat dans d'insolubles contradictions et l'irruption des masses sur la scène politique jette bas les laborieux échafaudages parlementaires.

Toutes les forces de conservation sociale, la bourgeoisie et les appareils ouvriers attachés à la préservation du système de domination de classe de la bourgeoisie, sont entraînées dans la crise générale. La bureaucratie stalinienne, qui tente d'échapper aux problèmes en cherchant à sceller un accord avec l'impérialisme mondial, y est également entraînée.

L'équilibre des forces internationales entre le prolétariat et la bourgeoisie s'exprime également en U.R.S.S. et dans les

pays contrôlés par le Kremlin. L'intervention des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie a été décidée pour écraser la révolution politique qui se développait dans ce pays. La fermeté révolutionnaire des masses ouvrières, entraînant dans leur sillage la paysannerie et les intellectuels, a contraint la bureaucratie du Kremlin à reculer, tandis que le prolétariat tchécoslovaque a été également obligé de stopper sa marche vers les conseils ouvriers. En Tchécoslovaquie, comme ailleurs, le dénouement de la situation se situera sur la scène internationale. *Equilibre instable, certes, qui ne saurait durer mais qui dure.*

### Une claire alternative

Les classes en présence doivent, sous une forme ou sous une autre, dans des délais qu'on ne saurait déterminer, en arriver à l'affrontement dans tous les pays et à l'échelle internationale. En France, la situation est nouée par la grève générale de mai-juin 1968 dont le déclenchement a montré l'impasse totale de la bourgeoisie et dont l'issue a révélé l'insuffisante conscience des masses. *Ce qui est inscrit dans la situation, après la grève générale, c'est, soit l'écrasement des masses laborieuses, soit la marche en avant de la révolution dans ce pays.*

A chaque pas, la bourgeoisie trébuche devant cet équilibre des forces. Les 23 et 30 juin, derrière de Gaulle, la bourgeoisie se rassemble sur une orientation qui, ouvertement, affirme comme objectif premier l'attaque frontale et directe contre la classe ouvrière et ses organisations. Après le 30 juin, et jusqu'au dénouement provisoire de la crise monétaire avec le discours de De Gaulle du 24 novembre, l'Etat bourgeois évite d'affronter directement la classe ouvrière et la jeunesse.

Le 24 novembre, de Gaulle indique clairement sa volonté de passer à l'attaque immédiate. Le mouvement de chez Renault, le meeting dans l'île Seguin et le défilé sont « acceptés » par de Gaulle, bien qu'il ait formellement indiqué dans son discours sa volonté de ne plus tolérer les grèves ni les manifestations. *Cela ne saurait durer et cela dure.*

La bourgeoisie doit affronter la classe ouvrière. Elle tente de regrouper ses forces, elle renforce tous ses moyens de répression en vue du combat. D'un autre côté, les appareils du mou-

vement ouvrier continuent sur la ligne de collaboration avec la bourgeoisie et son Etat. Se refusant à poser le problème de la nature de l'Etat, qui ne s'identifie pas avec la « nature du pouvoir gaulliste », comme nous le verrons, les dirigeants bureaucratiques de la classe ouvrière sont confrontés avec les besoins et les nécessités d'une politique de résistance de la classe ouvrière aux menées de la bourgeoisie. Les mesures inscrites dans le plan d'austérité ne sauraient être réalisées sans que la classe ouvrière française soit écrasée, entraînant dans sa défaite les organisations ouvrières et les appareils qui les contrôlent.

## Les appareils en crise

Sur ce terrain également, l'équilibre, qui est la marque principale de la situation, s'exprime. L'appareil, en équilibre entre la bourgeoisie et le prolétariat, l'est également à l'intérieur même de la classe ouvrière. L'appareil ne tire sa force et ne peut préserver sa position que dans la mesure où il apparaît comme dirigeant la résistance de la classe ouvrière contre le capital et l'Etat. L'appareil ne peut conserver sa position face à la bourgeoisie que dans la mesure où il contrôle la lutte de classe dans le cadre de la préservation du système de l'ordre bourgeois. Les contradictions de l'ensemble de la situation mondiale s'intègrent totalement à l'intérieur des organisations.

*La grève générale de mai-juin 1968 a révélé à toutes les classes de la nation, à la bourgeoisie comme au prolétariat, la force et la capacité du prolétariat à résoudre par ses moyens de classe la crise de la société française.*

La bourgeoisie a dû payer cher pour que les appareils puissent liquider les implications révolutionnaires du mouvement des masses. Les appareils ont dû révéler leur nature profonde face aux couches les plus larges de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Les résultats des élections du 30 juin ont anéanti dans la conscience de centaines de milliers de travailleurs et de jeunes la perspective des voies parlementaires vers le socialisme. L'appareil, qui s'est trouvé profondément ébranlé face aux masses et aux militants, a été encore plus fortement secoué par l'intervention des armées du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. C'est ainsi que des rapports entièrement nouveaux commencent à se dessiner entre l'appareil lui-même, profondément secoué, et les militants et la classe ouvrière. *La perspective qui s'ouvre aujourd'hui est celle d'un déblocage de la lutte de classe en France en raison même de la crise d'un appareil qui, depuis plus de 30 ans, bloquait la lutte de classe.*

## LE FRONT UNIQUE OUVRIER

Nous l'avons signalé dans les lignes qui précèdent : l'enjeu fondamental de la lutte de classe, c'est l'Etat bourgeois. Il est indispensable de préciser. Toute la politique des grandes organisations traditionnelles est orientée sur le « combat » contre le pouvoir gaulliste. Constatons que, dans les jours qui ont précédé le 30 mai, les dirigeants du P.C.F., de la C.G.T., de la S.F.I.O., de F.O., de la C.F.D.T., alors que la grève générale pouvait balayer de Gaulle, alors que toute une fraction de la bourgeoisie, y compris Pompidou et autres Beuve-Méry, s'apprétaient à larguer de Gaulle, n'ont pas hésité à apporter au « chef de l'Etat » le soutien le plus consistant en acceptant de participer aux élections.

## L'enjeu de toute lutte politique

La politique globale de la bourgeoisie face au prolétariat n'est pas déterminée fondamentalement par le caractère politique de son régime, mais par la préservation de son appareil d'Etat. La forme de celui-ci, aussi important soit-il pour la lutte de classe du prolétariat, est secondaire pour la bourgeoisie. *Elle n'a hésité que très peu en 1958 à liquider la démocratie*

*parlementaire bourgeoise pour passer à la forme bonapartiste gaulliste. Elle hésitera assez peu, lorsqu'il s'agira de préserver la réalité de sa domination, à liquider de Gaulle pour passer aussi bien à la dictature militaire directe (avec ou sans de Gaulle) ou à la démocratie parlementaire bourgeoise.*

*L'essentiel est que l'appareil d'Etat de la bourgeoisie reste debout. Lorsque les dirigeants de la classe ouvrière confondent volontairement pouvoir gaulliste et pouvoir tout court, ils ne cherchent qu'à maintenir le lien les unissant à la bourgeoisie, qui ne peut préserver sa domination, dans le cadre de la situation mondiale actuelle, qu'en écrasant les masses. Les masses laborieuses et la jeunesse ne peuvent échapper au chômage, à la décadence et à la déchéance qu'en refusant d'accepter une politique qui vise au maintien du système bourgeois.*

Toute revendication sérieuse de la classe ouvrière, de la jeunesse ouvrière et étudiante, des lycéens, des techniciens, des cadres ou de la paysannerie travailluse est nécessairement une revendication anti-capitaliste qui met en cause l'expression concentrée de la domination du Capital, son Etat. Toute lutte revendicative sérieuse devient donc nécessairement une lutte politique dont l'enjeu est l'Etat.

Le refus des dirigeants officiels de la classe ouvrière de placer l'Etat au centre de la lutte des masses laborieuses et de la jeunesse entre immédiatement et nécessairement en contradiction avec les aspirations des masses laborieuses, de la jeunesse et des militants. Cette contradiction, qui est la réfraction de la lutte de classes internationale, trouve son expression dans les organisations ouvrières.

Les travailleurs et les militants veulent utiliser les organisations pour les objectifs qui devraient être les leurs : défense de leurs intérêts contre le Capital et l'Etat. Les appareils qui contrôlent ces organisations dévient les luttes de résistance vers la voie sans issue de la collaboration de classe avec l'Etat bourgeois.

C'est dans la lutte des classes que cette dernière contradiction trouvera son issue. Soit que la bourgeoisie s'appuyant sur la politique de capitulation des appareils entraîne la classe ouvrière à la défaite et les organisations à la débâcle. Soit que la classe ouvrière, par son propre mouvement, utilisant ses organisations de classe, s'engage dans une contre-offensive résolue contre l'Etat bourgeois et ses alliés dans la classe ouvrière. *Toute la politique du Front Unique est inscrite comme la solution positive de cet ensemble de contradictions.* La classe ouvrière et ses militants acceptent pour une large part le contrôle des organisations pour autant qu'ils estiment que celles-ci sont indispensables à la centralisation de leur lutte face à celle de la domination de classe de la bourgeoisie, c'est-à-dire l'Etat. Le Front Unique est la réponse des révolutionnaires à cette aspiration.

## Unir les forces de la classe ouvrière

Les militants de l'ALLIANCE OUVRIERE s'adressent aux travailleurs, aux militants, à la jeunesse, et leur disent : *pour résister à l'offensive du Capital et de l'Etat, il faut unir toutes les forces de la classe ouvrière et de la jeunesse.* L'unité des forces de la classe ouvrière et de la jeunesse ne saurait être réalisée que sur des revendications et un programme anticapitaliste. Ce programme et ces revendications, la classe ouvrière et ses organisations doivent les élaborer.

Les militants de l'ALLIANCE OUVRIERE disent : l'hostilité des dirigeants de la classe ouvrière à la tenue de *CONFÉRENCES OUVRIERES DEMOCRATIQUES* à tous les échelons, de la localité, du département, nationalement, est révélatrice du fait qu'ils se refusent à rompre les liens qui les unissent à la bourgeoisie et à l'Etat, et, par là même, s'interdisent de réaliser les conditions de l'unité. Tout le programme et, pour une large part, toutes les revendications mises en avant par les dirigeants des centrales et des partis ouvriers, sont imprégnés de la volonté de ne pas engager la lutte contre le Capital et l'Etat. Ainsi, aucune perspective politique véritable n'est ouverte à la classe ouvrière et à ses militants.

Au lieu d'utiliser le discrédit dans lequel est tombé le gaullisme, impuissant à régler, même aux yeux de la bourgeoisie,

les problèmes soulevés à la société, pour promouvoir une politique et des solutions ouvrières, les dirigeants maintiennent la fiction des solutions parlementaires. C'est ainsi que, pour ne prendre qu'un exemple, les militants peuvent lire et relire le rapport de WALDECK ROCHET et le manifeste adopté par le dernier Comité central du P.C.F., *ils verront qu'aucun mot, qu'aucune ligne n'a été consacré à l'abrogation des ordonnances.* L'«oubli» n'est pas fortuit. Le parlement élu le 30 juin a ratifié les ordonnances. Il faudrait, pour obtenir l'abrogation des ordonnances, mobiliser la classe ouvrière sur son terrain de classe, en dehors et contre les «voies parlementaires vers le socialisme».

*C'est ainsi qu'une politique conséquente de Front Unique et d'unité exige que soit clairement défini l'enjeu de la lutte et la forme de gouvernement qui répondra aux aspirations de la classe ouvrière. Un tel gouvernement ne saurait être un gouvernement bourgeois car, comme les travailleurs s'en convainquent chaque jour davantage, le maintien du système bourgeois de domination s'identifie avec la misère, le chômage, la hausse des prix, la spéculation. Un tel gouvernement ne saurait être que l'émanation de la lutte de classes des travailleurs s'affirmant par le Front Unique et imposant ses solutions.*

## LA POLITIQUE DE L'ALLIANCE OUVRIERE

Il serait impensable d'estimer que, dans une situation internationale et nationale où toutes les contradictions approchent de leur dénouement, elles ne pèsent pas de tout leur poids sur la classe ouvrière, ses militants, son avant-garde.

C'est ainsi que la grève générale et les événements de Tchécoslovaquie ont dégagé une couche de travailleurs et de jeunes qui recherche des solutions en dehors de celles imposées par les appareils. La cohésion politique de cette couche de militants et de jeunes est une question de la plus haute importance. Elle ne saurait entrer en contradiction avec la maturation de la prise de conscience qui s'opère à l'intérieur des grandes organisations rassemblant ou contrôlant la majorité de la classe ouvrière.

Les militants de l'ALLIANCE OUVRIERE qui refusent d'accepter la politique des appareils n'entendent pas tourner le dos à la marche réelle de la lutte des classes. *La clé de la situation c'est le Front Unique.* L'hostilité légitime des militants et des jeunes contre l'appareil ne peut conduire au refus de la lutte pour le Front Unique. La politique sectaire qui oppose «l'unité

d'action à la base» au Front Unique à tous les échelons est une politique qui sape le développement de la lutte des classes. Qu'on l'admette ou non, c'est un fait établi, en dépit de la puissance de la grève générale de mai-juin 1968, les appareils ont pu, en l'espace d'une quinzaine de jours, entre le 30 mai et le 16 juin faire reprendre le travail à 10 millions de grévistes dans les anciennes conditions d'exploitation. Si les dirigeants officiels de la classe ouvrière ont pu réaliser un tel «tour de force», c'est qu'une majorité de la classe ouvrière continue à leur faire confiance. Certes, une confiance ébréchée, mais cependant suffisamment réelle.

## La voie du combat

*Condamner le Front Unique, c'est rejeter la grande majorité de la classe ouvrière et des militants. C'est s'interdire la lutte pour l'unité de la classe, condition indispensable de toute lutte de classe véritablement anti-capitaliste.*

C'est refuser d'ouvrir à la classe ouvrière les perspectives politiques de sa lutte de classe qui, pour être réelle et vaincre, doit se centraliser au niveau de l'Etat. C'est également renforcer la mainmise des appareils sur la classe ouvrière et les militants. Car, nul n'en peut douter, cette couche de militants qui s'est dégagée des appareils entend chercher, elle aussi, les moyens de la lutte contre la bourgeoisie et l'Etat. En condamnant le Front Unique, non seulement on livre à l'appareil la classe ouvrière et la majorité des militants, mais également ces jeunes et cestrailleurs d'avant-garde.

*Une politique révolutionnaire ne peut être fondée que sur la totalité des aspects d'une situation. Isoler l'un de ces aspects, aussi important soit-il, c'est se condamner à l'impuissance et au suivisme. A l'ensemble de cette couche d'avant-garde dont une partie se regroupe déjà dans ses rangs, l'ALLIANCE OUVRIERE dit : ce n'est pas par hasard si le refus du Front Unique ne peut aboutir qu'à renforcer la mainmise de l'appareil. Il y a un élément commun qui relie les militants et les groupes politiques aveuglés à l'appareil. Cet élément, c'est le problème de l'Etat. Les dirigeants staliniens, pour camoufler leur volonté de ne pas lutter contre l'Etat bourgeois, prétendent combattre contre «le pouvoir gaulliste». Ceux qui, aujourd'hui, comme dans la grève générale, ont bavardé sur «les pouvoirs», «pouvoir étudiant dans les Universités, pouvoir ouvrier dans les usines, pouvoir syndical dans les entreprises», etc., ceux-là ne comprenaient pas que lesdits «pouvoirs» ne sauraient être arrachés que par la destruction révolutionnaire préalable de l'Etat bourgeois.*

# NOTES DE LECTURE

Les notes de lecture que nous publions dans ce numéro de *La Vérité* ont, pour la plupart, été écrites avant la grève générale de mai-juin 1968. Diverses circonstances, notamment le zèle apostolique de Saint Marcellin, en ont retardé la publication. Certains de nos lecteurs pourront estimer que, par exemple, les considérations « sociologiques » d'un Touraine sur « la conscience ouvrière » ont subi depuis, dans les faits, une réfutation suffisamment éclatante pour qu'il soit inutile d'y revenir. Ce n'est pas notre avis. Car l'action des appareils a frustré la classe ouvrière de la victoire. Et, tant que le capitalisme ne sera pas vaincu dans le monde entier, les idéologies bourgeoises et petites-bourgeoises, le révisionnisme réapparaîtront toujours, sous des formes à peine modifiées. La grève générale n'a donc pas rendu caduque la réfutation de ces « sociologues ».

## A. TOURAINÉ

### *La conscience ouvrière*

S'il est nécessaire de parler de cet ouvrage sociologique paru aux « Editions du Seuil », ce n'est pas tant pour son intérêt propre, qu'à cause de certaines idées qu'il véhicule et qui ont été reprises par certains milieux politiques de « gauche », de Gorz à Mandel, tête de file de la prétendue IV<sup>e</sup> Internationale, en passant par Serge Mallet et le P.S.U.

L'ouvrage de M. Touraine se veut un ouvrage scientifique, sociologique, fondé sur une recherche impartiale : les statistiques et les courbes, les nombreux schémas sont là pour nous persuader que c'est un ouvrage sérieux.

Le but du livre est d'étudier « la conscience ouvrière, c'est-à-dire le système d'exigences défini par le travail lui-même, double valorisation de la créativité et du contrôle du travailleur sur ses œuvres ». Jusque-là, nous n'aurions aucune raison de nous intéresser comme militants révolutionnaires à cette question, pas plus que nous n'irions consulter une étude sur « le marché des savonnettes en milieu rural » ou « le système d'exigences défini par l'acte lui-même quant aux qualités du papier hygiénique » ; cela est l'affaire des sociologues, des spécialistes de la vente des savonnettes et du papier hygiénique.

Si M. Touraine se contentait de poser des questions, de présenter un questionnaire naïf d'attitudes et de nous faire part des résultats disant : « Quand je pose telle question, je reçois telle réponse dans X% des cas pour telle catégorie et Y% dans telle autre : je pense que les différences viennent de ceci et de cela », cela pourrait être intéressant, pour des spécialistes, de toute façon des militants ouvriers n'iraient pas mettre en cause de telles affirmations, n'ayant aucun besoin de ce genre de thermomètre pour tester l'opinion ouvrière. Une telle démarche passe à priori à côté de l'objet qu'elle veut saisir. Dans ce domaine — pas plus que dans tout autre — on ne peut séparer la connaissance de l'action : on ne peut pas « tester » la conscience ouvrière, la conscience de classe en dehors de l'action de classe, de son organisation. C'est dans l'action de classe, dans les liens que

tissent les militants avec la classe ouvrière que peut se former la connaissance du niveau de conscience du prolétariat. Autrement, en dehors de la lutte, on obtient des renseignements d'un autre ordre, une conscience ouvrière mutilée. Touraine avait prévu l'objection, il tente d'y répondre en affirmant : « A supposer même que (cette critique) soit exacte, il est clair qu'une action collective ne possède nullement la vertu magique de faire apparaître la vérité de la conscience à l'état pur ; la loyauté à l'égard d'une organisation, l'influence des dirigeants et des militants, l'emploi nécessaire dans toute action collective de mots d'ordre stratégiques empêchent de voir dans l'action organisée une simple libération de la vérité des individus. » (p. 34) Si nous comprenons ce que parler veut dire, la volonté de M. Touraine est de faire apparaître « la vérité de la conscience ouvrière à l'état pur », la « libération de la vérité des individus », les formes d'organisation de la classe étant, selon lui, externes à la classe ouvrière, des artefacts masquant « la vérité des individus ». Par là, Touraine, qui semblait vouloir trouver autre chose que du « vécu », quelque chose au delà du recueil de réponses aux questions, au delà de la simple constatation de fait, retombe dans la plus plate description phénoménale. Un ouvrier conservateur, conformiste, est aussi « vrai » qu'un ouvrier révolutionnaire, qu'un militant syndical ou politique, tout cela « existe », et il faut être de mauvaise foi et dogmatique pour dire le contraire. Le sociologue est au-dessus de ça, et il nous assène (p.17) :

*« Il serait parfaitement arbitraire de supposer que les ouvriers doivent tendre nécessairement à une pure conscience de classe et que toute autre représentation du travail et de la société n'en est qu'une forme dégradée, dont l'existence s'explique par l'influence des forces sociales et culturelles dominantes. En fait, dans une même société, au même moment, diverses catégories d'ouvriers manifestent des formes de conscience ouvrière assez diverses. »*

C'est comme M. Jourdain ou M. Jean-Paul Sartre, qui s'aperçoit qu'un cochon n'est pas une vache, que je ne suis pas mon voisin ou que lorsqu'une porte est fermée, c'est qu'elle n'est pas ouverte. Il souffle un vent des profondeurs chez nos sociologues et philosophes...

Puisque nous savons maintenant que la conscience des ouvriers ne coïncide pas avec la conscience de classe, nous pourrions laisser là M. Touraine proposer ses petits schémas et croquis pour expliquer ces divers phénomènes. Malheureusement, de ces « phénomènes », M. Touraine s'en moque. Et tout son livre est construit, au-delà des questionnaires, comme une arme contre le marxisme ; il faut absolument persuader le lecteur que « la conscience de classe se place à l'entrée de la société industrielle, qu'elle est le coup de tonnerre qui marque sa naissance » (p. 16), qu'elle n'est pas « la seule que puissent prendre les attitudes des ouvriers considérés comme porteurs du sujet historique » (p. 16), qu'on va insensiblement d'une conscience réifiée à une conscience libre, ou « lorsque le combat est mené ouvertement pour la liberté, l'appel au sujet n'est jamais la défense de l'acteur professionnel concret, du statut professionnel, il est appel non nécessairement explicite au droit et à la justice, au travail et au progrès » (p. 25). La lutte des ouvriers se civilise, on n'agit plus au nom de l'échelle mobile, mais au nom de la liberté, du droit. Que les bourgeois dorment en paix, à ce moment-là, « cette action peut être subversive, (mais) elle peut être aussi bien institutionnalisée », la C.F.D.T. et le P.S.U. s'en chargent certainement.

Nous sommes maintenant dans le vif du sujet et pouvons prêter quelque attention aux diverses monstruosité théoriques de M. Touraine.

D'abord, qu'étudie M. Touraine à travers son questionnaire ? On peut dire, grossièrement, qu'il étudie le rapport de l'ouvrier à son travail, son sujet d'étude, « le sujet historique est l'individu — ou le groupe — en tant qu'ils sont orientés normativement par les exigences attachées à l'acte de travail, exigences de création et de contrôle des instruments et des produits de cette création » (p. 16). Pour lui, « analyser la conscience ouvrière est définir un système de revendication, c'est-à-dire les plaintes formulées contre ceux qui détiennent le pouvoir ou la richesse, mais aussi la conscience de la fonction remplie par le travail ouvrier ».

Pour M. Touraine, la notion marxiste de conscience de classe serait un produit direct des exigences propres à l'acte de travail dans certaines conditions. Partant de cette idée fautive que c'est dans le cadre du travail, du rapport de l'ouvrier à son œuvre, ou de ses rapports avec son patron que se forge la conscience de classe, M. Touraine n'a pas de mal ensuite à démontrer que ces rapports changeant (passage du travail professionnel au travail organisé, mise en place de l'automation, disparition du métier au profit d'un statut socio-professionnel décrit en termes de relations dans l'entreprise, etc.), la conscience ouvrière elle-même doit changer, choses sur lesquelles il apporte un certain nombre de statistiques qui ne prouvent rien, car elles n'ont aucun rapport avec la conscience de classe.

M. Touraine, qui se permet, au début de son ouvrage, de glisser quelques remarques (qu'il veut profondes) sur Marx, qui, dans sa conclusion, tente de montrer l'opposition inconciliable entre la conception léniniste du parti et le développement social actuel, M. Touraine donc, qui s'y connaît en statistiques, mais dont le passage à l'équipe des Temps Modernes ne lui a pas permis de se familiariser avec la pensée marxiste, aurait mieux fait de lire que d'écrire. Voici ce que Kautsky écrivait à propos des révisionnistes autrichiens :

*« Beaucoup de nos critiques révisionnistes imputent à Marx cette affirmation que le développement économique et la lutte de classe, non seulement créent les conditions de la production socialiste, mais engendrent directement la conscience de sa nécessité. Et voilà que ces critiques objectent que l'Angleterre, pays au développement capitaliste le plus avancé, est la plus étrangère à cette conscience... Comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même degré que la lutte de classe du prolétariat ; autant*

*que cette dernière, il procède de la lutte contre la pauvreté et la misère des masses engendrées par le capitalisme. Mais le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre ; ils surgissent de prémices différents. »*

Produits organiques de la lutte de classe, le socialisme, le parti révolutionnaire, la conscience de classe ne sont pas identifiables à la classe. Il n'y a pas identité du mouvement spontané des masses et de la conscience révolutionnaire, encore moins identité entre la conscience du travailleur quant à son travail, les exigences qu'il a, de par sa situation de producteur parcellaire, en dehors de toute forme d'organisation de cette conscience ouvrière, comme la considère M. Touraine, et la conscience de classe. « Les indicateurs de la conscience de classe » dont il parle n'indiquent rien qui nous intéresse ; il n'y a pas identité entre conscience spontanée, conscience psychologique et conscience révolutionnaire, et si celle-ci permet le passage à celle-là, est son support, c'est par un « processus moléculaire » dans lequel intervient l'ensemble de l'expérience accumulée, l'action ouvrière spontanée, l'action collective organisée par les syndicats et les partis ouvriers, dans lequel intervient l'histoire du mouvement ouvrier et de ses organisations, tous les mécanismes enfin qui ne permettent pas, selon Touraine, qu'on saisisse « la vérité des individus ».

Se fondant uniquement sur les rapports de l'ouvrier à son travail et des exigences qui en découlent, ne tenant compte en rien des actions de classe engagées, du rapport de forces entre les classes, entre les employeurs et ouvriers de telle ou telle corporation, de l'intervention des partis et syndicats ouvriers, des formes de cristallisation de cette conscience que sont les organisations de la classe, la conscience de classe apparaît naturellement ensuite à M. Touraine comme le produit d'une situation très spécifique, due à des conditions de travail très particulières, ce qu'il appelle « la rencontre du métier, de la profession, avec la rationalisation du travail ».

Dès lors qu'il a fait ce tour de passe-passe, M. Touraine peut se permettre ensuite d'offrir des solutions, de formaliser la conscience ouvrière et d'en tirer des types. Pour notre sociologue, la conscience ouvrière doit être analysée à partir de trois éléments : principe d'identité (conscience de soi), principe d'opposition (conscience de ce qui est contre soi) et principe de totalité (cadre dans lequel s'insèrent les deux premiers). Selon que ces éléments sont présents, ensemble ou non, on obtient les combinaisons suivantes :

a) Principe d'identité (le métier), principe d'opposition (les bourgeois haïs), absence de principe de totalité : c'est la conscience prolétarienne, négative, des mineurs.

b) Absence de conscience de soi, pas de modèle valorisant à quoi s'identifier, principe d'opposition (haine de l'employeur), absence de principe de totalité (rejet de la société industrielle), c'est la conscience prolétarienne et économiste des O.S. à la chaîne de la métallurgie-fabrication, ouvriers démotivés et sans perspectives.

c) Principe d'identité (métier), principe d'opposition (le capitalisme), principe de totalité (acceptation du progrès technique et de la civilisation industrielle), c'est la conscience de classe des professionnels qui affrontent l'organisation du travail (automation), où le métier disparaît.

Avec l'évolution industrielle, le métier disparaissant, on en arrive à une quatrième combinaison, beaucoup moins explosive que la précédente, réunissant elle aussi les trois éléments. « C'est au niveau le plus élevé, à celui des décisions politiques entendues au sens large, qu'un tel principe de défense (principe d'identité) peut se définir, défense du consommateur et de la vie privée en face des pressions exercées par une politique technocratique ou stratégo-militaire de développement. » (p. 351) (Principe d'opposition aux technocrates !) Ces principes se manifestant dans le cadre de l'acceptation de la société industrielle, du progrès (principe de totalité), « il en résulte qu'au cours de l'évolution des sociétés industrielles, l'accent tend à se déplacer de la conscience vers l'action ouvrière » (p. 351), entendez vers des revendications « instrumentales », qui tendent à obtenir quelque chose et non plus des revendications qui n'étaient là que pour affirmer la classe

comme classe, vers des revendications non aliénées, de décision, de gestion, de contre-plan, de politique des revenus...

Avec un tel schéma, Touraine pourrait bien avoir des surprises : la conscience de classe, justement parce qu'elle n'est pas liée au métier, mais parce qu'elle est la prise de conscience de l'ensemble des rapports de classes, liés à la vente de la force de travail, pourrait bien se manifester y compris dans l'industrie du pétrole, ou autre branche industriellement avancée.

L'énorme travail statistique accompli par Touraine et ses collaborateurs n'est là que pour jeter de la poudre aux yeux. Rien dans le matériel fourni par les réponses aux questions posées ne permet de conclure avec Touraine que la conscience de classe est « la conscience du drame vécu par le travail ouvrier au moment où il rencontre la rationalisation et l'organisation industrielle ».

Historique, la conscience de classe du prolétariat l'est, non comme l'entend Touraine, comme liée aux avatars de l'industrialisation en régime capitaliste, mais historique au sens où le moteur de l'histoire, c'est la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, lutte pour l'expropriation des expropriateurs, et si cette prise de conscience passe organiquement par la lutte spontanée du prolétariat pour la défense du métier, contre les cadences ou autre revendication, cela ne signifie nullement qu'il y ait identité entre conscience psychologique des ouvriers et conscience de classe, leur fusion ne se réalisant au plus haut point que dans la révolution prolétarienne conduite par le parti révolutionnaire porteur de la conscience de classe, du programme révolutionnaire.

En psychologie sociale et en sociologie, comme ailleurs, on n'a jamais que les réponses qu'on mérite : à des questions sur un certain terrain, des réponses sur ce terrain. Aucune question ne saurait être un parfait indicateur de la conscience de classe. Les mineurs de Lorraine, tout aliénés qu'ils aient été par le parlementarisme bourgeois, l'ont fait savoir à de Gaulle en 1963, les travailleurs de chez Neyric à Serge Mallet, et peut-être même à Touraine.

La sociologie des « sociétés industrielles » ne saurait être une science, c'est une forme de l'idéologie bourgeoise agrémentée de statistiques qui ne sont, quant à elles, pour rien dans le rôle qu'on voudrait leur faire jouer. Elles ne disent que ce qu'on veut leur faire dire : M. Touraine en est un exemple. D'ailleurs, il le dit lui-même, quoique limitant intentionnellement la chose pour qu'on croit que pour le reste de l'ouvrage les statistiques sont avec lui, que le reste est du sûr et du sérieux, mathématiquement fondé. « Il serait incorrect de laisser croire que les réflexions qui précèdent ont été dictées par l'enquête dont ce livre présente les résultats », concède-t-il. Oui, c'est vrai : rien de tout ce qui est sérieux et fondamental pour le mouvement ouvrier dans ce livre n'a été dicté par l'enquête en question ; tout vient des élucubrations théoriques de Touraine, nullement mathématiquement fondées, mais socialement fondées par la place que la bourgeoisie accorde à M. Touraine dans son combat contre la classe ouvrière.

Le professeur Touraine culmine quand il présente l'évolution du travail industriel. Comme tous les bourgeois, qu'ils soient du P.S.U. ou d'ailleurs, il parle de société de consommation, de société industrielle, qu'il s'agisse de l'U.R.S.S. ou du Mexique, des U.S.A. ou de l'Allemagne de l'Est. L'industrialisation plane au-dessus des frontières de classe avec une grâce un peu désarmante. Pour Touraine, les choses se présentent de la manière suivante : il y a trois étapes dans la « société industrielle » : celles-ci sont déterminées par les fins que la production s'assigne.

Dans la première phase, c'est la production par produit, on fabrique en fonction du marché ; le patron privé, le capitaliste est maître à bord de l'entreprise, en même temps que la division du travail est telle que l'ouvrier a une large autonomie professionnelle.

Puis, avec le progrès technique, « à cette production par produits tend de plus en plus à se substituer un primat de l'organisation », c'est l'ère de l'introduction de l'automatisme, les organisateurs supplantent les patrons, les capitalistes, il y a autonomie et indépendance du marché, des problèmes d'organisation, « il y a soumission au moins relative de la décision économique à l'organisation ».

En dernier lieu viendrait un système « dont le développement rapide sera sans doute l'un des faits sociaux les plus importants de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, le principe de ce nouveau système est l'innovation... Ce nouveau mode de production n'incorpore plus seulement la rationalité au niveau de ses moyens, mais au niveau de ses fins. Le développement devient l'objectif directement visé, la référence au marché devenant à l'inverse de plus en plus indirecte ». (p. 45) Dans cette nouvelle étape, le pouvoir passe des mains des organisateurs à celles des chercheurs, « d'une autorité reposant sur la délégation de pouvoir à une autorité fondée sur la compétence ». Les vieux singes, à force de grimacer, finissent par croire à leurs grimaces. M. Touraine rêve-t-il d'une société où le pouvoir lui serait donné en tant que « compétence » ? Ne se contenterait-il donc plus de faire de la sociologie industrielle au service du patronat français ?

Pour Touraine, ce qui fonde toutes ses affirmations, c'est en effet un développement harmonieux des forces productives et techniques ne faisant qu'un. Pas de baisse tendancielle du taux de profit, pas de chômage chronique, nous allons vers une diminution de la misère, « au moins pour les salariés en activité », concède-t-il. Point de crise, donc, du capitalisme ; « permettez, Monsieur », dirait Touraine, « je ne sais pas ce que c'est ; je suis sociologue et non économiste ». M. Touraine est un idéaliste, les choses n'existent pour lui que pour autant qu'elles soient perçues. Il ne s'intéresse qu'à cela : le concept de lutte de classe existe puisque certains en parlent ; quant à savoir si la lutte de classe existe, si le marché mondial existe, c'est le cadet de ses soucis.

Comme Touraine se situe au ras du sol, il constate que dans l'entreprise, le patron privé est remplacé par le directeur, que celui-ci même, dans certains cas, est remplacé par des intellectuels, des chercheurs : il en conclut abusivement qu'il y a transfert du pouvoir, que le moteur de la production capitaliste n'est plus le profit. Mais son confrère en intellectualité, le doyen Zamansky, le contredirait certainement ; il ne veut pas, quant à lui, développer la recherche pour « innover », il apporte sa pierre à l'édifice du capitalisme français pour rendre l'économie compétitive, pour réaliser la plus-value dans les meilleures conditions possibles pour le capital.

Avec les schémas abstraits de développement du capitalisme que nous offre Touraine, nous tombons très bas ; ses théories réformistes sont d'une grossièreté déconcertante. Il est incompetent. Incompétent quant aux questions du mouvement ouvrier ; cela ne l'empêche pas de jeter son fiel et de nous expliquer dans sa conclusion que la conception léniniste du parti, de l'action ouvrière, est vraiment dépassée. On comprend que, selon lui, dans un pays arriéré comme la Russie, il ait fallu une telle organisation : « Plus profond est le sous-développement, et surtout plus solide est la croûte politique et sociale qui recouvre les forces populaires, plus l'action violente des révolutionnaires professionnels semble indispensable. » (p. 354) Le bon bougre prêche le « tiers-mondisme », pour tout de suite enfourcher une autre monture : l'anticommunisme.

Il est bien connu que stalinisme et bolchévisme ne font qu'un, cela traîne dans toutes les revues de la petite bourgeoisie. Touraine aura au moins retenu cette leçon de son passage à la revue « Arguments » : « L'organisation révolutionnaire, telle qu'elle a été pratiquée par les partis léninistes, est la réponse à la dépendance politique... C'est dans ces sociétés anciennes, où le "despotisme oriental" était le plus solide, que cette organisation révolutionnaire a remporté les plus grands succès. C'est dans ces situations aussi que la distance est la plus grande entre la conscience ouvrière et l'organisation révolutionnaire. La liquidation plus ou moins violente par le pouvoir révolutionnaire des mouvements sociaux indépendants et de leurs expressions intellectuelles en est une preuve tragique. » (p. 353) L'amalgame est fait : Cronstadt, Makhno, les procès de Moscou...

Heureusement, « à mesure que l'on pénètre plus profondément dans la civilisation industrielle, que le métier et le profit perdent de leur importance, se forme la nouvelle conscience ouvrière, ou à défaut une simple conscience de la stratification et des tensions qu'elle entraîne entre strates et catégories ».

A ce moment-là, « dans les sociétés en mouvement, où l'absolutisme joue un rôle plus faible, même si le pouvoir économique et social des grands propriétaires est immense, il est possible que l'initiative des transformations sociales vienne de la base davantage que du sommet » (p. 354). Heureuse époque où il n'y a plus conscience de classe, plus besoin de parti révolutionnaire : il y a identité entre la conscience des ouvriers, la conscience ouvrière immédiate et ses organisations. heureuse époque où surgit la spontanéité, la vérité des individus qui revendiquent au nom du droit et de la liberté la cogestion, le pouvoir de décision dans l'entreprise, toutes choses communes au « sociologue » Touraine, au « bon

socialiste » Mandel, et au révisionniste pabliste Germain.

S'il était indispensable de rendre compte d'un tel ouvrage, c'est parce que, dépouillé de tout le charabia pseudo-marxiste des Gorz et Mandel, il expose clairement, même si le contenu en est bien pauvre, le fondement des idées de ces derniers sur la « nouvelle classe ouvrière », sur le double pouvoir dans l'entreprise, comme de leur politique d'abandon de la défense des conquêtes du prolétariat ; ainsi, la défense du métier, la lutte contre la déqualification professionnelle est, pour le sieur Mandel, un combat d'arrière-garde, un combat sur le terrain de la lutte des classes, dirait Touraine.

A. LUCIANI.



WOLFGANG ABENDROTH

## "Histoire du Mouvement Ouvrier en Europe"

(Edition : FM/ Petite collection MASPERO)

### I. — BUT ET MÉTHODE DE L'OUVRAGE

Paru en 1965 en Allemagne, et récemment traduit en français, ce livre de 170 pages se présente comme une esquisse du mouvement ouvrier européen. Dans les deux premières pages, Abendroth indique sa méthode de travail, son présupposé politique. Il explique que : « Les principes (des révolutions bourgeoises) sont devenus pour tous les groupes sociaux la base naturelle de leur organisation politique... Le mouvement ouvrier a transposé sur le plan des structures sociales ces principes. » (p. 5.)

Ainsi le mouvement ouvrier n'exprime pas le combat d'une classe contre une autre, mais la lutte pour la réalisation de principes dont la bourgeoisie a eu connaissance la première. Il ne saurait y avoir logiquement, d'antagonisme fondamental entre ceux qui se réclament des mêmes principes ! D'ailleurs, ces principes nous permettent de comprendre que « les révolutions qui se font actuellement hors d'Europe essayent de mettre en œuvre des idées qui ont eu leur origine dans le mouvement ouvrier européen » (p. 6). (Tout ce qui sera souligné dans les citations de Abendroth le sera par nous.)

Pour Abendroth, il n'existe pas d'antagonismes de classe, mais seulement des idées dont la réalisation provoque parfois des violences. La conscience de classe, alors, qui ne peut être hostilité radicale au système d'exploitation capitaliste, se confond forcément avec la conscience morale. Puisque la religion est le dépositaire du plus haut degré de conscience morale, on s'explique pourquoi « le mouvement syndical chrétien réclame maintenant comme la C.G.T. des réformes socialistes et représente consciemment des intérêts de classe » (p. 161). L'auteur se réjouit que cette conscience de classe ne soit pas morte chez les travailleurs (p. 162), et propose en conséquence comme perspective au mouvement ouvrier : « d'introduire dans les Etats hautement industrialisés une organisation plus rationnelle de la société... et surtout, par sa victoire, réduire considérablement les risques d'une guerre atomique » (p. 167).

Il n'est pas du tout question d'éliminer le système capitaliste par la lutte de classe, la prise du pouvoir et la dictature du prolétariat, mais il s'agit de rendre ce système plus rationnel et moins dangereux ! Telle est la démonstration à faire, l'enjeu de ce livre.

Nous ne doutons pas de l'importance de ce débat actuellement, alors que partout dans le monde le capitalisme concentre son pouvoir administratif, policier, militaire pour faire face à la crise profonde que la dévaluation de la Livre fait pressentir, et surexploiter les travailleurs. Il est nécessaire, en effet, pour les capitalistes, que les travailleurs croient possible de passer au socialisme par des voies pacifiques : il faut désagréger leur conscience de classe pour qu'ils n'arrivent pas à s'organiser en parti révolutionnaire. Et Abendroth prétend appuyer sa démonstration sur les expériences du mouvement ouvrier ! Mais ce petit livre qu'il a lui-même écrit est un réquisitoire sans appel des thèses qu'il défend : c'est cela même que nous allons montrer.

Toute la théorie de Abendroth découle logiquement de ce postulat fondamental : l'histoire des hommes est celle de la lutte des idées et non celle de la lutte des classes. C'est là le terrain nourricier — et le seul possible — de toutes les justifications idéologiques possibles du capitalisme.

Cette théorie entraîne comme première conséquence la négation de l'unité de la lutte des classes à l'échelle mondiale, se fondant sur l'exploitation des travailleurs, par l'intermédiaire du marché capitaliste, c'est-à-dire : des trusts, monopoles, cartels — industriels et financiers — internationaux, qui dominent ce marché mondial. Cette négation de l'unité de la lutte des classes permet d'expliquer : « L'internationale (en 1890) ne prit pas conscience du hiatus qu'il y avait entre sa réalité limitée à l'Europe, et son exigence d'universalité » (p. 56).

Cela étant posé, Abendroth peut affirmer la particularité des situations de chaque mouvement révolutionnaire, et l'impossibilité pour une internationale d'avoir prise sur la réalité pour unifier et coordonner les luttes. Il faut parler ici de la théorie de la révolution permanente vue par Abendroth : « C'est la possibilité, dans un pays industriellement arriéré comme la Russie, de maintenir jusqu'à la victoire du mouvement ouvrier le combat révolutionnaire pour la démocratie et de l'engager sur les voies de la révolution socialiste » (p. 71). L'astuce ici est de sous-entendre la possibilité du socialisme dans un seul pays, en attendant qu'il fasse tache d'huile ailleurs. Et cela sous-entend à son tour que les théories de Staline sont directement issues de celles des bolchéviks,

ce qui est effectivement affirmé par la suite. Cela revient à affirmer la légitimité du stalinisme.

Voici maintenant la révolution permanente telle que la définit Trotsky : « La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales. Une des causes essentielles de la crise de la société bourgeoise vient de ce que les forces productives qu'elle a créées tendent à sortir du cadre de l'état national. D'où les guerres impérialistes d'une part, et l'utopie des Etats-Unis bourgeois d'Europe d'autre part. La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. Ainsi, la révolution socialiste devient permanente au sens nouveau et le plus large du terme : elle ne s'achève que dans le triomphe définitif de la nouvelle société sur toute notre planète. » (De la Révolution, p. 366, Editions de Minuit.)

Selon Abendroth, si les mouvements révolutionnaires européens ont échoué, c'est que les bolchéviks, égarés par leur croyance en l'unité de la lutte des classes « reportaient sans plus approfondir sur la situation des pays industrialisés leur propre expérience » (p. 85), et c'est ce qui explique l'échec de la révolution allemande de 1921 voulue par la tête et ne correspondant en rien aux intérêts des travailleurs : « La fermeté du Parti ne pouvait remplacer la volonté d'agir spontanée des travailleurs » (p. 86). On sait que ceci est un mensonge, que les masses entre 21 et 23 en Allemagne ont mené des luttes politiques spontanées à un très haut niveau, mais, précisément, elles n'avaient pas de parti révolutionnaire qui aurait pu donner le coup de grâce au capitalisme en Allemagne.

Donc les bases économiques et politiques (le marché mondial capitaliste) permettant le succès d'une internationale n'existent pas selon Abendroth.

On pourrait parler des autres conséquences du postulat idéaliste de Abendroth, par exemple celle concernant sa conception de l'Etat au-dessus des classes, et pouvant, grâce aux libertés démocratiques (droit de vote), « ne pas servir abusivement les intérêts d'une minorité » (p. 11). Mais par ailleurs il écrit : « Il était inévitable (en 1914) que la concurrence entre les classes capitalistes des grandes nations industrielles d'Europe s'accroît jusqu'à devenir un conflit politique et militaire entre les Etats représentants ces classes » (p. 57). L'Etat est-il au-dessus des intérêts de classe ou représente-t-il les intérêts d'une classe ? Abendroth préfère ne pas choisir. Les préjugés du lecteur l'entraîneront sans qu'il s'en aperçoive à adopter la première solution. Abendroth, en parlant aussi de la seconde, aura peut-être le mérite de passer pour un révolutionnaire.

Il n'est pas nécessaire de parler de toutes les conséquences de ce postulat idéaliste. Mais il faut parler d'un préjugé que les bourgeois essayent d'ancrer dans la tête des travailleurs, et qu'Abendroth se propose d'enfoncer encore davantage ; ainsi, les hommes ne se serviraient pas des idées pour faire aboutir leurs revendications, mais ce seraient les idées qui se serviraient des hommes pour exister dans le monde. Telle est la théorie aliénante fondamentale pour la justification du capitalisme et de l'oppression en général.

Elle se formule ainsi dans le livre de Abendroth : Lénine « put gagner à sa cause la majorité des travailleurs » (p. 75) lors de la révolution d'octobre. Peu importait qu'il y ait eu ou non un parti révolutionnaire, il suffisait que la cause personnelle de Lénine, inspirée par une « idée » juste, soit entendue des travailleurs. Pour la même raison, il manque actuellement à l'Angleterre, non pas un parti révolutionnaire, mais un chef spirituel (p. 144). D'ailleurs « la victoire du gouvernement des Soviets fut une victoire des théories, traditions et objectifs du mouvement ouvrier européen » (p. 76). Les vainqueurs d'octobre n'étaient pas les prolétaires, marins et paysans russes qui se sont réellement battus, c'étaient les théories, les traditions... des bourgeois. On se souvient en effet que Abendroth commence son livre en expliquant que les principes des révolutions prolétariennes seraient les mêmes que ceux des révolutions bourgeoises. Le mouvement ouvrier aurait seulement transposé ces principes sur le plan des structures sociales.

Cela fait irrésistiblement penser à un traité de la « Voix

Ouvrière », groupe soi-disant trotskyste, qui prétendait consoler les travailleurs de la Rhodiacéta à Lyon, en mars 1967, après l'échec de leur grève, ou affirmant la victoire morale des travailleurs contre le patron, en dépit de la défaite réelle. Leur politique procède du même postulat idéaliste que celui de Abendroth, et non du marxisme.

Nous n'allons pas énumérer toutes les âneries de Abendroth. Il est plus intéressant de voir ce qu'elles essayent de prouver ou de justifier.

## II. — POUR RENVERSER LE CAPITALISME : LUTTE PACIFIQUE PARLEMENTAIRE OU RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ?

La réponse à cette question dépend de la nature du capitalisme. S'il peut se passer de l'exploitation des travailleurs et de la guerre de conquête, s'il peut cesser d'être foncièrement agressif et devenir « rationnel », alors la lutte pacifique suffit. Voyons ce qu'en pense Abendroth.

Dans la période d'accumulation primitive du capital, la surexploitation des ouvriers (femmes et enfants compris) « entraîna pour l'état moral et physique de la population toutes les conséquences ruineuses qui furent au siècle dernier la marque des premières décennies du développement capitaliste en Europe... pour les capitalistes, cela était dans la logique pure de leurs intérêts » (p. 8).

Où nous conduit la logique pure des intérêts capitalistes actuellement ? C'est-à-dire par quels moyens le capitalisme évite-t-il les crises économiques et maintient-il son système d'exploitation ? « Les débuts de la conjoncture d'armement en Allemagne, puis dans les autres grands pays permirent plus rapidement qu'ailleurs de surmonter les conséquences de la crise (celle de 29) grâce à l'assainissement du commerce extérieur » (p. 123). A trois reprises encore : (pp. 143, 147, 158), Abendroth affirme que le capitalisme ne doit sa prospérité économique qu'à la politique d'armement, ou alors, immédiatement après la guerre, aux nouveaux débouchés offerts par la destruction.

Enfin, Abendroth parle, à la page 17, de « la tendance — naturelle, sans la lutte des classes —, à la paupérisation des masses » en régime capitaliste. C'est pourquoi « l'amélioration du niveau de vie de la classe ouvrière (en 1903) — aussi minime fut-elle, et malgré tout son retard sur l'élévation de la productivité, ainsi que l'amélioration (même limitée) de sa sécurité sociale, ne furent pas le produit d'une évolution automatique, mais un résultat de la lutte des classes menée par les partis socialistes et les syndicats » (p. 60). La même chose était déjà affirmée (p. 29).

Abendroth nous a convaincus que la lutte des classes existe et que la résistance à l'exploitation ne se fait pas par des voies pacifiques.

Et pourtant, ne dit-il pas que l'unité des travailleurs, pour résister à l'exploitation des grands trusts « dont l'interpénétration s'accroît constamment » (p. 165), ne peut se faire que sur la base définie le 14 novembre 1957 à la conférence de Moscou des partis communistes : « Dans les Etats capitalistes régis d'une façon parlementaire et démocratique, une transformation socialiste de la société peut être accomplie pacifiquement par la formation d'une majorité parlementaire » (p. 165).

Si la lutte essentielle se mène légalement, au parlement, il faudra désarmer les travailleurs qui pourraient troubler la légalité capitaliste : Abendroth montre que la politique stalinienne fut bien celle-là. Mais pour égarer le lecteur, il appelle cette politique de respect de l'ordre capitaliste, cette politique de collaboration de classe, politique de Front unique !

Page 96, Abendroth nous dit qu'en 1926, Moscou aurait opéré un revirement « en faveur de la politique de Front uni ». Cette politique étant celle de l'internationale communiste stalinienne en Europe, elle eut pour résultat « une situation extrêmement contradictoire en Allemagne et en Angleterre. Tandis que durait encore la prospérité, le progrès social et les salaires stagnaient, au moment même où les plus grands partis de



l'internationale participaient au gouvernement dans les principaux pays industriels d'Europe. **C'est qu'ils étaient bridés par les partis bourgeois**: la S.P.D. par ses partenaires dans la coalition, le labour party par les libéraux, **dont les voix lui étaient nécessaires au parlement** » (p. 98).

L'alliance avec les partis bourgeois ne s'appelle pas Front uni, qui, lui, est un FRONT DE CLASSE.

Là encore, il s'agit d'introduire la confusion dans la conscience des travailleurs, de dévoyer les mots d'ordre révolutionnaires. Le Front uni est un front de classe et non une collaboration de classe!

Mais une politique de classe ne peut pas se mener dans le respect de la légalité capitaliste, puisque cette légalité est celle de la classe ennemie. Ainsi, en confondant collaboration de classe, front populaire démocratique ou tout ce qu'on voudra, avec front uni des travailleurs, Abendroth utilise encore la même méthode que nous avons déjà dénoncée. Il amalgame les analyses marxistes de la lutte de classe aux mots d'ordre contre-révolutionnaires de la seule lutte parlementaire. Ainsi, lorsque les traîtres au mouvement ouvrier donneront comme seule perspective aux travailleurs l'acquisition d'une majorité parlementaire, ceux-ci, passant pour des révolutionnaires, canaliseront la volonté de combat de la classe vers le respect de l'ordre capitaliste. Voilà le rôle des idéologues du type de Abendroth: égarer la conscience de classe des travailleurs pour préparer le terrain aux actuels et futurs dirigeants capitulards du mouvement ouvrier. Voilà le sens de son livre.

Actuellement, à qui cela peut-il profiter? **Abendroth l'a dit**: aux partis communistes de la conférence de Moscou de 1957. Nous sommes là au cœur d'un problème dont dépend le sort de la classe ouvrière mondiale et l'avenir de l'humanité.

### III. — LA POLITIQUE STALINNIENNE ET LA COLLABORATION DE CLASSE

Abendroth a soin à plusieurs reprises de légitimer le stalinisme: le mouvement ouvrier en U.R.S.S. « a connu une phase de despotisme, **tout comme** autrefois la révolution bourgeoise en France » (p. 5). Donc c'est une phase normale et attendue. « La terreur était apparue comme conséquence **inévitable** de la période de la guerre civile » (p. 90). Cette phase était inévitable, donc légitime. D'ailleurs, n'affirme-t-il pas que « dans le stalinisme, les mesures de répression restèrent liées, jusque dans le paroxysme le plus irrationnel, à la rationalité de la pensée d'origine, au marxisme, et à la révolution d'octobre » (p. 113). Donc le stalinisme est le digne héritier de la révolution d'octobre, et la continuité révolutionnaire n'a pas été rompue depuis octobre 1917 jusqu'aux procès de Moscou et à la répression de la révolution hongroise.

Nous connaissons déjà la logique de Abendroth. Aussi nous ne serons pas étonnés que cette étrange continuité de la révolution de 1917 se soit manifestée concrètement, en premier lieu, par la liquidation physique de la vieille garde bolchévique: « Le massacre continua jusqu'en 1938. Boukharine, Rykov, Piatkov, Krestinsky, Sokolnikov, Toukhatchevski, des milliers de fonctionnaires moyens et d'officiers, toute une génération d'ouvriers et d'intellectuels révolutionnaires fut abattue ou disparut dans les camps de travaux forcés. La démente de cette vague de terreur brisa la confiance réciproque à l'intérieur du mouvement ouvrier » (p. 120).

Tout cela est le corollaire de la politique d'alliance de l'U.R.S.S. « presque à n'importe quel prix, avec les gouvernements conservateurs et capitalistes d'Europe occidentale contre les Etats fascistes » (p. 114). « Le parti, d'après les instructions reçues, devait s'opposer absolument (en France et en Espagne) à toute mesure susceptible d'amener une refonte des rapports sociaux dans un sens socialiste » (p. 119).

Mais les révolutionnaires ne se laissent pas ébranler par ces arguments de capitulards et de traîtres. C'est pourquoi: « Les conseillers soviétiques et les représentants de leur police secrète appliquèrent à l'Espagne les méthodes d'épuration soviétiques. En mai 1937, ils firent abattre à Barcelone le

P.O.U.M. "trotskyste" et les ouvriers syndicalistes qui en étaient solidaires... La politique stalinienne du P.C.U.S. brisa ainsi l'élan du mouvement ouvrier espagnol qui livrait un combat désespéré dans la guerre civile » (p. 123).

Tout cela est-il bien conforme aux traditions révolutionnaires d'octobre 1917, ainsi que la livraison, par la police secrète soviétique, de nombreux émigrés communistes à la police secrète nationale-socialiste (p. 126), ainsi que la liquidation du parti communiste polonais par la police secrète de Staline en 1939 (p. 132)... L'U.R.S.S. devait-elle donc, pour maintenir les conquêtes d'octobre, en venir à massacrer en Europe l'avant-garde révolutionnaire, à abattre les bolchéviks pour se gagner l'appui du capitalisme contre les menaces du fascisme?

Si oui, il faudrait d'abord prouver que le fascisme n'est pas un produit du capitalisme pourissant, il faudrait prouver que le fascisme défend des intérêts de classe irréconciliables avec ceux des trusts et des monopoles capitalistes, pour obtenir auprès des capitalistes un appui réel contre le fascisme. Abendroth nous donne la réponse: « On (la gauche démocratique italienne en 1945) ne toucha pas à la propriété des trusts qui avaient **protégé** le fascisme » (p. 131). Mais il espère ne pas se mouiller en parlant seulement de protection! En fait, les capitalistes ne « protègent » que leurs intérêts de classe. S'ils ont « protégé » le fascisme, c'est qu'il défendait les mêmes intérêts de classe qu'eux. Alors autant appeler les choses par leur nom: les trusts et les monopoles ont **engendré** la dictature fasciste qui seule pouvait encore protéger leurs intérêts.

Ainsi, d'après Abendroth, la fidélité à la révolution d'octobre a été maintenue « jusque dans son paroxysme », en assassinant l'avant-garde européenne et soviétique, en empêchant la révolution prolétarienne de renverser le capitalisme en Espagne, en France, en Allemagne et en Angleterre, en collaborant avec la bourgeoisie contre le fascisme, alors que celui-ci est directement issu de celle-là.

Mais Abendroth donne des verges pour se faire battre. Ne dit-il pas en effet (p. 100) que « Trotsky évaluait **avec le plus de réalisme** les chances du mouvement ouvrier d'Europe occidentale »? Pour Trotsky, en effet, la défense de l'U.R.S.S. contre la guerre impérialiste et fasciste passait par la révolution prolétarienne dans les pays impérialistes d'Europe occidentale. Et la politique stalinienne avait bien vu le danger du réalisme de Trotsky puisque « elle craignait qu'après le début d'une guerre (devenant de plus en plus vraisemblable) — donc après l'échec de la politique de Staline — ces groupes (les ouvriers révolutionnaires d'Europe occidentale) ne fassent passer dans les faits ce qu'avait proclamé Trotsky en 1927: faire appel aux ouvriers, chasser du pouvoir le gouvernement en place et ses jeunes carriéristes, puis continuer la guerre comme un combat révolutionnaire et non pas comme la guerre d'une grande puissance européenne » (p. 120).

Alors, lequel des deux est le continuateur de la révolution d'octobre, Trotsky ou Staline? Laquelle de ces deux politiques répond aux aspirations des révolutionnaires, répond aux possibilités réelles des masses pour renverser le capitalisme? Abendroth nous le dit: la politique de Staline était un échec car l'alliance avec la bourgeoisie n'a pas empêché la guerre. Elle a même permis aux impérialistes, qui avaient la paix sociale chez eux, de faire cette guerre.

Mais quels sont, d'après Abendroth, les fruits de la collaboration de classe? Peut-être ces assassinats massifs et ces révolutions manquées ont-ils profité d'une quelconque façon à la classe ouvrière?

### IV. — LA COLLABORATION DE CLASSE: QUI TIRE LES MARRONS DU FEU?

Est-il possible pour un parti ou un syndicat ouvrier, même bureaucratique, même dégénéré, même traître, d'avoir la confiance des bourgeois?

On sait que la social-démocratie en Allemagne se rangea aux côtés de sa bourgeoisie en 1914, c'est-à-dire renonça à la lutte révolutionnaire qui aurait empêché la guerre impérialiste. Mais lorsque la bourgeoisie passa au nazisme le pouvoir,

« c'est en vain que Otto Wells, dans son discours par ailleurs si courageux contre le vote de la loi sur les pleins pouvoirs au Reichstag, se tut quant à la terreur exercée contre le K.P.D., et à l'emprisonnement anti-constitutionnel de ses députés; il ne servit à rien aux responsables syndicaux de se séparer de la S.P.D. et de soutenir le meeting national-socialiste du 1<sup>er</sup> mai 1933. Ils furent arrêtés et leurs organisations furent détruites. Il ne servit à rien à la S.P.D. de quitter l'internationale ouvrière socialiste pour protester ainsi contre sa critique des mesures prises par le gouvernement du Reich. C'est en vain que la fraction social-démocrate au Reichstag approuva, le 17 mai 1933, la « Résolution de paix » de Hitler et renia ses propres dirigeants émigrés. Le parti fut interdit et ses mandats parlementaires furent confisqués » (p. 103).

Vingt-cinq ans plus tard, le même problème se repose. En 1939, « Thorez, dirigeant des communistes français, déclara que le parti était fier de ceux de ses membres qui étaient entrés dans l'armée française » (p. 125). Abendroth devrait ajouter que le parti communiste défendait par là les intérêts de l'impérialisme français contre les agressions de l'impérialisme allemand, étant donné qu'on n'entre pas dans l'armée française pour chasser les papillons. Il ne le dit pas. Mais ça va de soi puisque le parti communiste a choisi de collaborer avec sa bourgeoisie. Que récolte-t-il après s'être coupé des travailleurs pour aider le capitalisme? « Les communistes français étaient isolés, et les partis bourgeois purent interdire le P.C.F. par une loi, le 26 septembre 1939. Le dernier parti communiste de masse à l'extérieur de l'Union Soviétique était devenu illégal » (p. 125).

Comment expliquer une telle ingratitude de la part de la bourgeoisie, alors que les directions ouvrières lui rendent l'immense service de ne pas mobiliser les travailleurs contre elle, et lui permettent ainsi de poursuivre son exploitation dans la « paix sociale »?

Abendroth nous explique fort bien que ce n'est pas une question morale d'ingratitude, mais que: « le simple fait d'exister — c'est-à-dire d'être une grande puissance socialiste (sic!), apparue sans cesse comme un adversaire de la politique coloniale impérialiste et de l'exploitation des pays industriellement sous-développés — avait fait de l'Union Soviétique, indépendamment de sa politique présente, le catalyseur de la révolution sociale en Chine et de toutes les révolutions coloniales d'Asie » (p. 138). Abendroth met les points sur les "i": « L'Union Soviétique n'a pas réussi à maîtriser les révolutions anticolonialistes d'Asie consécutives à la défaite du Japon, ni à empêcher les progrès de la révolution en Chine » (p. 134), et Dieu sait si l'U.R.S.S. ne voulait pas de ces révolutions!

Ainsi, malgré tous les services rendus dans le passé et dans le présent, les organisations ouvrières, traîtres à leurs origines, peuvent être, dans les périodes critiques pour le capitalisme, un pôle de regroupement des travailleurs. L'U.R.S.S., « indépendamment de sa politique présente » contre-révolutionnaire peut être le catalyseur de révolutions sociales, dans la mesure où la bureaucratie n'a pas aboli les conquêtes d'Octobre.

La bureaucratie ouvrière stalinienne s'est érigée comme un chancre sur les rapports qu'elle ne peut liquider sans se saborder; contrôlant une partie de la classe ouvrière dans

les pays bourgeois, elle doit « mobiliser » les travailleurs sans perspective de lutte, comme nous l'avons vu le 17 mai, le 13 décembre, où la seule chose proposée aux travailleurs était de chanter: Pampidou navigue sur nos sous. La bureaucratie ne peut collaborer ouvertement, elle doit sans cesse louver entre une politique de classe et une politique de collaboration. C'est ce que Abendroth appelle les « tournants » constants de l'internationale communiste entre les années 1925 et 1943, date à laquelle elle fut dissoute par Staline.

Ainsi, nous sommes de l'avis de Abendroth: le capitalisme est ingrat pour ses serviteurs, mais c'est parce qu'il utilise, lui, les lois de la lutte des classes, si les staliniens et les capitulards de tout poil font semblant, eux, de les ignorer.

Plus loin, Abendroth nous dit que la déstalinisation a eu lieu en 1956. D'ailleurs, dès 1955, « la liberté de discussion resta assez grande (dans le P.C. yougoslave) » (p. 154). Assez pour qui?

« En 1956, le XX<sup>e</sup> congrès eut des conséquences. Le P.C.U.S. avait clos la période stalinienne » (p. 148). Ce XX<sup>e</sup> congrès eut des suites: « Le cercle Petöfi (en Hongrie) réunissant des écrivains et des intellectuels communistes devint le centre de l'opposition contre les restes du stalinisme » (p. 150). Dans un contexte de difficultés économiques, d'agitation en Pologne, l'agitation gagna en Hongrie les étudiants puis les masses, et la réhabilitation de Nagy, Munnich et Kadar ne suffit pas: « Il était trop tard, les manifestations se muèrent en soulèvement » (p. 150). Abendroth ne dit pas que ce soulèvement a été provoqué par la police stalinienne qui tira sur la foule.

Quel danger pour l'appareil bureaucratique cette déstalinisation, nous voilà, quelques mois après, à l'insurrection!

Heureusement, Kadar sut faire respecter les limites de la déstalinisation, et pour mater les « foules excitées », il « négocia avec les troupes soviétiques et constitua un contregouvernement qui devint maître de la situation le 4 novembre 1956, grâce à l'intervention de l'armée rouge » (p. 150). Abendroth n'ajoute pas qu'une grève générale de trois mois a succédé à l'écrasement des « foules excitées » par l'intervention de l'armée rouge. Il oublie que « l'Armée rouge » — et ce n'est pas une question de mots ni de hasard — a été débaptisée en 1947 en « Forces armées soviétiques ».

Abendroth fait la preuve dans son livre que seule la lutte, classe contre classe, mènera les travailleurs à la victoire, que seule elle supprimera « les causes économiques et sociales de l'économie d'armement et de l'asservissement et de l'exploitation d'autres nations » (p. 166). Il fait la preuve que le stalinisme a mené et peut encore mener la classe ouvrière à la défaite, à la liquidation physique, et que par là, il est le garant de l'« ordre » impérialiste, il est le garant de la guerre et de la barbarie engendrée par l'impérialisme.

Ce n'est évidemment pas ce qu'il voulait prouver. Mais on ne fait pas dire à l'histoire du mouvement ouvrier n'importe quoi. On ne peut pas, avec l'histoire de la lutte des classes, prouver n'importe quoi. Et aussi fort que puissent crier les chantes de l'impérialisme, s'ils se cachent derrière l'histoire du mouvement ouvrier, les lois de la lutte des classes parleront plus fort qu'eux et ne les justifieront jamais.

Françoise CARTIER

# "BILAN DE L'U.R.S.S." (1)

Dans le flot d'ordinaire sans honneur des ouvrages que le cinquantenaire de la révolution d'Octobre a fait naître, ce livre de Nettl mérite la palme de la naïveté. On ne sait pourquoi l'auteur a entrepris ce travail duquel suinte un ennui poli. M. Nettl n'a aucune conception de l'U.R.S.S. et de son histoire susceptible de justifier ces trois cents et quelques pages où les perles se suivent en se ressemblant. Outre ces erreurs, M. Nettl a des « idées » dont il serait superflu d'établir le catalogue. Quelques exemples suffiront à donner un aperçu de leur valeur. Ainsi M. Nettl a découvert que la paix de Brest-Litovsk annonçait le « socialisme dans un seul pays... » : « La paix de Brest-Litovsk avait posé un précédent crucial, bien qu'involontaire, qui devait avoir pour l'avenir les conséquences les plus graves (...) Cette politique d'égoïsme révolutionnaire, où la charité révolutionnaire commençait par soi-même, pouvait se justifier, mais elle introduisait dans la pensée soviétique une hiérarchie des priorités qui allait devenir définitive (...) Le passage de la politique d'égoïsme révolutionnaire, première manière à la politique ultérieure du socialisme dans un seul pays, constituait une différence de degré, non de nature. » (p. 54). Lénine est donc — puisqu'il était le partisan le plus farouche de la paix — le père du « socialisme dans un seul pays » et donc du stalinisme dont le « socialisme dans un seul pays » est le cœur. Pour avancer cette thèse, Nettl se garde bien d'examiner la stratégie que Lénine a définie au cours des discussions au Comité Central sur Brest-Litovsk et que résume cette intervention, faite en réponse à une affirmation de Staline, où s'annonçait justement le « socialisme dans un seul pays » : « Il existe en Occident un mouvement de masses, mais la révolution n'y a pas encore commencé. Cependant, si en vertu de cela nous changions de tactique, nous deviendrions des traitres à la cause du socialisme international... Si nous croyons que le mouvement allemand pourrait se développer immédiatement en cas de rupture des pourparlers de paix, nous devons nous sacrifier, car la révolution allemande serait d'une force supérieure à la nôtre. » Cette analyse s'oppose, mot pour mot, à celle de Nettl, qui devrait au moins examiner cette bizarre contradiction : Lénine explique qu'il est impossible d'abandonner la proie pour l'ombre et non pas que les intérêts du mouvement ouvrier allemand sont subordonnés à ceux de la Russie soviétique. Comme il s'agit là d'un débat secret au Comité Central, il serait bien difficile pour Nettl d'y voir une déclaration propagandiste... Il l'oublie donc pour pouvoir justifier la légitimité léniniste du stalinisme. On ne s'étonnera pas de voir une aussi brillante thèse avancée sous le patronage de la Dame Kriegel que son anticommunisme viscéral ne peut que mener à voir du léninisme au stalinisme une continuité rigoureuse, qui a le mérite de donner à son passé de guépéoutiste un parfum bolchevik (2).

Chez Nettl, les perles ont le mérite de la diversité. Voici par exemple comment notre universitaire britannique explique l'explosion révolutionnaire de février à octobre 1917 : « Les Russes sont des gens naturellement ouverts et extravertis, chez qui la vie sociale est ancrée dans la communication

interpersonnelle. » (p. 43). Trissotin n'est pas loin, d'autant que l'on peut s'interroger sur une « vie sociale » qui, pour parler le jargon prétentieusement nul de Nettl, s'ancrerait « dans une communication solitaire » ou « personnelle »... Bref la vague révolutionnaire de 1917 vient du fait que les Russes ne sont pas des gens taciturnes mais aiment se raconter les uns aux autres ce qui leur passe par la tête. Où l'on peut voir que les Hollandais ou les Esquimaux sont à l'abri du bolchevisme, mais où l'on peut s'étonner que les Grecs, les Italiens ou les Espagnols qui ne brillent pas par l'introversion linguistique soient restés à la traîne des Russes...

L'ignorance de Nettl est phénoménale. Parlant de la guerre soviéto-polonaise de 1920, il écrit : « Les dirigeants bolcheviques étaient divisés sur les chances d'une révolution apportée à la pointe des baïonnettes ; Lénine était sceptique, les autres étaient enthousiastes. » (p. 84). Or chacun sait que Lénine était à ce moment-là le partisan le plus acharné de la révolution en Pologne et en Allemagne à la pointe des baïonnettes. Lénine voulait, selon ses propres mots, « sonder l'Europe avec la baïonnette de l'Armée Rouge ». Hostiles à l'aventure étaient Trotsky, Radek et — un moment — Staline qui finit par s'y rallier.

Le philistinisme misérable de Nettl s'étale bien sûr tout particulièrement à propos de Trotsky. Dans la notice biographique à la fin de l'ouvrage, on peut lire : « Trotsky : (...) Fin de carrière : 1927. » (sic !) (p. 272). Parlant de la défaite de l'Opposition de gauche et du bannissement de Trotsky, Nettl écrit : « Trotsky devait être bientôt expulsé de l'Union Soviétique et tomber dans l'oubli, si l'on excepte la fidélité d'une petite secte de partisans dévoués et le retentissement de ses écrits. Le 20 août 1940 il fut assassiné par un agent (3) qui s'était introduit dans son intimité. Malgré son intelligence et son prestige immenses, Trotsky devint après 1924 un bolchevik sans parti. En tant que tel, il ne pouvait avoir qu'un rôle historique très limité : observer et critiquer l'histoire de manière pénétrante était tout ce qui lui restait ; il ne le faisait plus que de loin, de manière assez diluée. » (p. 104). Quel que soit le jugement que Nettl pourrait porter sur cette activité, il est quand même étonnant — pour un « historien » ! — qu'il ne souffle mot de la lutte de Trotsky pour construire la IV<sup>e</sup> Internationale, mais il aurait été difficile de décrire cette lutte comme « lointaine » et « assez diluée », quels qu'en fussent les résultats immédiats. Trop poli pour être honnête !

Bref : J.-P. Nettl, *Bilan de l'U.R.S.S.*, un sottisier pédant et stalinien. A lire le 1<sup>er</sup> avril !

JEAN-LOUIS SIMON.

(1) Editions du Seuil.

(2) Dans l'introduction, Nettl déclare : « Je suis très reconnaissant à mon amie et collègue Annie Kriegel, grâce à qui cette version française a été entreprise. » (P. 9.)

(3) « Un agent ». De qui ? D'où ? Mystère. Ce mystère est cohérent avec la filiation bolchévique du stalinisme.



## UN TEMOIGNAGE SUR LA JEUNESSE SOVIETIQUE

Il y a cinq ans paraissait, dans le n° 2 de la revue *Iounost* (1963) un court roman du jeune écrivain Anatoli Gladiline, *Le Premier Jour de la nouvelle année*, sur lequel les « spécialistes » bourgeois, accaparés par les contorsions d'Ilya Ehrenbourg et les pitreries de Cholokhov, gardèrent le silence. Cinq ans après, et dans l'éclairage de ce que ces années

nous ont appris, il est instructif de se pencher brièvement sur le témoignage contenu dans cette œuvre oubliée.

*Iounost* occupe une place à part dans l'éventail des publications soviétiques. Elle tire à 2.000.000 d'exemplaires (rapidement épuisés), c'est-à-dire autant que toutes les autres grandes revues littéraires soviétiques réunies. *Iounost* a ainsi pu publier

certaines œuvres explosives comme *Le Billet Etoilé* d'Aksionov (juin-juillet 1961), *A, B, C, D* de Rozov (septembre 1961), *Les Flambeaux florentins* de Voznessenski (janvier 1963).

Le court roman de Gladiline est construit sur le thème apparent du conflit des générations : 5 monologues du « Père » opposés à 5 monologues du « Fils ». Le Père, vieux militant communiste, est en train de mourir sur son lit d'hôpital. Le Fils, arbitre-peintre novateur et dont toutes les toiles, modernistes, sont refusées par les directeurs de galeries, flirte pendant que sa femme et sa fille sont parties au bord de la mer.

Sur son lit de mort, le Père revoit lentement sa vie passée, une vie dont il ne sait pas très bien si elle a été une réussite ou un échec. Echec sur le plan personnel : la femme qu'il aimait a épousé quelqu'un d'autre et ce quelqu'un d'autre « on l'a fusillé en 1949 à propos de l'affaire de Léninegrad ». Ce militant qui, en 1936, avait donné au fils qu'il venait d'avoir « le prénom de Félix, en l'honneur de Dzerjinski » — ce qui ne manque pas d'un certain humour macabre — pense un moment à utiliser cette mort accidentelle : quitter sa femme pour rejoindre la veuve... Finalement il recule. En se rappelant sa vie passée, il a beau se dire : « J'ai toujours eu un but essentiel, et en cela j'ai été heureux », l'évocation des quarante années écoulées se teinte de plus en plus de mélancolie : il évoque l'époque où « nous discussions et nous nous injurions dans nos réunions jusqu'à en être enroués sur Trotsky, sur nos vieux professeurs, sur la N.E.P. » (p. 38). A ses souvenirs exaltants de discussions sur Trotsky et la N.E.P., qui suivent juste l'évocation lyrique de la guerre civile, s'oppose comme involontairement un autre souvenir : « Un jour, à l'époque où je travaillais avec Ordjonikidzé, il me donna un laissez-passer pour aller à sa place à une réunion au Kremlin... Enfin je trouvai la bonne porte et pus m'installer à la réunion du présidium. Je restai assis jusqu'à la suspension de séance, tapi dans un coin. Je profitai de la suspension pour me faufiler dans une galerie où je restai jusqu'à la fin. » (p. 39). Au moment de mourir, ce vieux militant est saisi par un dernier rêve, la dernière bouffée de vie, et ce qui remonte ainsi en lui c'est la lutte contre les garde-blancs : « Le soleil se lève. Il nous aveugle, mais nous voyons descendre de la colline les escadrons blancs. Ils descendent au trot, en rangs serrés et leurs sabres étincellent. J'entends le claquement sourd des sabots et le vent. Ne pas se retourner, ne pas s'arrêter. Ils s'approchent. Je distingue le visage de leurs officiers. Leurs épées nues ont un éclat sec. Nous les pulvérisons... » (p. 55). N'est-ce pas là en effet ce qu'il y a eu de meilleur en lui ?

Le fils est à première vue un jeune cynique, nihiliste, dégoûté de tout. A la blonde Ira qu'il veut séduire, il se présente ainsi : « Né en 1936. Ai servi dans les armées blanches, ai été membre du parti des cadets. Ai fait partie de l'opposition de gauche puis de droite. Ai vécu en territoire occupé par les nazis. Ai bien sûr appartenu au service d'espionnage paraguayen. Mon nom dans la clandestinité : Félix. » (p. 34). On refuse d'exposer ses toiles parce qu'elles ne restent pas dans le cadre du « réalisme socialiste » mais, dit-il : « Je ne veux pas devenir un artiste "clandestin", un artiste pour les étrangers. » (54). Malgré les nombreux conseils amicaux, il ne veut pas non plus capituler. Il cite le cas de l'un de ses amis qui a menti pour avoir un jour le droit de s'exprimer : c'est un homme foutu... C'est que ce jeune Soviétique veut être un homme libre ; et voici ce qu'il pense de la déstalinisation :

« Pour nous, ce n'est qu'un commencement. Que sommes-nous, des pions ou des hommes complets, des lilliputiens ou des poètes ? Comment faire pour ne pas répéter les fautes de nos pères, tout en continuant leur œuvre ?

On ne liquidera pas les conséquences du culte de la personnalité en se contentant de décrocher des portraits ou de changer les noms des villes (1).

Le culte de la personnalité, c'est l'inertie de la pensée, la crainte de réfléchir par soi-même, le rêve du silence et la haine pour tout ce qui est nouveau.

Nous ne voulons pas être une masse indistincte « tous

comme un seul », des figurants sans voix sur l'échiquier d'une grande politique. « Nous voulons comprendre nous-mêmes » ce qui est bien et ce qui n'est pas bien. « Nous ne voulons pas être de simples petits rouages. Le communisme commence vraiment quand l'homme cesse de se sentir comme un petit détail dépourvu de droits au sein d'une grande machine, quand il se considère comme le maître de tout... (1) » (p. 47-48).

A cette volonté d'émancipation la réalité n'a apporté qu'une réponse jusqu'ici peu satisfaisante : « Après le vingtième congrès nous avons appris ce qu'était la tragédie de 1937, la tragédie des premiers jours de la guerre, et l'affaire de Léninegrad. Rends-toi compte de l'effet que cette révélation a produit sur nous tous, et surtout sur les plus jeunes. » (p. 47).

Ce jeune artiste, ne serait-ce que par sa seule volonté d'indépendance créatrice dans sa fonction d'artiste, reprend la lutte là où son père a été contraint de la laisser. Il a conscience d'ailleurs de cette continuité qu'il regrette d'assurer mal :

« Il me faut savoir beaucoup de choses. Qui me parlera de ce temps-là ? (N.D.T. : celui de la Révolution et des années suivantes.) Seul mon père peut le faire. Je veux comprendre ce qui s'est vraiment passé. Apparemment rien de plus naturel que de m'approcher de lui et de lui demander « Papa, parle-moi du premier plan quinquennal ! » ... mais je ne pourrai jamais le faire. » (p. 46).

Le fils continue la réflexion du père sur le passé là où celui-ci l'avait abandonnée. Dans un de ces derniers moments de lucidité, le père s'était interrogé :

« Maintenant je me demande souvent : pourquoi tant de vieux bolcheviks, des gens qui avaient connu les camps et les prisons tsaristes, ont-ils avoué tous les crimes absurdes dont on les chargeait ? Outre tous les faits que nous connaissons maintenant, il me semble qu'une autre circonstance a joué un rôle ; ils se disaient : plus les accusations sont monstrueuses, plus vite l'avenir reconnaîtra leur absurdité.

« On peut bien croire que, dans le feu de la lutte, un vieux bolchevik ait voulu que l'on exclue Staline du poste de secrétaire général. Mais que ce même bolchevik ait, en 1918, monté des complots, organisé des assassinats, mis le feu aux entrepôts, saboté notre équipement, empoisonné le blé et des petits enfants, servi en même temps dans les services d'espionnage anglais, américain, français, allemand, japonais, polonais, brésilien et irakien, qu'il ait promis de céder aux gouvernements ennemis l'Ukraine, la Biélorussie, la Crimée, le Caucase et l'Extrême-Orient, aujourd'hui pas même un élève de l'école primaire ne croit cela (1). »

On le voit, si la révision des procès de Moscou n'est pas entamée publiquement par les bureaucrates, elle s'opère assez brutalement dans la conscience d'un certain nombre de jeunes communistes d'aujourd'hui.

On ne s'étonnera pas que ce roman n'ait guère attiré l'attention des « spécialistes » occidentaux, malgré son intérêt certain, politique et aussi littéraire. Les deux héros en sont d'authentiques communistes, qui se posent les problèmes de conscience qui sont au centre de l'évolution de la société soviétique : le retour au bolchevisme. Ce ne sont pas de pâles décalques de héros littéraires occidentaux, ce sont de vrais Soviétiques, qui aspirent à autre chose qu'à singer le « monde libre ». Cela ne plaît pas plus aux bureaucrates : dans la *Literatournaya Gazeta* du 4 avril 1963 était publiée une lettre ouverte envoyée par des membres du P.C. de l'usine *Coouchouc*, attaquant tout particulièrement l'œuvre de Gladiline dont le héros, entre autres, est « un homme médiocre avec de biens grandes prétentions ». N'est-ce pas pourtant le propre d'un communiste authentique que de vouloir, quelle que soit sa valeur personnelle, forger son destin en cherchant à transformer le monde ? Pour un bureaucrate, évidemment, c'est un bon domestique. Mais la génération qui se lève et que la terreur stalinienne n'a pas mutilée n'est pas prête à courber le dos. Elle ne peut répondre

(1) Souligné par nous.

seule aux simples questions que se pose le héros de Gladi-line, elle ne peut mener seule à terme le combat qu'elle a engagé contre la bureaucratie. Mais son combat est un élément de notre combat, comme le nôtre est indissolublement lié

au sien, et non point dans les idées mais dans les faits de chaque jour, à travers l'alliance de la bureaucratie stalinienne et de l'impérialisme à l'échelle de la planète.

J.-L. SIMON.



## UNE MAUVAISE PLAISANTERIE !

André BARJONET

# LA RÉVOLUTION TRAHIE DE 1968

(Editions John Didier).

Un pet de lapin : impossible de qualifier avec plus d'indulgence l'écrit (« fondamental », nous étions-nous laissé dire par l'auteur lui-même fin mai, alors qu'il rédigeait encore son texte), commis par André Barjonet sur les événements de mai-juin.

Sorti à grand fracas de la C.G.T. le 23 mai, où il jouait depuis de longues années le rôle d'économiste distingué du bureau confédéral et de représentant de cette centrale au Conseil Economique et Social, Barjonet adhéra aussitôt au P.S.U. Après cette rupture, loin de se mettre au travail pour tirer un bilan honnête de plus de vingt années de collaboration étroite (et apparemment sans nuages) avec la fraction stalinienne de la C.G.T., loin d'entreprendre une analyse tant soit peu sérieuse des mobiles réels qui ont amené la direction du P.C.F. et de la C.G.T. à trahir la grève générale et à jeter tout leur poids dans la balance pour sauver De Gaulle et son régime de l'effondrement, Barjonet ne nous livre rien d'autre que les geigneries impotentes d'un commentateur déçu et désemparé et les justifications prétendument « théoriques » de ce qui n'est autre chose que sa propre faillite d'intellectuel et de militant à passer au crible de la critique l'activité et les responsabilités qui ont été les siennes et celles de la bureaucratie contre-révolutionnaire de la C.G.T. Bureaucratie dont il a été en fin de compte l'un des éléments les plus fidèles, sinon les plus éminents, car il appartenait à cette obscure cohorte des plumitifs à qui ne sont réservés que les rôles de coulisse.

### C'EST LA FAUTE A LENINE !

Bien sûr ! Il suffisait d'y penser ! « *A la racine du mal*, titre A.B. son premier chapitre, *il y a le subjectivisme léniniste* » (p. 9). Le voilà donc, ce pelé, ce galeux d'où venait tout le mal ! Connaissez-vous son crime ? C'est tout simple : il n'a pas compris, nous apprend le prétentieux et immodeste Barjonet, que « *l'analyse marxiste est tout à la fois structuraliste et cybernétique* » (p. 9). La non-assimilation du structuralisme et de la cybernétique étant à l'origine des deux déviations fondamentales du marxisme : celle de Kautsky d'abord, celle de Lénine ensuite. « *La seconde grave déviation, j'ose le dire* (pauvre Vladimir Ilitch, tremble dans ta tombe, mis en pièces que tu es par d'aussi redoutables censeurs !), *est celle de Lénine. Sans doute, l'auteur de L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme et surtout du Développement du capitalisme en Russie* (admirez le « surtout » !) *était-il un économiste marxiste de première grandeur* (sic). *Est-il besoin d'ajouter qu'il fut, véritablement, le génie, l'aigle de la Révolution et que sa mémoire vivra éternellement dans le cœur des hommes ?* » ... Car l'ami Barjonet, notons-le en passant, tout pourfendeur du culte de la personnalité qu'il soit, ne dédaigne pas de tirer une révérence d'un goût très stalinien à l'icône de celui qui ne fut, après tout, qu'un vulgaire économiste. Passons... « *Mais, ajoute B., entraîné dans le feu de l'action à combattre les thèses capitulatrices de Kautsky et consorts, Lénine en arriva peu à peu à mettre toujours davantage l'accent sur la lutte politique, sur le volon-*

*tarisme idéologique et sur les nécessités de l'organisation* » (p. 12).

Certes, ce sont là des périls qui ne menacent guère Barjonet. Le feu de l'action ne risque guère de brûler notre homme, pas plus que ne l'éteignent le goût de la lutte politique, la fermeté idéologique et le souci de l'organisation.

Se réclamant, pêle-mêle, à tout propos et à contre-propos, d'Althusser, de Saussure, Lévy-Strauss, Arzoumanian, sans oublier d'émailler son écrit de force citations qui, si j'ose dire (à mon tour) puent du culte (Gorki : « *L'homme communiste est un véritable ingénieur des âmes* », un « *forgeron des caractères* », Ostrovsky), Barjonet — un monsieur de bonne compagnie, et qui a beaucoup lu, qu'on se le dise — place au centre de sa « *révolution trahie* » l'apologie flagorneuse de l'un des plus grands traîtres de cette autre révolution avortée, celle des ouvriers et des paysans italiens en lutte contre leur patronat et leur Etat, l'un des plus sérieux candidats au rôle de Noske dans la révolution à venir en Italie, j'ai nommé le secrétaire du syndicat C.G.T. de la métallurgie dans ce pays, Bruno Trentin. Trentin est, dans son pays, le principal « *théoricien* » des grèves tournantes (« *articulées* »), le plus furieux matraqueur des ouvriers d'avant-garde et des étudiants (ceux, par exemple qui, tout récemment, sont allés prêter main forte aux travailleurs de la FIAT, pour organiser leurs piquets de grève, et dont le matraquage par les nervis staliens a été couvert et approuvé par la direction du syndicat C.G.T. des métaux de Turin), le plus conscient des partisans de la politique des revenus et de l'intégration des syndicats dans l'Etat (quoiqu'il s'en défende et que Barjonet l'en défende — découvrant ainsi ses propres conceptions sur cette question), l'homme dont Barjonet cite le passage suivant : « *... Le syndicat n'est menacé d'« intégration » que quand il est incapable d'opposer sa propre politique économique aux divers schémas de développement fondés sur la limitation des salaires. Le syndicat peut donc participer à la programmation de façon autonome si, et dans la mesure où il possède sa propre conception d'ensemble des problèmes du développement, conception s'appuyant sur son expérience concrète* ». Sa conception d'ensemble des problèmes du développement a effectivement amené Trentin à participer à toutes les instances régionales et nationales de la planification économique dans son pays. Député au Parlement, il s'est ABSTENU, au nom de la contestation chère à Barjonet, sur le Plan (plan Pierraccini) qui organise cyniquement en Italie le chômage, la misère, l'émigration, la surexploitation dans les villes et dans les campagnes. Secrétaire général du syndicat C.G.T. des métaux (F.I.O.M.), il a littéralement TORPILLÉ les gigantesques mouvements de grève déclenchés dans cette corporation à l'occasion du renouvellement de la convention collective de la métallurgie en 1962 et en 1966-1967 : Trentin est l'homme à qui est revenue la sale besogne de liquider les grands mouvements des travailleurs de Gênes et de Trieste, à l'automne 1966, contre le démantèlement des chantiers navals et pour la garantie de l'emploi en échange du plat de lentilles de la mise en place d'une commission gouvernementale d'études, dont il a accepté les conclusions, conclusions contre

lesquelles les travailleurs de Trieste viennent de reprendre le combat dans la rue et dans les usines, voici quelques jours.

Voilà la réalité de la « contestation globale » dont se réclame Trentin. Barjonet n'a pas le droit d'ignorer cette réalité. L'ignorance ne vaut jamais circonstance atténuante en politique. Et, s'il n'ignore pas ce dont il parle, alors nous voilà avertis sur les plats épicés que ces contestateurs nous préparent, plats qui seront bientôt, n'en doutons pas un instant, harmonieusement relevés, au goût de leurs auteurs, par la sauce gaulliste de la participation.

#### UN TOUR DE PASSE-PASSE.

Ce n'est pas là, que le lecteur s'en convainque lui-même en se reportant à la brochure de Barjonet, faire dire à l'auteur des choses qu'il n'a jamais dites. Page 26, nous apprenons que des mots d'ordre tels que « l'autogestion » ou le « pouvoir ouvrier dans l'entreprise » portent en eux « tout l'espoir d'un monde ouvrier si longtemps réduit à camper dans la nation ». Page 27, Barjonet nous explique qu'il était possible de surmonter les difficultés tenant à la « formulation réaliste » de pareils mots d'ordre. « En imposant l'autonomie des Facultés, les étudiants ont prouvé (Pompidou aussi, à Strasbourg, notons-le en passant, N.D.L.R.) que cet obstacle n'était pas insurmontable. Il était possible de définir, dès maintenant, un minimum de pouvoirs ouvriers dans l'entreprise portant entre autres choses sur les négociations qualitatives (sic ?) des salaires, les cotations par postes de travail, les rapports humains dans l'entreprise, etc. ». Page 23, Barjonet, affirme, à propos de la réforme de l'enseignement que « paradoxalement, certaines mesures gouvernementales, comme la création d'I.U.T., font figure d'innovations progressistes ». Et ainsi de suite.

Inutile de disséquer, pour les lecteurs de LA VERITE, semblable tissu d'âneries et de platitudes. Barjonet nous offre le visage sans relief et sans couleur du plus médiocre réformisme. La montagne des angoisses et des tourments que Barjonet, nous dit-il, accumule depuis plus de vingt ans, n'accouche que du plus chétif souriceau révisionniste. C'est déplorable, mais on aurait tort de s'en tenir là. Car Barjonet nous explique dans la foulée où réside, selon lui, la trahison des dirigeants du P.C. et de la C.G.T.. « Ces dirigeants, nous dit-il, prisonniers de leur propre système dogmatique et subjectiviste, passèrent à côté de cette conception moderne du syndicalisme en même temps que de cette aspiration fondamentale des masses populaires » (p. 29), « laquelle exprime cette volonté contestataire, plus ou moins diffuse de la classe ouvrière » (p. 26).

Et voilà ! Le tour est joué ! Blanchis les bureaucrates ! Blanchis les staliniens et les réformistes ! Blanchis d'avoir interdit aux travailleurs de combattre jusqu'au bout pour gagner ! Blanchis d'avoir torpillé la grève générale ! Blanchis d'avoir abandonné les revendications définies par les travailleurs eux-mêmes : pas de salaires à moins de 1.000 F ; retour immédiat aux quarante heures ; garantie de l'emploi et de la qualification ; échelle mobile des salaires, etc. Blanchis, car, pour Barjonet, leur crime n'est pas de ne pas avoir défendu les revendications des travailleurs, mais de ne pas en avoir défendu d'autres, véritablement « contestataires » celles-là, au sens que donnent à ce mot les rêveurs éveillés du tonneau de notre auteur. Blanchis, car après tout, le programme vulgairement « alimentaire » que les travailleurs avaient donné à leur grève générale, le programme de « revendications quantitatives des travailleurs ne remettait pas en cause les mécanismes des décisions, mais les décisions elles-mêmes » (Bridier, dans « Tribune Socialiste », cité par Barjonet, page 27). Fi donc ! Remettre en cause le V<sup>e</sup> Plan, quelle vulgarité alimentaire ! Parlez-nous plutôt de remettre en cause les MECANISMES DU V<sup>e</sup> Plan ! Parlez-nous plutôt de planification démocratique, d'actions concertées, d'association, de dialogue, de responsabilité ! Nul doute que les projets anti-ouvriers de De Gaulle ne satisfassent bientôt nombre de ces messieurs ! A coup sûr, les semaines et les mois qui viennent verront des ralliements surprenants.

#### STALINE ? UN BON GARÇON, UN PEU TROP LENINISTE MALHEUREUSEMENT !

La même « méthode », ou plutôt, le même tour de passe-passe, qui permet à Barjonet de blanchir et d'absoudre les dirigeants du P.C. et de la C.G.T. de tout autre crime que celui de s'être trop longtemps attaché à des idées surannées, dogmatiques, volontaristes, subjectivistes et de ne s'être pas rallié à temps au syndicalisme « moderne » et aux idées au goût du jour, cette même méthode lui permet aussi de régler à bon marché ses comptes avec le stalinisme et, par la même occasion, avec son propre passé. « Quant au culte de la personnalité qui a pris des formes délirantes sous Staline et qui a atteint des proportions encore plus monstrueuses peut-être avec Mao Tsé-Toung, son principe se situe incontestablement dans l'organisation même des partis politiques tels que les a voulu Lénine (p. 13). Ainsi, tous les défauts couramment attribués au stalinisme résultent, en dernière analyse de la grave déformation historique imposée au marxisme par Lénine. Le stalinisme n'est pas, comme le soutiennent les communistes, une sorte de cancer apparu sur le corps, par ailleurs sain, du socialisme : c'est une exagération monstrueuse et parfois criminelle de la déformation léniniste. On peut, d'ailleurs, en dire autant du trotskysme, du maïsisme ou du castrisme... Nous pensons que si Lénine demeure le génie des tempêtes révolutionnaires (sic), le « marxisme-léninisme » a constitué un malheur historique pour la classe ouvrière internationale. Déstaliniser, c'est bien. Déléniniser, c'est mieux » (p. 17).

Inutile de commenter plus longuement. Barjonet rejoint, jusque dans le vocabulaire (enrichi néanmoins de quelques-unes des fleurs odorantes de la rhétorique stalinienne), la longue cohorte des kautskystes et des sociaux-démocrates de tout poil qu'il dénonce pour la forme par ailleurs. Nous ne nous en étonnerons pas. Barjonet-le-frondeur est vraiment un enfant légitime du stalinisme. Les milliers d'ouvriers communistes qui recherchent la voie et les armes du combat contre la bourgeoisie et contre l'Etat trouveront dans leurs rangs, fort heureusement, d'autres intellectuels, d'autres militants, d'autres dirigeants à la hauteur des gigantesques tâches de la construction du parti révolutionnaire.

Mais au fait, monsieur Barjonet, une dernière question : tous les méfaits de cet abominable volontarisme subjectiviste et léniniste que vous dénoncez si rudement, comment ne vous sont-ils pas apparus plus tôt ? Ces « formes délirantes du culte de la personnalité », ces exagérations « parfois criminelles » de Staline, est-ce d'hier qu'elles vous ont été révélées ? Ou bien n'est-ce pas plutôt que, pendant vingt ans et plus, ce volontarisme et ce subjectivisme se trouvaient tout simplement du côté du manche, le vôtre ?

R. CLEMENT (3 juillet 1968).

Pour le regroupement de l'avant-garde,  
Pour œuvrer à la construction de l'organisation  
révolutionnaire, une arme :

### INFORMATIONS OUVRIÈRES

Paraît tous les mois sur 16 pages  
(accompagné d'un supplément hebdomadaire  
ronéotypé)

#### ABONNEMENTS :

(Bulletin mensuel imprimé incluant le supplément  
ronéotypé hebdomadaire) :

12 numéros : 9 Francs

Vient de paraître  
le supplément à "LA VÉRITÉ" N° 542

PIERRE BROUÉ

**LE PRINTEMPS DES PEUPLES  
COMMENCE A PRAGUE**

**ESSAI SUR LA REVOLUTION POLITIQUE  
EN EUROPE DE L'EST**

Prix : 9 Francs + 0,90 F. de port

Commandes à

**LA VÉRITÉ**

39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10<sup>e</sup>)

A régler au C.C.P. de Gérard Bloch :  
Paris 606-23

